

La Répression des Menaces

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Samedi 17 Décembre 1938, à 15 heures

PAR

Maurice BECQ

Avocat Stagiaire à la Cour
Attaché au Parquet Général

MEMBRES DU JURY :

Président.	MM. HENRY, professeur
Assesseurs	WALINE, professeur
	PERRET, chargé de cours

NANCY
SOCIÉTÉ D'IMPRESSIONS TYPOGRAPHIQUES
1938

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

La Répression des Menaces

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Samedi 17 Décembre 1938, à 15 heures

PAR

Maurice BECQ

Avocat Stagiaire à la Cour
Attaché au Parquet Général

MEMBRES DU JURY :

Président.	MM. HENRY, professeur
Assesseurs	WALINE, professeur
	PERRET, chargé de cours

NANCY

SOCIÉTÉ D'IMPRESSIONS TYPOGRAPHIQUES

1938

Faculté de Droit de Nancy

Doyen: M. SENN (O ☼, ☼, ☼ I).

Assesseur du Doyen: M. HENRY (☼, ☼ I).

Doyens honoraires: MM. F. GÉNY (C ☼, ☼ I), MICHON (☼, ☼ I).

Professeurs honoraires:

MM. MAY (☼, ☼ I).

RENARD (☼ I).

ROLLAND (☼, ☼ I).

MICHON (☼, ☼ I).

MOREL (☼, ☼ I).

TROTABAS (☼, ☼ A).

GÉNY (C ☼, ☼ I).

Maître de Conférences honoraire: M. MÉLIN (☼ I), docteur en Droit

MM. SENN (O ☼, ☼, ☼ I), professeur de Droit romain.

HENRY (☼, ☼ I), professeur de Droit criminel.

KRÖLL (☼ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUËL (☼ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☼ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☼ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (☼, ☼ I), professeur de Droit civil.

F. DE MENTHON (☼ A), professeur d'Economie politique

DURAND, professeur de Droit civil.

MARCHAL, professeur d'Economie politique.

TEITGEN, professeur de Droit public.

WALINE (☼ A), professeur de Droit public.

LAMBERT, docteur en droit, chargé de cours de Droit romain.

PERRET, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

LAPOINTE (☼ I), secrétaire.



La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

A LA MEMOIRE DE MON PERE,
mort pour la France le 22 août 1914.

A TOUS LES MIENS,

INTRODUCTION

Nombreux sont les individus qui, dans les circonstances les plus diverses et pour des fins les plus variées, en viennent à proférer des menaces, en dehors même des hypothèses où elles peuvent être considérées comme l'élément de la circonstance aggravante d'une infraction.

Nous rencontrons d'abord certaines personnes qui, sous l'influence de la colère, de l'énervement, de la boisson ou même dans un but de plaisanterie, menacent leurs semblables des pires sévices. Ce ne sont là que de « simples jactances » que le droit ne saurait prendre en considération.

Cependant, ces menaces perdent souvent ce caractère bénin pour devenir criminelles et nécessiter une sanction pénale. Ainsi, elles peuvent être proférées par des délinquants primaires, mais elles le sont plus généralement par une catégorie de délinquants d'habitude particulièrement dangereuse et vile, connue communément sous le qualificatif de « maîtres-chanteurs ». Pour ces individus, la menace est, s'il nous est possible de nous exprimer ainsi, un instrument de travail, qu'ils utilisent pour extorquer tout ou partie du patrimoine d'autrui.

Enfin, l'emploi de menace peut relever du domaine de la pathologie,

Sans nous égarer dans des considérations psychiâtriques, nous devons mentionner que ces menaces d'origine pathologique sont surtout fréquentes chez les sujets à constitution paranoïaque (1). La gamme des états mentaux de cet ordre est infiniment variée. Elle va de la simple tendance d'esprit à l'aliénation mentale proprement dite, qui supprime toute responsabilité pénale chez l'agent.

Le professeur LAIGNEL-LAVASTINE cite les menaces comme forme de réactions antisociales des paralytiques généraux (2), des délirants systématisés tels que les « persécuteurs », les « processifs », les « revendicateurs » (3), etc.

De l'emploi fréquent des menaces, il semble devoir résulter que les juridictions répressives ont à sanctionner un nombre imposant de faits de ce genre. Or, si nous consultons les statistiques, nous sommes dans l'obligation de constater qu'il n'en est rien. En effet, sur les quelque 600.000 affaires jugées annuellement par les différentes juridictions pénales, nous ne trouvons sanctionné qu'un nombre fort modeste d'infractions dont la menace constitue l'élément essentiel.

C'est ainsi que, pour l'année 1928, il a été statué sur 626 affaires de menaces prévues par les articles 305 et suivants du Code pénal et sur 15 affaires d'extorsion de fonds par menace (art. 400, § 2).

(1) Le terme de paranoïa s'applique aux troubles psychiques les plus divers, et l'on a pu faire entrer dans le cadre des paranoïas la psychose systématisée progressive, certains délires dégénérés, les obsessions, des cas de confusion mentale, etc...

(2) LAIGNEL-LAVASTINE, BARBÉ et DELMAS, *La Pratique Psychiâtrique*, 2^e édit., 1929, p. 583.

(3) *Id.*, p. 604 et suiv.

En 1929: 549 affaires de menaces; 16 affaires d'extorsion de fonds par menaces.

En 1930: 567 affaires de menaces; 11 affaires d'extorsion de fonds par menaces.

En 1931: 582 affaires de menaces; 28 affaires d'extorsion de fonds par menaces.

En 1932: 712 affaires de menaces; 53 affaires d'extorsion de fonds par menaces.

Pour le ressort de la Cour d'appel de Nancy durant l'année 1937, sur 7.717 affaires pénales jugées, nous ne comptons que 18 affaires de menaces et 2 d'extorsion de fonds par menaces.

La modestie de ces chiffres nous paraît avoir une double origine: en ce qui concerne les menaces proprement dites, sa cause doit être cherchée dans l'insuffisance et l'étroitesse de notre système répressif.

Quant à l'extorsion de fonds par menace, communément appelée « chantage », et qui consiste dans la menace de révélation de fait diffamatoire, il nous faut constater que la victime elle-même s'oppose généralement aux poursuites par crainte de voir être révélés à l'audience certains faits qu'elle souhaite tenir cachés. Il serait utile, à notre avis, d'exiger, dans l'intérêt même de la répression, le huis-clos pour ce genre d'affaire.

Passons à un autre ordre d'idées et demandons-nous ce qu'il faut entendre par le terme de « menaces ».

Notre droit français, contrairement au Code belge qui donne, comme nous le verrons plus loin, une dé-

finition précise des menaces, ne nous dit à aucun moment ce que doit signifier ce mot.

Si nous consultons Littré, celui-ci définit ainsi ce terme d'usage si fréquent : « Parole ou geste dont on se sert pour faire craindre à quelqu'un un mal qu'on lui prépare. »

Voilà la définition des menaces en langage courant.

Elle est très large, sinon très vague. Et pourtant elle ne diffère pas sensiblement de celles qui nous sont données par certains juristes.

En effet, si nous nous reportons à la doctrine, nous trouvons les définitions suivantes :

« La menace est l'annonce que l'on fait à autrui du mal qu'on lui prépare » (1).

« La menace s'entend du fait par un individu d'annoncer à une personne un mal qu'on lui prépare » (2).

« La menace consiste dans la manifestation par des paroles, des gestes ou des écrits, d'une pensée malveillante. » (3)

Toutes ces définitions sont sensiblement identiques. Définir ce terme ne présente donc aucune difficulté.

Cette notion de menace est extrêmement vague, large, et par là même compréhensive. S'ensuit-il que la menace puisse être prise en considération dans tous les domaines du droit avec des caractères identiques?

(1) GOYET, *Précis de Droit pénal spécial*, 3^e édit., 1937, p. 226.

(2) GARRAUD, *Traité théorique et pratique de Droit pénal français*, 3^e édit., t. V, n° 1951.

(3) MOLINIER, *Traité de Droit pénal*, p. 36.

Il n'en est rien. Nous nous en apercevrons en envisageant rapidement d'une part le Droit public, d'autre part le Droit civil, avant d'aborder définitivement l'étude de la menace en Droit pénal.

CHAPITRE PREMIER

Sanction de la menace en Droit public

En Droit international public, où pourtant elles sont d'un emploi malheureusement trop fréquent, les menaces ne peuvent avoir qu'un effet très limité, effet juridique s'entend.

C'est ainsi que les traités passés sous l'empire de menaces ne sont pas nuls, ou plus précisément ne seront annulés en fait, que si l'Etat qui a dû les concéder devient suffisamment fort pour en faire opérer la revision.

Mais par contre, en Droit public interne, il faut sans nul doute admettre qu'un acte administratif quelconque est entaché de nullité s'il a été réalisé sous l'empire de la menace; ainsi une élection faite dans ces conditions est annulable.

La menace ne peut donc qu'incidemment être prise en considération par le droit public sous le point de vue où elle est envisagée dans les exemples précédents.

Mais il est un autre point de vue :

La menace proférée à l'égard d'une personne ne peut-elle être prise en considération par l'autorité ad-

ministrative à un point de vue préventif, afin d'assurer la protection de la personne contre le danger dont elle est menacée ?

L'autorité judiciaire ne peut connaître des délits que lorsqu'ils sont entièrement réalisés ou tentés. L'article 8 du Code d'instruction criminelle lui interdit de sortir du domaine de la répression. La personne menacée d'un danger grave ne peut recourir à cette autorité que dans les limites de ce domaine!

Cette personne peut-elle alors se retourner vers l'autorité administrative pour se placer sous la protection de sa police et de ses représentants, en particulier du Préfet, chef hiérarchique de la police administrative ?

Il semble qu'il faille, si l'on s'en tient aux textes, répondre affirmativement à cette question. En effet, la loi du 3 brumaire an IV, article 19, décide que « la police administrative a pour objet le maintien habituel de l'ordre public dans chaque lieu et dans chaque partie de l'administration générale. Elle tend généralement à prévenir les délits ».

Par ailleurs, l'article 97 de la loi du 5 avril 1884 définit ainsi la police administrative en matière de police municipale: « La police municipale a pour but d'assurer le bon ordre, la sécurité et la salubrité publiques » (1).

La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour affirmer que ces définitions nous présentent une notion de la police administrative beaucoup trop compréhensive, beaucoup trop large, qui conduirait fré-

(1) Pour préciser ces expressions, voir WALLINE, *Manuel élémentaire de droit administratif*, 2^e édit., 1939.

quemment à méconnaître le principe de la liberté individuelle.

Quels sont donc les moyens que l'autorité administrative a à sa disposition pour protéger une personne menacée?

Cette question est un aspect de l'important problème de la détermination des mesures préventives que l'autorité administrative peut prendre lorsqu'elle veut empêcher la réalisation d'une infraction dont elle redoute la commission.

Nous nous bornerons, en examinant ce problème, à formuler quelques observations se rapportant directement à notre sujet, renvoyant, pour aperçu des autres aspects de la question, à la note rédigée par M. le professeur A. Henry sous l'arrêt de la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation du 3 novembre 1924 (2), ainsi qu'au rapport de M. le conseiller Bricout, relatif à cette décision.

La police administrative peut employer, pour éviter la commission de l'infraction annoncée par l'auteur des menaces, deux sortes de mesures contre ce dernier :

1° Des mesures de surveillance, telles que : renseignements, filatures, etc. ;

2° Des mesures de coercition, telles que : détention préventive, séquestration, etc.

Les premières mesures sont incontestablement licites et tout à fait compatibles avec le principe de la liberté individuelle.

(2) D. P., 1925, 1, 33.

Quant aux secondes, la Cour de Cassation semble avoir admis également leur légitimité dans deux arrêts de la Chambre des Requêtes; tout d'abord dans une décision du 15 décembre 1874 (3), et, plus récemment, dans l'arrêt du 3 novembre 1924 (4).

Dans cet arrêt, la Cour Suprême a décidé que le préfet de police ne commettait aucune faute en ordonnant, à l'égard de l'auteur d'une lettre contenant des menaces de mort envers un tiers, des mesures préventives destinées à l'empêcher de réaliser son dessein.

Mais faut-il affirmer sans restriction que la police administrative peut, en toutes circonstances, user de moyens de coercition vis-à-vis de l'auteur d'une menace?

Nous ne le pensons pas. Il faut faire état ici, ainsi que le fait remarquer M. Henry dans la note précitée, de la notion du « motif légitime » de l'article 186 du Code pénal.

Cet article décide que les violences commises par les fonctionnaires publics peuvent être justifiées s'ils ont agi pour « un motif légitime ».

Que faut-il entendre par là? D'après la doctrine et la jurisprudence, il y a motif légitime « lorsque l'acte de violence aura été strictement nécessaire pour permettre l'exercice de la fonction ou, tout au moins, pour empêcher un préjudice grave pour l'ordre public ».

S'inspirant des idées précédentes, M. Henry nous propose de délimiter les pouvoirs de prévention des

(3) D. P., 1876, 1, 289.

(4) Précité.

délits par les autorités administratives en les concrétisant dans les trois propositions suivantes :

1° L'autorité administrative possède, en tout état de cause, le droit de prescrire toute mesure de surveillance des personnes soupçonnées de vouloir commettre une infraction, sans que ces mesures puissent impliquer une atteinte directe au droit de l'intéressé de circuler ou d'agir librement ;

2° L'autorité administrative devant nécessairement respecter les droits de la liberté individuelle, ne pourra user de mesures coercitives, telles que violences personnelles, consignation à domicile, arrestation ou détention préalable et autres procédés analogues ;

3° Toutefois, ces mesures pourront exceptionnellement se trouver légitimées si elles ont été commandées par une nécessité absolue et comme seul moyen possible d'éviter la commission de l'acte répréhensible.

Il est facile d'appliquer ces propositions en matière de menaces, pour apprécier dans quel cas et à quel moment l'autorité administrative aura la possibilité de les sanctionner préventivement, avant tout délit. Lorsque le délit de menace sera réalisé, la détention préventive pourra être ordonnée afin d'éviter l'exécution de ces menaces.

CHAPITRE II

Sanction civile de la menace

Comme nous le verrons plus loin, notre législation pénale exige pour sanctionner la menace ou bien des conditions, sinon étroites, du moins rigides lorsqu'elle l'envisage comme délit « sui generis », ou bien qu'elle soit accompagnée d'une autre infraction dont elle est acte constitutif de circonstance aggravante.

Si ces éléments ne sont pas réunis et par conséquent si la poursuite est impossible, ou si l'inculpé est acquitté, s'ensuit-il que la menace reste dépourvue de toute sanction?

Il n'en est heureusement rien, et la personne qui a accompli un acte ou contracté une obligation sous l'empire d'une menace et n'a pas obtenu satisfaction auprès de la juridiction pénale devant laquelle elle s'était constituée partie civile, peut recourir au juge civil.

Sur le terrain civil, la personne menacée peut obtenir la nullité de son engagement ou la réparation du préjudice à elle causé en invoquant le fait qu'elle a agi sous l'influence de la violence, vice du consentement.

En effet, l'article 1109 du Code civil décide « qu'il n'y a point eu consentement valable s'il a été extorqué par violence ».

Or cette notion de violence est envisagée généralement dans un sens beaucoup plus large dans le domaine du droit civil qu'en droit pénal. En effet, le Code pénal nous mentionne à plusieurs reprises la violence, ou plus précisément les violences voisinant avec les menaces, comme étant toutes deux des éléments constitutifs ou des circonstances aggravantes de certaines infractions. Cette notion de violence est, dans la plupart des cas, envisagée dans ce domaine en tant que violence physique, tandis qu'en droit civil elle est considérée à un point de vue général: le vice de violence peut être produit par exemple de mauvais traitements, mais le plus souvent il s'agit de violence morale engendrant la contrainte et résultant de menaces.

La jurisprudence civile nous donne d'ailleurs de nombreux exemples dans lesquels elle sanctionne les menaces: ainsi, la personne a pu être menacée d'un mal physique (1).

Plus fréquemment, les menaces sont d'ordre moral: un patron menace ses employés de révocation s'ils n'apposent pas leur signature sur des billets (2).

Où bien, on menace une personne de faire certaines révélations la concernant à son fiancé (3), ou bien en-

(1) Besançon, 8 mai 1875, D. 76, 2, 66. Cass., 22 janv. 1877, 311.

(2) Bastia, 6 août 1892, D. 93, 2, 359.

(3) Trib. Seine, 21 novembre 1893, *Gaz. Pal.*, 93, 2, 604; Paris, 22 février 1912, 2, 230.

fin, il peut s'agir de menaces de révélations d'adultère (4).

À quelles conditions la violence et par là même la menace peuvent-elles être sanctionnées civilement ?

L'article 1112 du Code civil contient à ce sujet deux indications, la première inspirée de la tradition romaine, l'autre de notre ancien droit.

Selon l'alinéa 1 de cet article, « il y a violence, lorsqu'elle est de nature à faire impression sur une personne raisonnable, et qu'elle peut lui inspirer la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune à un mal considérable et présent ».

Quant à l'alinéa 2, il porte « qu'on a égard en cette matière à l'âge, au sexe et à la condition des personnes ».

L'interprétation de ces deux alinéas et leur application a donné lieu à bien des controverses. Les rapporter ici serait dépasser le cadre de notre sujet. Mentionnons cependant que la doctrine et la jurisprudence actuelles font indiscutablement prévaloir l'alinéa 2.

Les tribunaux ont un pouvoir d'appréciation absolu sur les éléments énoncés dans cet article. Il suffit d'ailleurs que le mal annoncé soit de nature à inspirer une crainte vive à la personne qui en est menacée, pour que les sanctions civiles puissent s'appliquer. Il en résulte qu'il faut admettre qu'il n'y a pas de violence dans des menaces vagues, dont l'effet est incertain et éloigné (5).

(4) Cass., 15 juillet 1878, S. 79, i, 393.

(5) Pau, 22 août 1833, sous Requête, 4 novembre 1835, S. 1836, 1, 948,

Un lien de causalité doit exister entre la crainte et l'engagement (6).

D'ailleurs, la menace, acte de violence morale, est une cause de nullité des conventions et est susceptible de fonder une action en dommages et intérêts, qu'elle vise la personne ou les biens. La menace d'incendie, de pillage, ou même de grève peut être considérée comme viciant le consentement. Le texte de l'article 1112 l'indique (7).

Signalons à ce propos qu'il importe peu en droit civil que la personne victime de la menace se soit trouvée exposée à cette menace par sa faute. Ceci est une différence avec le droit pénal, où il est admis qu'une personne n'est fondée à invoquer la contrainte que si on ne peut lui reprocher de faute antérieure, l'ayant exposée à cette contrainte (8).

Ceci s'explique d'ailleurs aisément, car ce qui produit la nullité, ce qui fonde la sanction, c'est surtout le fait qu'une obligation est assurée sans raison plausible ou est d'une importance excessive (9).

Quel est donc le fondement de la sanction civile de la violence et par là même de la menace, vice du consentement?

La majorité des civilistes modernes admettent que, dans la violence comme dans le dol, la nullité n'est pas fondée sur la seule altération du consentement. Elle est

(6) PLANIOL et RIPERT, *Traité pratique de droit civil français*, Paris, 1930, t. 6, n° 191.

(7) DEMOGUE, La violence vice du consentement. *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1914, p. 435 à 480, n° 24.

(8) GARÇON, *C. P. annoté*, art. 64. — GARRAUD, *op. cit.*, t. I, n° 273.

(9) DEMOGUE, *op. et loc. cit.*, n° 24.

en même temps la sanction d'un acte illicite dont elle suppose l'existence (10).

C'est au tribunal qu'il appartient d'apprécier le caractère licite ou illicite du fait de contrainte et d'estimer la responsabilité civile qu'il est susceptible d'entraîner à la charge de son auteur.

MM. Planiol et Ripert (11) nous proposent le critérium suivant nous indiquant dans quels cas la contrainte engendrée par la menace peut être considérée comme illégitime:

a) La contrainte est illégitime d'abord quand elle est exercée au moyen d'un acte illicite ou par la menace d'un pareil acte sur la personne ou sur les biens;

b) La contrainte est toujours illégitime quand elle a servi à obtenir, sciemment, un engagement ou une renonciation sans cause, ou en violation d'un engagement de l'auteur de la contrainte ou d'un tiers.

En dehors de ces hypothèses, il nous faut considérer que la menace n'est plus un fait de violence, et qu'elle est légitime. Il est admis, de jurisprudence constante, qu'il est permis d'employer la contrainte produite par la menace pour réaliser un droit, remplir un devoir, obtenir satisfaction d'un intérêt légitime.

En quoi consiste donc la notion civile de la violence, vice du consentement, et par là même de la menace?

La violence ouvre à la personne qui accomplit un acte, renonce à un droit ou contracte une obligation

(10) PLANIOL et RIPERT, *loc. cit.*, n° 196.

(11) *Id.*

sous l'empire de la crainte, une action en nullité de l'acte passé par elle. Le fait de violence peut être prouvé par tous les moyens, même par présomption de l'homme. L'action en nullité est, comme pour toutes les nullités relatives, prescriptible par 10 ans, et ce délai court à partir du jour où la violence a cessé.

La nullité est susceptible de disparaître par une ratification, mais celle-ci ne « doit pas avoir été elle-même viciée par la crainte ou autrement » (articles 1115 à 1338).

La violence peut, d'autre part, donner lieu, nous l'avons dit précédemment, à une action en dommages et intérêts.

Cette sanction s'applique même aux actes unilatéraux comme le testament.

*
* *

Pour procéder à l'étude d'ensemble de la répression des menaces dans notre législation pénale, après avoir consacré une première partie de cet ouvrage à un aperçu historique de cette question, nous les envisagerons sous leurs trois aspects.

Notre but principal sera de préciser les divers caractères qu'elles sont susceptibles de présenter ainsi que de déterminer les conditions essentielles qu'elles doivent revêtir pour tomber sous le coup d'application des différents textes qui les prévoient.

En conséquence, après avoir étudié dans une seconde partie la menace, élément constitutif de certaines infractions, dans une troisième partie, nous l'envisagerons en tant que circonstance aggravante. Dans ces

deux hypothèses elle est généralement considérée avec une signification très large, très compréhensive, sauf dans quelques infractions où certaines restrictions sont apportées à la généralité de cette expression.

Dans une quatrième partie, nous étudierons la menace réprimée comme délit distinct, et nous verrons que, dans les différents cas où elle se présente comme telle, le législateur français a élaboré une conception particulièrement étroite de sa répression.

La menace pouvant tomber simultanément sous le coup de plusieurs textes répressifs, cette situation pourra donner lieu à un cumul d'infractions soit réel, soit idéal. Les principes désormais admis par la doctrine française s'appliquent dans notre matière. Nous les rappellerons brièvement dans un appendice aux trois parties précitées.

Enfin, dans une cinquième partie, nous comparerons sommairement le système français de répression des menaces, avec certains systèmes étrangers, principalement avec les législations belge et italienne, nous contentant d'examiner objectivement certaines autres législations étrangères (allemande, chinoise, danoise, lettone et polonaise), peu différentes de la législation italienne en ce qui concerne la répression des menaces, délit « sui generis ».

PREMIERE PARTIE

Aperçu historique
de la répression des menaces

Après avoir envisagé successivement la sanction des menaces en droit romain, dans le droit français antérieur au Code civil et dans le Code pénal de 1810, nous examinerons les modifications législatives postérieures à ce code, spécialement en ce qui concerne leur répression en tant que délit distinct.

En effet, peu de dispositions nouvelles ayant trait à la sanction des menaces sous leurs autres formes, susceptibles d'intéresser directement notre sujet, sont intervenues après la publication du Code pénal.

Nous nous proposons cependant de mentionner incidemment, à l'occasion de l'étude des menaces, éléments constitutifs ou circonstances aggravantes de certaines infractions, les quelques réformes essentielles survenues dans notre législation.

CHAPITRE PREMIER

La répression des menaces en droit romain et en droit français antérieur au code pénal

§ 1. — Le droit romain

Le droit romain a réprimé la menace en tant que forme la plus fréquente du délit privé de *metus* sanctionné par une action *in factum*, l'action *metus*, donnée tout d'abord au quadruple pendant une année utile, ensuite au simple.

Cette législation, dans son premier état, ne connaissait pas des menaces qui auraient contraint une personne à accomplir un acte ou à contracter une obligation. Elle les laissait totalement dépourvues de sanction. Ceci s'explique vraisemblablement par ce fait que les vieux rites formalistes romains, en exigeant la présence de magistrats et de témoins pour les actes les plus courants, créaient là une garantie pour que ceux-ci ne soient pas exécutés sous l'empire de la crainte, sans qu'il fût besoin d'incriminer les menaces en elles-mêmes.

Mais les extorsions par le moyen de menaces devinrent si nombreuses à l'époque de Sylla, que le prêteur estima devoir ériger en délit le fait de déterminer un individu à accomplir un acte contrairement à sa volonté, sous la menace d'attenter à sa personne ou à ses biens.

Ce fut le prêteur Octavius qui, vraisemblablement, vers la fin du VII^e siècle, créa le délit de *metus* sanctionné par l'action *metus* et ayant comme accessoires l'exception *metus* et la restitution *in integrum ob metum*.

Cette action *metus* était, comme nous l'avons dit, de par son caractère pénal, donnée au quadruple du préjudice causé contre les auteurs de la menace; ensuite elle fut donnée contre les tiers qui en avaient tiré profit au quadruple de ce profit.

Cependant, du fait du caractère arbitraire de l'action *metus*, cette sévérité apparente de la peine du quadruple disparut le plus souvent pour ne plus laisser place qu'à une sanction civile de l'acte exécuté sous l'empire d'une menace.

En effet, il n'y aura de pénalité prononcée que si le coupable ne restitue pas ou ne répare pas.

Si le contraire se produit, l'exercice de l'action *metus*, de l'exception *metus* ou l'accomplissement de la restitution *in integrum ob metum* aboutissent en fait uniquement à la résolution de l'obligation contractée ou à l'anéantissement de l'acte passé sous l'empire de la contrainte produite par la menace.

Il n'en reste pas moins que l'action *metus* a toujours gardé son caractère pénal en droit romain et,

ainsi que le fait remarquer M. Girard (1), elle a toujours conservé certaines particularités propres aux actions pénales: elle est noxale, elle est au quadruple, elle n'est donnée que pendant une année utile, etc.

Ces caractères sont passés au Digeste et nous les retrouvons jusqu'à la fin du droit romain.

§ 2. — L'ancien droit français

L'ancien droit français, toutes les fois qu'il envisagea la répression des menaces, a fait preuve d'une particulière sévérité.

Celle-ci semble due à ce fait que, en ces époques de violence, il était à redouter que l'exécution suivît facilement la menace, et elle paraissait nécessaire pour prévenir la réalisation du crime annoncé.

Notre ancienne législation a pris les menaces en considération lorsqu'elles se présentaient sous leur forme la plus grave, le plus souvent dans les cas où notre droit pénal moderne les envisage comme infraction par elles-mêmes: menaces avec ordre ou sous condition, menaces d'incendie et menaces, moyen d'extorsion.

Déjà nous trouvons dans « la Caroline » que « quiconque menacera quelqu'un par un mauvais dessein, contre tout droit et équité, sera condamné à perdre la vie par le glaive ».

(1) GIRARD, *Manuel élémentaire de droit romain*, 8^e édit., revue par F. SENN, Paris, 1929, p. 449.

L'ancien droit français assimilait les menaces de tuer avec ordre ou sous condition, au vol avec violence et les punissait comme ce crime de la peine de mort si elles présentaient une certaine gravité.

Ceci avait lieu, par exemple, dans le cas de menaces de mort réitérées, si ces menaces s'adressaient à un grand nombre de personnes (2), ou si, enfin, le délinquant avait l'habitude d'exécuter les menaces qu'il proférait (3).

La menace avec ordre ou sous condition a été également envisagée dans notre ancien droit comme l'une des nombreuses formes que pouvait revêtir le délit d'injure, à savoir « une injure réelle ou de fait », et lorsqu'elle était susceptible d'intimider l'individu qui en était l'objet, elle était punie d'une peine capitale (4).

Jousse nous en donne quelques exemples, nous montrant la sévérité de la répression en la matière, qu'il nous rapporte en ces termes :

« Ainsi jugé par arrêt confirmatif d'une sentence rendue au Bailliage criminel d'Orléans le 7 décembre 1746, par laquelle le nommé Jean-Paul Bruyard, pâtissier à Meun, avait été condamné aux galères pour trois ans, pour avoir écrit à M. l'évêque d'Orléans une lettre anonyme, portant menace de le tuer ainsi que son bailli et ses domestiques, s'il n'envoyait au dit Bruyard la somme de 600 livres. » Et un arrêt du

(2) JOUSSE, *Traité de la Justice criminelle en France*, 4^e partie, titre LVII, p. 221, n° 125.

(3) *Lois criminelles de France*, par MUYART DE VOUGLANS, Paris, MDCC, 4, XXX, p. 807.

(4) JOUSSE, *op. cit.*, 4^e partie, titre 24, § 1, 5°.

Parlement de Bourgogne du 21 mai 1675, qui condamne aux galères perpétuelles un individu qui avait jeté dans une maison un billet anonyme portant ces mots: « Mettez 25 louis d'or dans tel trou. Si vous y manquez, nous vous tuerons, quand même nous devrions être pendus. » Le particulier à qui ce billet s'adressait fit observer celui qui se présentait pour chercher dans le trou, on le prit et il fut condamné.

Autre arrêt du Parlement du 8 janvier 1690, par lequel un nommé Charles Rousseau a été condamné aux galères à perpétuité et au carcan pour avoir « envoyé dans des maisons des billets parlant menaces pour exiger de l'argent ».

Les mobiles qui poussaient l'individu à user de menaces étaient cependant pris en considération par nos anciens tribunaux pour l'application de la peine. Ceux-ci se montraient moins rigoureux si le délinquant n'avait pas agi uniquement dans un but de lucre et d'extorsion. Par exemple, la peine était modérée si les menaces avaient été proférées sous l'empire de la colère ou de la crainte d'un événement quelconque.

C'est ainsi que par arrêt du 22 septembre 1700 du Parlement de Dijon, « un fermier qui avait usé de menaces vis-à-vis de laboureurs qui se présentaient pour être fermier à sa place, ne fut condamné qu'à 100 livres de dommages et intérêts », mais cet arrêt déclare par ailleurs « que le délinquant serait susceptible de peines corporelles s'il réitérait ses menaces ».

L'individu qui était l'objet de menaces et qui voulait s'y soustraire pouvait, « si elles étaient récentes », demander au juge un « asseurement » ou « sauve-

garde » qui le mettait sous la protection de la justice. Si le délinquant menaçait à nouveau le plaignant, « il devenait beaucoup plus criminel » et la peine qu'il encourait s'en trouvait aggravée.

Notre ancienne législation pénale punissait également les auteurs de menaces d'incendie et les tribunaux allaient jusqu'à prononcer la peine de mort contre les individus coupables de ce genre de menaces, lorsque celles-ci étaient d'une gravité telle que la personne à laquelle elles étaient adressées pouvait craindre leur réalisation si elle ne s'exécutait pas.

C'est ainsi qu'un arrêt du Parlement du 6 juillet 1709 condamne le nommé Robert Minard, vigneron, à être pendu « pour avoir fait un complot avec d'autres et jeté plusieurs billets sous les portes de particuliers, portant menaces d'incendie si on ne leur donnait pas de l'argent ».

La procédure suivie pour la répression des menaces était celle de l'information lorsqu'elles étaient suffisamment graves, alors que généralement, pour toute autre injure verbale, il n'était pas permis d'informer (5).

De ce bref aperçu de notre ancienne législation et jurisprudence pénale en la matière, il résulte que la rigueur de la répression était fondée sur l'assimilation de la menace et du vol avec violence. Elle était consi-

(5) *Traité des matières criminelles*, par GUY DU ROUSSEAU DE LA COMBE, 10^e partie, chap. VII, p. 52; 7^e édit., Paris, 1768: « Les menaces mêmes qui sont violentes et capables d'intimider un esprit fort peuvent être poursuivies par la voie de l'information et doivent être punies. »

dérée comme présentant le même danger social que ce crime, et la pénalité encourue était susceptible de varier avec ses caractères et sa gravité.

§ 3. — La législation révolutionnaire

Dans les lois émanées de l'Assemblée Constituante, nous ne trouvons que trois articles dans lesquels il est question de menaces :

1° L'article 19 du titre II de la loi du 22 juillet 1791, qui est ainsi conçu : « Les outrages ou menaces par paroles ou par gestes faits aux fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, seront punis d'une amende qui ne pourra excéder 10 fois la contribution mobilière et d'un emprisonnement qui ne pourra excéder deux années. La peine sera doublée en cas de récidive » ;

2° L'article 20 du même titre, qui étend cette disposition aux menaces faites par paroles ou par gestes aux gardes nationales, à la gendarmerie et aux troupes de ligne, se trouvant, ou sous les armes, ou au corps de garde, ou dans un poste de service ;

3° L'article 34 de la 2° section, titre II, 2° partie du Code pénal du 25 septembre 1791, qui porte « qu'il sera infligé quatre années de fers à quiconque sera convaincu d'avoir verbalement ou par écrits anonymes ou signés, menacé d'incendier la propriété d'autrui, quoique lesdites menaces n'aient pas été réalisées ».

Ainsi l'Assemblée Constituante a rompu avec les principes traditionnels de notre ancien droit, qui assi-

milait dans de nombreuses hypothèses la menace d'un crime à un crime proprement dit.

Les tribunaux ne pouvaient donc poursuivre et punir des menaces non caractérisées par cette législation que comme de simples injures.

Les modifications postérieures à cet état de droit sont peu nombreuses: la loi du 25 frimaire an VIII, qui ne punit que de peines correctionnelles les menaces d'incendie, verbales ou par écrits anonymes ou signés, et la loi du 12 mai 1806, qui porte dans son article 1^{er}, que « tout individu qui sera convaincu d'avoir menacé, par écrit anonyme ou signé, d'incendier une habitation ou toute autre propriété, si la personne ne dépose une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou ne remplit toute autre condition et bien que la menace n'ait pas été réalisée, sera puni de deux années de fers et flétri sur l'épaule gauche de la lettre F ».

L'article 2 de cette loi donne compétence à des cours criminelles spéciales, pour connaître du crime mentionné à l'article précédent.

Ce sont là les seules données de la législation révolutionnaire concernant les menaces. Par conséquent celles qui n'avaient pas pour objet l'incendie et qui n'étaient faites, ni à des fonctionnaires publics, ni à la force armée, étaient donc, sous cette législation, hors de la jurisprudence correctionnelle ou criminelle (6).

(6) MERLIN, *Répertoire de J. P.*, Paris, 1808, t. 8, sous le mot « menace ».

CHAPITRE II

La répression des menaces dans le Code pénal de 1810

§ 1. — Exposé de cette législation

Les idées qui présidaient à la répression des menaces dans notre ancien droit furent conservées par les rédacteurs du Code pénal de 1810. On trouve en effet, dans l'exposé des motifs: « Quel que soit l'ordre, la loi punit le crime de la même peine que le vol avec violence. N'est-ce pas en effet un crime semblable? »

C'est ainsi que la menace, lorsqu'elle réunissait plusieurs conditions que nous envisagerons plus loin, pouvait être élevée au rang de crime avant les modifications apportées par la loi du 13 mai 1863.

L'article 305 du Code pénal, dans sa rédaction primitive, était ainsi conçu: « Quiconque aura menacé par écrit anonyme ou signé d'assassinat, d'emprisonnement ou de tout autre attentat contre les personnes qui serait punissable de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, sera puni de la peine des travaux forcés à temps dans le cas où la

menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué ou de remplir toute autre condition. »

Il résulterait que le crime prévu par ce texte était réalisé s'il avait été commis en réunissant les trois conditions suivantes :

1° La menace devait tout d'abord être faite par écrit, peu importait d'ailleurs que cet écrit fut anonyme ou signé.

2° La deuxième condition, sur laquelle porta d'ailleurs la majeure partie des critiques, était qu'il devait s'agir d'attentat contre les personnes passible de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation. Il en résultait que, si la menace d'attentat contre les personnes était susceptible de ne faire encourir à son auteur que la peine des travaux forcés à temps, celui-ci ne pouvait faire l'objet d'aucune poursuite.

Ainsi, le Code pénal de 1810 n'incriminait point les menaces de violences ou de viol, même écrites et si graves soient-elles.

3° Enfin la troisième condition nécessaire, pour que les menaces puissent être qualifiées de crime, était qu'elles devaient être accompagnées d'un ordre ou d'une condition.

La peine qu'encourait l'auteur du crime prévu par l'article 305 était celle des travaux forcés à temps.

D'autre part, le Code pénal de 1810 faisait preuve d'une moindre sévérité dans les articles 306 et 307. Il considérait les menaces comme un simple délit si la

menace d'attentat contre les personnes, remplissant par ailleurs les conditions prévues par l'article 305, était dans une première hypothèse prévue par l'article 306, faite sans ordre ni condition, et dans une seconde hypothèse, prévue par l'article 307, si elle n'était que verbale.

Et tout d'abord, l'article 306 avait la rédaction suivante: « Si cette menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus et d'une amende de 100 à 600 francs. »

Cette atténuation apportée par le législateur dans la qualification de l'infraction et dans l'établissement de la peine était ainsi justifiée par l'exposé des motifs: « Lorsque la menace écrite n'a été accompagnée d'aucun ordre ni condition, on ne peut l'attribuer qu'au désir de répandre l'effroi, sans aucun but de s'approprier le bien d'autrui. Le coupable doit être puni; mais il ne le sera que de peines correctionnelles; ce délit est en effet moins grave que le premier. »

Comme l'apposition d'un ordre ou d'une condition constituait ainsi une circonstance aggravante de la menace par écrit pure et simple, il en résultait que le fait principal de menace par écrit, et la circonstance aggravante d'ordre ou de condition devaient faire l'objet de deux questions distinctes en cour d'assises (1).

D'autre part, l'article 307 prévoyait que, si la menace qui avait été faite avec ordre ou sous condition

(1) Cass., 3 nov. 1848; D. 5, 86, n° 37.

était simplement verbale, le coupable serait puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 25 à 300 francs (2).

Enfin l'article 308 ancien portait que dans ces deux hypothèses où les menaces constituent un délit, les tribunaux avaient la faculté de prononcer la mise du coupable sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus (3).

Cette peine accessoire de mise en surveillance n'était pas prévue pour le crime de l'article 305 puisque la peine infligée par ce texte, les travaux forcés, l'entraînait de plein droit par la force de l'article 47 du Code pénal, qui, avant d'être modifié par la loi du 23 janvier 1874, était ainsi rédigé : « Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps, à la détention et à la réclusion, seront de plein droit, après qu'ils auront subi leur peine et pendant toute leur vie, sous la surveillance de la haute police. »

Par ailleurs, comme l'article 436¹ assimile les menaces d'incendie aux menaces d'assassinat et renvoie aux règles établies par les articles 305, 306 et 307, ce genre de menaces pouvait constituer un crime et faire encourir à leur auteur la peine des travaux forcés à temps si elles remplissaient les conditions prévues à l'article 305 et que nous avons examinées plus haut (4).

(2) Ancien art. 307 : « Si la menace faite avec ordre ou sous condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et d'une amende de 25 à 300 francs. »

(3) Ancien art. 308 : « Dans les cas prévus par les deux précédents articles, le coupable pourra de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police, pour 5 ans au moins et 10 ans au plus. »

(4) Ancien art. 306 : voir *supra*, p. 41.

§ 2. — Critiques formulées contre cette législation

Le système de répression des menaces, tel qu'il avait été prévu par le Code pénal de 1810, ne tarda pas à être l'objet de critiques aussi nombreuses que justifiées, qui aboutirent aux modifications apportées par la loi du 13 mai 1863 aux articles 305, 306, 307 et 308 du Code pénal.

On lui reprochait à la fois son insuffisance et sa trop grande sévérité.

On faisait également ressortir la disproportion qui existait entre les pénalités édictées contre les menaces avec ordre ou sous condition par écrit et celles édictées contre ces menaces si elles n'étaient que verbales.

L'insuffisance de la répression était tout d'abord critiquée: c'est ainsi qu'il n'y avait pour se soustraire à cette répression, qu'à éviter simplement de proférer des menaces portant sur des attentats punis de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation.

« Il suffit, trouve-t-on dans l'exposé des motifs de la loi du 13 mai 1863 (5), pour échapper à toute peine, d'entourer la menace d'une forme un peu vague ou de ne la faire porter que sur un fait qui ne soit puni que d'une peine correctionnelle. »

L'exposé des motifs exprime cette idée en ces termes: « Or, pense-t-on qu'un homme menacé par exemple d'être roué de coups et d'être souffleté publiquement, s'il ne se soumet pas à telle ou telle exigence,

(5) Exposé des motifs de la loi du 13 mai 1863 rapporté au Dalloz, 4^e partie, p. 91, n° 99.

ne puisse éprouver un trouble sérieux et ne convient-il pas même dans ce cas de lui offrir la protection de la loi? »

Par ailleurs, les critiques étaient dirigées contre la sévérité des pénalités édictées par le code.

C'est ainsi, en particulier, que l'assimilation de la menace par écrit avec ordre ou sous condition au vol avec violence, qui avait pour conséquence de faire encourir à l'auteur d'une telle menace la sanction punissant ce crime, était considérée comme inexacte.

En effet, quand bien même punit-on la menace eu égard à la résolution criminelle qu'elle annonce, la criminalité subjective de l'individu, qui se contente de menacer une personne même par écrit avec ordre ou sous condition, est moins socialement dangereuse que celle de l'individu qui tente ou commet le crime. Pour la victime le péril est moindre, elle peut se dérober aux menaces avec une facilité relative. En conséquence, le coupable doit encourir une peine moins sévère que le criminel; la peine des travaux forcés est donc en la matière une peine par trop sévère, car le législateur, en punissant les menaces, « ne frappe pas l'acte d'exécution d'un crime, elle n'en frappe que le projet » (6).

MM. Faustin Hélie et Chauveau exposent d'ailleurs ainsi la critique suivante inspirée de leur conception du fondement de la répression du délit de menace (7) : « La menace n'est que l'indice d'une résolution criminelle que le législateur a raison de prévenir, mais qu'il

(6) GARRAUD, *Traité théorique et pratique de droit pénal français*, 3^e édit., t. 5, n° 1964.

(7) FAUSTIN HÉLIE et CHAUVÉAU, *Théorie du Code pénal*, 4^e édit., 1863, n° 1171.

ne doit frapper que d'une peine modérée, parce que la résolution qu'elle suppose est encore incertaine et que la menace en elle-même n'en est qu'une preuve souvent équivoque. »

D'autre part, la peine des travaux forcés à temps, n'est-elle pas celle qui frappe de grands crimes comme le viol, le vol avec violence, etc.? En conséquence, cette sévérité qui pouvait s'expliquer par les habitudes de violence encore fréquentes à l'époque où fut élaboré notre Code pénal, ne tarda pas à n'avoir aucune raison d'être. Les menaces devinrent de moins en moins dangereuses, car la sécurité publique était de mieux en mieux assurée par les différents organismes de l'Etat. Il était facile généralement de se placer sous la protection de la justice et de se soustraire ainsi aux menaces.

Cette rigueur exagérée de la répression avait par ailleurs de funestes conséquences: elle constituait tout d'abord un obstacle à la poursuite, car on hésitait à utiliser la procédure criminelle pour de simples menaces.

De plus, les jurys acquittaient presque toujours purement et simplement, laissant les coupables sans sanction, par crainte de leur infliger une peine disproportionnée aux faits dont ils s'étaient rendus coupables.

Enfin et en troisième lieu, on pouvait reprocher au Code pénal primitif d'avoir édicté des pénalités disproportionnées, d'une part, en envisageant la répression des menaces par écrit avec ordre ou sous condition qu'il punissait des travaux forcés, d'autre part, en envisageant celle des autres sortes de menaces, qui fai-

saient encourir au coupable des sanctions bien moins sévères.

Cette différence était difficilement explicable, car le degré de culpabilité de l'auteur de l'une ou l'autre sorte de menace pouvait être identique. Aussi trouve-t-on dans l'exposé des motifs l'exclamation suivante: « En comparant les articles 305 et 307, on remarquera que dans l'un et l'autre, c'est la menace accompagnée d'ordre ou de condition, verbale dans celui-ci, écrite dans celui-là, c'est toute la différence ; quelle distance entre les deux peines! »

La loi du 13 mai 1863, qui apporte des modifications à de nombreuses dispositions du Code pénal, en réformant également les articles 305, 306 et 308 de ce code, a donné satisfaction à ces critiques.

**§ 3. — Les modifications apportées
par la loi du 13 mai 1863 aux textes primitifs
du Code pénal**

La loi du 13 mai 1863, qui modifie de nombreuses dispositions du Code pénal, a amélioré le système de ce code en ce qui concerne la répression des menaces sur les trois chefs de critiques que nous venons d'exposer.

*
* *

Cette loi a tout d'abord suppléé à l'insuffisance de la législation antérieure: elle la compléta en incriminant dans l'article 308 nouveau les menaces de violences et voies de fait.

Cette modification totale de l'article 308, qui auparavant édictait des mesures de sûreté contre les auteurs de menaces, et ne figurait pas dans le projet de la loi, est due à l'initiative de la commission du Corps législatif. Sa rédaction primitive avait été la suivante : « Dans le cas où la menace écrite ou verbale aurait porté sur des voies de fait ou violences quelconques, non prévues par l'art. 305, si elle a été faite avec ordre ou sous condition, le coupable sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de 16 à 100 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Or, ainsi que le fit remarquer fort justement M. Ernest Picard, qui en demanda le renvoi devant la commission, « cette rédaction n'était pas suffisamment claire ; on avait voulu dire sans doute « dans le cas « où l'on aurait menacé de voies de fait ». Le renvoi fut prononcé et un nouveau texte fut adopté, qui n'est autre que l'actuel article 308, ainsi conçu :

« Quiconque aura menacé, verbalement ou par écrit, de voies de fait ou violences non prévues par l'article 305, si la menace a été faite avec ordre ou sous condition, sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de 16 à 100 francs ou de l'une de ces deux peines seulement » (8).

*
**

D'autre part, la loi du 13 mai 1863 a mis un terme à la sévérité exagérée de la répression en correctionnalisant les menaces dans tous les cas et en établissant

(8) CHAUVEAU et HÉLIE, *op. cit.*, appendice n° 2641.

une juste proportion entre les pénalités suivant la gravité de ces cas.

Les articles 305 et 306 nouveaux du Code pénal sont en effet ainsi rédigés :

Article 305. — « Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé, d'assassinat, d'emprisonnement ou de tout autre attentat contre les personnes, qui serait punissable de la peine de mort, des travaux à perpétuité ou de la déportation, sera, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition, puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 150 à 1.000 francs. Le coupable pourra en outre être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine. Le coupable pourra aussi être mis sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à dater du jour où il aura subi sa peine » (9).

Article 306. — « Si cette menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement d'une année au moins et de trois ans au plus et d'une amende de 100 à 600 francs.

« Dans ce cas, comme dans celui de l'article précédent, la peine de la surveillance pourra être prononcée contre le coupable. »

(9) Ce dernier paragraphe de l'art. 305 est motivé par le remplacement, par une peine correctionnelle d'emprisonnement, de la peine des travaux forcés à temps qui entraînait de plein droit, comme nous l'avons dit, la mise du coupable sous la surveillance de la haute police.

Le législateur a donc réduit les peines prévues par l'article 305 des travaux forcés à temps à un emprisonnement d'un an à trois ans.

Toutefois le taux de l'amende est resté le même: de 100 à 600 francs.

La peine a donc été considérablement amoindrie et cette réduction a établi une juste proportion entre les pénalités édictées par ces deux articles.

Quant à l'article 307, il fut rédigé définitivement comme suit:

« Si la menace faite avec ordre ou sous condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et d'une amende de 25 à 300 francs.

« Dans ce cas, comme dans celui des précédents articles, la peine de la surveillance pourra être prononcée contre le coupable. »

La peine accessoire de la haute police, prévue dans ces divers articles, est purement facultative pour le tribunal; le législateur a édicté la garantie de surveillance de la haute police uniquement pour le cas où le prévenu est reconnu dangereux.

L'exposé des motifs porte d'ailleurs que « cette faculté laissée au juge lui impose de devoir examiner jusqu'à quel point ces individus sont dangereux, soit par leur vie habituelle, soit par leurs liaisons ».

Enfin, de la correctionnalisation du crime prévu par l'article 305 du Code pénal, il s'ensuit que les menaces d'assassinat, au point de vue de la répression, ne peu-

vent plus constituer de crime et être punies comme telles. Ce genre de menaces empruntera désormais et selon les cas, les pénalités prévues par les nouveaux articles 305, 306 et 307, d'après les distinctions établies par ces articles.

En résumé, la loi du 13 mai 1863, en modifiant les articles 305 à 308 du Code pénal, a adouci la répression de certaines menaces punissables antérieurement, a étendu cette répression à d'autres qui ne l'étaient pas. Mais elle n'a apporté aucune modification aux éléments constitutifs de l'infraction.

Par conséquent, la jurisprudence antérieure à cette loi, que nous serons amené à examiner dans le courant de notre étude, a conservé toute sa valeur.

DEUXIÈME PARTIE

La menace, élément constitutif
de certaines infractions

Si nous parcourons le Code pénal français, nous rencontrons, outre l'article 60 qui prévoit la menace comme fait de *complicité* de nombreux articles la mentionnant comme élément constitutif des infractions qu'ils sanctionnent, ainsi: l'article 179 (*corruption active de fonctionnaires publics*); l'article 184 (*violation de domicile*); l'article 219 (*rébellion*); les articles 223 et suivants (*outrages à fonctionnaires et à agents de l'autorité publique*); l'article 334 (*contrainte à la débauche*); l'article 400, § 2 (*chantage*); enfin les articles 412 (*entrave à la liberté des enchères et soumissions*) et 414 (*entrave à la liberté du travail*).

D'autres textes législatifs prévoient également la menace comme mode de perpétration d'un délit: le décret du 4 février 1852, article 39, n° 8, sur les élections; l'article 30 de la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse, qui renvoie à l'article 23 de cette loi et considère les menaces comme faits de provocation aux crimes et délits; l'article 30, 3° de la loi du 31 mars 1905, aux termes duquel est passible d'amende « toute personne qui, soit par menace de renvoi, soit par refus ou menace de refus des indemnités dues, aura porté atteinte ou tenté de porter atteinte au droit de la victime (d'un accident du travail) de choisir son médecin; enfin, les articles 207 et 209 du Code de justice militaire, qui traitent de l'injure à sentinelles et de l'outrage à supérieurs.

Mais il faut admettre également que les menaces peuvent, dans certains cas, être punissables, bien qu'elles ne soient pas prévues spécifiquement comme l'élément constitutif d'un délit. Dans tous les textes que nous venons de citer, la menace est mentionnée généralement à côté de la violence. Ce terme doit alors être pris dans son sens étroit et s'entendre des violences physiques et voies de fait: la violence est une contrainte physique et la menace une contrainte morale supprimant le libre arbitre de la personne qui en est l'objet. Mais lorsque ce terme de violence est prévu seul comme élément ou circonstance aggravante d'une infraction, il doit, dans beaucoup d'hypothèses, être entendu avec une signification très générale. Il faut alors comprendre dans cette notion tous faits de contrainte, soit physique, soit morale; la menace est susceptible, en conséquence, de tomber sous le coup d'application des textes qui mentionnent uniquement la violence. C'est ainsi qu'elle peut constituer un fait de violence, moyen de perpétration des délits prévus par les articles 241 et 245 du Code pénal, concernant l'évasion de détenus; de même, si les menaces présentent une certaine gravité, elles peuvent caractériser la résistance avec violences envers les agents de l'autorité, ou rébellion (article 209 du Code pénal). La jurisprudence et la doctrine sont également d'accord pour admettre que des menaces suffisamment sérieuses peuvent constituer les violences prévues par les articles 332 et 354 du Code pénal, dont le premier punit l'attentat à la pudeur avec violences et le second l'enlèvement de mineurs.

Dans tous les textes où elle est considérée comme

élément constitutif d'une infraction, la menace a alors un sens beaucoup plus général que lorsqu'elle est envisagée comme délit distinct. On ne tient compte, ni du fait, objet des menaces, ni de leur caractère écrit ou verbal. Ce sens est néanmoins susceptible de varier selon chaque délit (1). Ainsi, elle est généralement réprimée en tant que productrice de violence morale engendrant la contrainte, mais peut l'être également en considération de son caractère outrageant. Nous allons, en conséquence, examiner dans les chapitres qui vont suivre, la notion de menace dans les principales infractions, dont elle est un élément constitutif (*corruption de fonctionnaires, violation de domicile, rébellion, outrage, chantage, entrave à la liberté des enchères et du travail*), et lorsqu'elle est un fait de *complicité*. Nous nous efforcerons principalement de déterminer les conditions essentielles et les caractères principaux qu'elle doit revêtir, pour tomber sous le coup d'application des textes qui la prévoient.

Remarquons également que la menace, élément constitutif ou circonstance aggravante d'une autre infraction, n'a plus aucune individualité propre, elle est absorbée par l'infraction principale: elle se prescrit en même temps qu'elle et elle est de la compétence de la même juridiction (2).

(1) GARÇON, *Code pénal annoté*, art. 305 et suivants, n° 11.

(2) DIDAY (M.), *Les menaces et la loi pénale*. Thèse Lyon, 1938.

CHAPITRE PREMIER

La menace, élément constitutif de complicité par provocation

La complicité par provocation à l'aide de menaces ne paraît pouvoir se présenter que dans des cas exceptionnels. MM. Garçon (1) et Diday (2) affirment d'ailleurs ne connaître aucune décision de jurisprudence sur la question. Par contre M. Fabreguettes (3) nous cite quelques rares décisions qui malheureusement n'ont pas été rapportées: Metz, 12 novembre 1827; Cass., 11 juin 1808 (4); Rouen, 26 décembre 1883.

Quoi qu'il en soit, la menace est envisagée comme un élément constituant la complicité par provocation dans deux dispositions différentes de notre législation pénale.

D'une part, la provocation individuelle est prévue par l'article 60 du Code pénal, qui énumère limitativement les faits de cette complicité en s'exprimant no-

(1) GARÇON, *op. cit.*, art. 60, n° 250.

(2) DIDAY, Thèse précitée, p. 123, note 35.

(3) FABREGUETTES, *Traité des infractions par la parole, l'écriture et la presse*, Paris, 1901.

(4) B. n° 192, p. 416 et suiv.

tamment ainsi: « Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, par dons, promesses ou menaces, auront provoqué à cette action. »

D'autre part, les articles 23 à 25 de la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse, ainsi que l'article 1^{er} de la loi du 23 juillet 1894, prévoient également la menace comme fait constitutif de complicité par provocation aux crimes et délits, en particulier au meurtre, vol, pillage, incendie, attentats contre la sûreté de l'Etat, infractions militaires, provocations anarchistes, etc...

Il s'agit cette fois de provocation collective.

Il existe une seule différence avec la conception de la complicité par provocation de l'article 60 du Code pénal: alors que les menaces constituant la provocation prévue par ce dernier texte peuvent être clandestines ou publiques, celles réprimées par la loi sur la Presse doivent avoir été l'objet d'une certaine publicité, publicité exigée par l'article 23: elles doivent avoir été proférées dans des « lieux ou réunions publiques ».

Si l'on excepte cette condition de publicité, la menace doit être prise dans ces différents textes avec le même sens, avec les mêmes caractères. En quoi devrat-elle consister?

La mission du juge, en présence d'une telle menace, consistera à rechercher uniquement si elle a été la cause déterminante qui a amené le provoqué à commettre le crime ou le délit. Par ailleurs, la menace doit être nécessairement directe et la provocation doit pousser l'agent — et non pas un autre individu — à accomplir l'infraction.

Le terme de menace doit donc être pris, en matière de complicité, dans son sens le plus large, le plus compréhensif.

Aucune autre condition ni de nature ni de forme n'est exigée. La doctrine est unanime sur ce point.

Le juge n'a pas à prendre en considération ni la nature, ni la gravité du mal que l'agent pouvait craindre; il n'a pas à se préoccuper que celui-ci ait pu redouter un danger pour lui-même ou qu'il ait été menacé dans son honneur, sa fortune ou sa position sociale. Peu importe encore que les menaces aient été dirigées contre lui-même ou contre des personnes auxquelles il porte une particulière affection.

Il n'y a pas à examiner également si le mal dont on a menacé la personne provoquée était certain. Il suffit que celle-ci ait pu raisonnablement croire à l'existence du danger et que cette crainte ait été la cause déterminante de son action coupable. Il n'est pas nécessaire non plus que le mal dont l'agent a été menacé, ait été actuel ou imminent.

Le provocateur est punissable bien qu'il ait annoncé un sévice plus ou moins éloigné, si ses menaces ont été la cause déterminante du crime ou du délit (5).

La loi pénale, en envisageant la menace comme une forme de complicité par provocation, se propose de réprimer la contrainte morale qu'elle produit sur l'auteur principal du crime ou du délit.

Cette contrainte peut être plus ou moins efficace selon les individus sur lesquels elle s'exerce.

(5) CHAUTEN, *Etude sur la complicité*. Thèse Montpellier, 1901, p. 151.

Il est certaines natures timides, au caractère faible et incapables de réactions qui se laisseront influencer par la moindre menace et qui exécuteront sans réagir l'infraction que le provocateur leur ordonne de commettre.

Le juge devra donc, nous l'avons dit, apprécier si les menaces ont été de nature à peser sur la résolution criminelle de l'agent. Ceci est une question de fait dont l'appréciation variera avec l'âge, le sexe, la position du provocateur et du provoqué (6).

La culpabilité du provoqué est amoindrie à raison de l'intensité de la provocation (7). Le juge pourra, en considération de ce fait, accorder à l'auteur de l'acte délictueux les circonstances atténuantes. D'ailleurs, il peut arriver que les menaces soient tellement graves, qu'elles constituent une force à laquelle, selon l'expression de l'article 64 du Code pénal, l'auteur de l'infraction n'a pu résister. Que se produit-il dans ce cas? Quoique cette hypothèse n'ait pas été envisagée par notre droit pénal, les criminalistes sont d'accord pour affirmer qu'il n'y aurait plus qu'un seul coupable du crime ou du délit: le provocateur. Le Code pénal italien a par contre prévu l'hypothèse où un individu contraint une personne à commettre un fait punissable en usant de menaces. Dans un cas semblable, l'auteur des menaces répondra du fait commis par la personne menacée (8).

(6) CHAUTEN, Thèse précitée, p. 151.

(7) GARRAUD, *op. et loc. cit.*, n° 909.

(8) Art. 54 *in fine* du C. P. italien.

Terminons cette étude de la notion de menace en matière de complicité en ajoutant que celle-ci suit les mêmes particularités de procédure que les autres formes de complicité par provocation. Le jugement ou l'arrêt doit spécifier en quoi le coupable s'est rendu complice de telle ou telle infraction. D'autre part, si l'infraction principale est un crime, le jury doit statuer sur la complicité qui fera obligatoirement l'objet d'une question distincte. Cependant, la Cour de Cassation admet que cette question peut être posée d'une manière très large, en reproduisant uniquement les termes de la qualification légale: « L'accusé s'est-il rendu coupable de complicité en provoquant par dons, promesses ou menaces? »

CHAPITRE II

La menace, élément constitutif de la corruption active de fonctionnaires publics

Le Code pénal, dans son article 177, punit le fonctionnaire qui s'est laissé corrompre; dans son article 179, il réprime des mêmes peines que la personne corrompue celui qui aura contraint ou tenté de contraindre « l'une des personnes de la qualité exprimée en l'article 177 », en usant de voies de fait ou de *menaces*.

L'article 179 primitif a d'ailleurs subi une première modification lors de la réforme de 1863, qui permit de réprimer le corrupteur ayant agi sur le fonctionnaire public, non seulement pour lui faire accomplir un acte de sa fonction, mais encore dans le but d'obtenir « l'abstention d'un acte qui rentrait dans l'exercice de ses devoirs ».

D'autre part, la loi du 16 février 1919 a supprimé la distinction prévue à l'ancien alinéa 2 qui différen-
ciait, au point de vue de la peine, la tentative et l'in-

fraction consommée. En cas de corruption consommée, c'était une peine de dégradation civique et d'amende qui devait être prononcée; l'infraction devait donc être qualifiée de crime. Si elle était simplement tentée, ce n'était qu'une peine d'emprisonnement et d'amende qu'encourait le coupable; le fait devait donc être qualifié de délit. La loi du 16 février 1919 a donc eu pour conséquence de supprimer cette différence de qualification.

Le terme de menace employé par le législateur dans l'article 179 doit évidemment être pris dans sa signification la plus large. Cependant, il faut admettre que cet élément ne doit s'entendre que d'une menace directe, personnelle, capable d'inspirer au fonctionnaire qui en est l'objet la crainte fondée de la voir se réaliser, et de nature à être exécutée par l'agent qui y a recours. Si elle n'était pas sérieuse ou qu'elle soit d'une réalisation impossible, l'infraction n'existerait pas (1). Point n'est donc besoin, pour que cette menace soit punissable, qu'elle remplisse les conditions juridiques des articles 305 et suivants du Code pénal. Il suffit qu'elle soit susceptible d'agir sur la volonté de la personne qui en est l'objet et d'exercer sur elle une contrainte morale. L'emploi de ce genre de contrainte est d'ailleurs très rare en ce domaine dans une société comme la nôtre. Les recueils de jurisprudence, même les plus anciens, ne contiennent pas de décision judiciaire rendue dans ces conditions (2).

(1) CARNOT, *Droit pénal*, art. 179, n° 6.

(2) BOURGEOIS (Charles), *De la corruption de fonctionnaire public*. Thèse Paris, 1902, p. 139.

Nous n'avons relevé qu'un jugement du Tribunal correctionnel de Chambéry du 13 janvier 1888, qui est conforme d'ailleurs à ce que nous avons dit précédemment, et qui déclare que l'article 179 exige, pour son application, que la menace soit telle que le fonctionnaire puisse être amené à ne pas accomplir un acte de sa fonction par la crainte de voir se réaliser « la mise à exécution de cette contrainte ou de cette menace ». Cette décision indique par ailleurs qu'il est nécessaire que le provocateur ait le pouvoir d'exécuter ou de faire exécuter la menace proférée. Si son accomplissement était indépendant de sa volonté ou irréalisable, il y aurait tentative d'une chose impossible et par conséquent il n'y aurait aucune incrimination à relever à la charge de celui-ci.

CHAPITRE III

La menace, élément constitutif du délit de violation de domicile

Le Code pénal de 1810, dans son article 184, ne réprimait que le fait, pour un fonctionnaire, de pénétrer en sa qualité dans le domicile d'un citoyen « contre le gré de celui-ci et hors les cas prévus par la loi ». La loi du 28 avril 1832 a ajouté à l'article 184 un second alinéa conçu en ces termes: « Tout individu qui se sera introduit à l'aide de menaces ou de violences dans le domicile d'un citoyen, sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 francs à 200 francs. »

Ce texte comble évidemment une lacune de notre Code pénal primitif; en effet, le délit de violation de domicile peut être aussi bien le résultat d'un abus d'autorité d'un fonctionnaire qu'être commis par un simple particulier qui ne peut se prévaloir, en aucune manière, de la qualité de représentant de l'autorité. L'exposé des motifs justifie d'ailleurs ainsi cet alinéa 2 de

l'article 184: « Il existe une lacune dans le Code pénal de 1810: ses auteurs ont paru oublier qu'il était possible qu'un particulier violât le domicile d'un autre particulier, et cependant, l'expérience nous apprend tous les jours le contraire. Dans les grandes villes où la police s'exerce d'une manière sévère, ce délit a lieu fort rarement; mais il n'en est pas de même dans les campagnes où très souvent les habitants isolés se trouvent exposés à la tyrannie ou à la brutalité des voyageurs. C'est un abus qu'il faut réprimer, c'est une lacune qu'il faut combler: il faut que le citoyen le plus dénué de moyens de défense soit entouré de tous les moyens de sécurité; la loi et la justice doivent veiller continuellement à ses côtés » (1).

Les délits réprimés par les deux alinéas de l'article 184 diffèrent, d'une part, par la durée de la peine d'emprisonnement et le taux de l'amende qu'ils prononcent, d'autre part, par les conditions auxquelles est soumise l'incrimination. Dans le premier de ces textes, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 16 à 500 francs. Dans le second, l'emprisonnement sera de six jours à trois mois et l'amende de 16 à 200 francs.

Par ailleurs, alors que dans le premier cas il suffit au fonctionnaire d'avoir pénétré dans le domicile d'un citoyen contre le gré de celui-ci et hors les cas prévus par la loi, il est nécessaire, pour incriminer un particulier de violation de domicile, qu'il ait employé des me-

(1) Rapporté par CHAUVEAU et HÉLIE, *Théorie du Code pénal*, 3^e édit., 1852, t. 3, p. 18-19.

naces ou des violences (2). Ainsi il a été jugé qu'un individu qui s'introduit dans l'habitation d'un particulier et y reste contre la volonté de ce dernier et sans employer la force, ne commet pas le délit de violation de domicile (3).

En quoi doivent donc consister les menaces au moyen desquelles le délit prévu par l'article 184 alinéa 2 pourra être réalisé?

Le législateur a en vue ici des menaces quelconques susceptibles de porter atteinte à la liberté de l'individu dans le domicile duquel on a pénétré. Il n'est évidemment pas nécessaire qu'elles soient verbales ou écrites, qu'elles soient accompagnées d'un ordre ou d'une condition. Ces menaces peuvent s'adresser à l'habitant lui-même ou à quelqu'un de ses proches: toutes les fois que la menace a suffisamment paralysé la volonté du citoyen pour avoir abouti à l'entrée dans son domicile, contre son gré, il y a délit (4).

Par ailleurs, la doctrine a admis, à juste titre, que la menace doit nécessairement s'adresser à l'habitant et non à des choses quelconques. Il faut entendre par là que celui-ci doit être directement touché par la menace; mais il faut admettre qu'elle tomberait sous le coup d'application de l'article 184-§2 si elle visait également ses intérêts matériels, en particulier la sécurité de ses propriétés.

(2) Cass. Crim., 13 déc. 1890, D. P. 91, 1, 286.

(3) Caen, 10 juillet 1878, D. 18792, p. 79.

(4) CARPENTIER, *Répertoire de Droit français, violation de domicile*, n° 35. En ce sens, P. CASSAGNE, *La notion de domicile et ses principaux effets en droit pénal*. Thèse Nancy, 1937, p. 221.

D'autre part, il ne semble pas absolument nécessaire qu'elle soit formulée au moment même de la commission du délit, et celui-ci serait sans nul doute réalisé si la pénétration dans le domicile avait été obtenue à la suite d'une menace proférée antérieurement à cette pénétration. En effet, dans ce cas, le consentement de la victime est vicié par la menace bien qu'elle ne soit pas concomitante à l'introduction dans le domicile de la personne menacée. Il sera de la mission du Ministère public d'établir le lien qui rattache l'entrée dans l'habitation à la menace antérieure, et cette preuve sera d'autant plus difficile à rapporter qu'un plus long espace de temps se sera écoulé entre la menace et le moment de la pénétration dans le domicile violé.

CHAPITRE IV

La menace, élément constitutif de rébellion

L'article 209, réprimant la rébellion, ne vise que les violences ou voies de fait comme élément constitutif de ce délit.

Il n'est pas question de menaces dans ce texte. Par contre l'article 219 du Code pénal réprime les réunions de rebelles « accompagnées de violences ou de menaces contre l'autorité administrative, les officiers et les agents de police, ou contre la force publique », lorsqu'elles auront été formulées par certaines personnes qu'il énumère.

S'ensuit-il que de simples menaces suffisent pour caractériser l'infraction lorsqu'il s'agit de la rébellion spéciale, réprimée par l'article 219, la rébellion n'existant, d'après le droit commun, que s'il y a eu violences ou voies de fait?

La plupart des législations étrangères prévoient, en cette matière, les menaces à côté de la violence, entre autres les législations allemande, belge et italienne. Faut-il, en l'état actuel de notre droit, assimiler les

menaces à la violence en entendant ce dernier terme dans son sens général, comprenant aussi bien la violence physique que la violence morale, en particulier celle produite par la menace? La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour répondre affirmativement à cette question.

En effet, en matière de rébellion, la violence est utilisée pour provoquer la contrainte de l'agent de l'autorité publique, mettant ainsi obstacle à l'exercice de sa mission. Or, les violences, comme moyen de contrainte, sont de deux sortes: elles sont physiques ou morales. Cependant, il ne faut pas tirer de ce principe des conséquences trop absolues et affirmer que toute menace peut servir de point de départ à la rébellion. Les solutions trop rigoureuses en cette matière doivent être évitées et les confusions peuvent être fréquentes, car, dit M. Pathias (1), « il est impossible d'isoler, d'extraire, le délit de rébellion et de le présenter comme un délit « sui generis » dont le fonctionnement se suffit à lui-même, ce n'est qu'un rouage solidaire d'autres rouages; parfois même, le délit de rébellion apparaît au sein de délits similaires, comme un territoire colonial dont la sphère d'influence se confondrait plus ou moins avec celle des territoires environnants ».

A partir de quel moment une menace est-elle donc susceptible de tomber sous le coup des articles 209 et suivants?

Les auteurs et les tribunaux exigent que cette menace ait un caractère de particulière gravité. Ainsi, ne peu-

(1) PATHIAS (Marcel), *La Rébellion*. Thèse Paris, 1907.

vent caractériser le délit de rébellion de simples menaces par paroles. La jurisprudence et la doctrine nous en donnent de nombreux exemples.

On ne pourra ainsi poursuivre sous cette qualification un individu qui menace un agent de l'autorité publique de le dénoncer à ses supérieurs, de prendre son numéro, de le faire révoquer. Il n'y a là que des outrages.

En ce qui concerne les menaces formulées par un geste, la solution est différente. Certaines menaces légères, ne présentant aucun caractère sérieux, ne sont pas susceptibles de faire encourir à l'individu qui les profère les pénalités de la rébellion. Ainsi, une résistance accompagnée d'un geste plus ou moins vague, par exemple celui de montrer le poing, constitue sans nul doute, non une rébellion, mais un outrage.

Il n'en est pas de même pour certaines menaces graves accompagnées de gestes, se manifestant par un acte positif et intervenant dans des circonstances telles qu'elles entravent la mission de l'agent, en lui faisant craindre leur exécution immédiate; il en est ainsi pour le fait de le poursuivre en brandissant une faux ou une fourche et de le menacer de l'en frapper; de même du fait de coucher en joue cet agent avec un fusil. Ce genre de menace doit incontestablement être assimilé à une attaque ou à une résistance avec violence.

D'autre part, la tendance de la jurisprudence à considérer certains gestes de caractère particulièrement sérieux comme des voies de fait, nous permet d'affirmer que de telles menaces sont susceptibles de caractériser le délit de rébellion.

Mais, existe-t-il un critère nous permettant de distinguer les menaces graves des autres menaces?

Avec M. Garraud (2), nous croyons qu'il est difficile de l'établir au moyen de formules théoriques. La gravité de la menace est à apprécier par le juge du fait selon les circonstances de la cause. Cependant, le seul critérium qui permettra d'assimiler ces menaces aux violences et voies de fait de l'article 209, résultera de l'obstacle apporté à l'exercice des fonctions de l'agent: toutes les fois que des menaces par gestes auront pour conséquence, en troublant profondément l'agent par la crainte fondée d'un mal imminent, d'entraver l'exercice de ses fonctions, elles seront constitutives de rébellion.

(2) GARRAUD, *op. cit.*, t. 4, p: 509.

CHAPITRE V

La menace, élément constitutif de l'outrage

Les articles 223, 224 et 225 du Code pénal prévoient les menaces comme fait constitutif du délit d'outrage, soit qu'elles s'adressent à un magistrat ou à un juré (art. 223), soit qu'elles soient proférées contre un officier ministériel, un agent dépositaire de la force publique ou un citoyen chargé d'un ministère de service public (art. 224), à un commandant de la force publique (art. 225) dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de cet exercice.

Par ailleurs, le Code de justice militaire, dans ses articles 207 et 209, prévoit la menace comme fait constitutif d'insulte à sentinelle, à vedette, et d'outrage à supérieur.

Le terme de menace doit être, sans nul doute, entendu d'une façon très compréhensive dans ces textes, ainsi qu'il résulte d'un arrêt de la Cour de Cassation du 1^{er} janvier 1928 (1).

(1) *Bull. crim.*, 1928, n° 11, p. 27.

Quant à la notion de menace en matière d'outrage prévue par le Code pénal, elle présente un certain nombre de difficultés que nous allons envisager dans les paragraphes qui suivent.

Dans un premier paragraphe, nous nous demanderons en quoi doit consister la menace pour être susceptible de faire encourir à son auteur les pénalités portées par les articles 223 et suivants.

Dans un second paragraphe, nous examinerons la question de savoir dans quels cas la menace ayant revêtu la forme verbale devra être qualifiée d'outrage par paroles ou d'outrage par menace puni par les articles 223 et suivants.

Enfin, dans un dernier paragraphe, nous nous proposons de délimiter les domaines respectifs des articles 305 à 308 du Code pénal et celui des articles 223 et suivants de ce même code. Remarquons également qu'en cette matière, les menaces cessent d'être réprimées, contrairement à la majorité des dispositions législatives, en tant que produisant la contrainte morale de la personne à qui elles sont adressées.

**§ 1. — En quoi doit consister la menace,
moyen de perpétration du délit d'outrage.**

La menace étant mentionnée comme élément constitutif de l'outrage, sans qu'aucune condition ne soit exigée, il semble que le législateur ait voulu réprimer toute menace susceptible d'offenser l'agent de l'autorité auquel elle est adressée, qu'elle soit exprimée par écrit,

par paroles ou par gestes. C'est l'opinion de certains juristes (2).

Cependant, la grosse majorité des auteurs se refusent à admettre que cette notion de menace en matière d'outrage a une portée aussi générale et soutiennent que le législateur n'a voulu viser que les menaces verbales (3).

Ces auteurs invoquent divers arguments à l'appui de leur thèse, dont voici les principaux: le Code pénal, pas plus que le droit intermédiaire, n'avait réprimé l'outrage par écrit; et ce principe était applicable même si l'écrit contenait une menace outrageante. La loi du 13 mai 1863 a bien cependant, en modifiant l'article 222, réprimé l'outrage à magistrat par écrit non rendu public. Mais l'article 223 n'a subi par contre aucune modification sur ce point par cette loi et l'outrage par menace est resté, ainsi que le fait remarquer M. Garçon, ce qu'il était, c'est-à-dire purement verbal. Et mieux encore, l'article 224 dans sa rédaction actuelle ne réprime pas l'outrage par écrit; il n'est donc pas permis d'affirmer que tombe sous le coup de ce texte la menace qui se manifeste sous cette forme: Ceci est d'ailleurs d'autant plus vrai que les travaux préparatoires et les articles 222 et 223 prouvent que le législateur a considéré l'outrage par menace comme moins grave que l'outrage par paroles ou par écrit, comme un « délit d'ordre inférieur ».

(2) R. P. D. *Presse, outrage*, 801.

(3) En ce sens: GARÇON, *C. P. annoté*, n° 71 et 72; BARBIER, *Code expliqué de la Presse*, n° 623; LE POITTEVIN, *op. cit.*, t. III, n° 1044, p. 46; GARRAUD, *op. cit.*, t. 4, n° 1317, p. 244; J. DE CAMBIAIRE, *Des outrages envers les magistrats*. Thèse Toulouse, 1908, p. 97; DIDAV, thèse précitée, p. 108; *Juris-Classeur Pénal, outrage*, n° 50-51.

L'exposé des motifs s'exprime ainsi: « Dans la classification des outrages, on a placé au moindre degré de l'échelle ceux qui sont commis par geste ou menace. Les paroles outrageantes, qui ont ordinairement un sens plus précis et mieux déterminé que de simples gestes ou menaces, ont paru être un délit supérieur à celui-ci. »

Ces arguments nous paraissent irréfutables et comme aucune jurisprudence ne vient les contredire, il nous est permis d'affirmer que les menaces réprimées par les articles 222 et suivants du Code pénal sont les seules menaces verbales. Cependant, remarquons-le, la menace écrite adressée à une des personnes énumérées par les articles 223 et suivants, peut tomber sous le coup de l'article 222 si elle est conçue en termes outrageants.

§ 2. — Distinction de l'outrage par menace verbale et de l'outrage par paroles

Dans la majorité des cas, l'outrage par menace est verbal; la question se posera alors de savoir si les paroles prononcées constituent un « outrage par paroles » ou « un outrage par menace ».

Ce problème ne présente aucun intérêt dans les cas prévus par les articles 224 et 225, car les pénalités prévues par ces deux textes sont les mêmes, par contre il est intéressant de distinguer ces deux qualifications lorsque la menace est adressée à des magistrats ou à des jurés, car, selon l'espèce, il sera fait application de la pénalité de l'article 223 ou de celle, bien plus rigoureuse, de l'article 222. Cette distinction est délicate et nécessite une analyse des éléments de la cause parfois

subtile à réaliser. C'est au juge du fait qu'il appartiendra de se prononcer en considération de ces éléments, tant d'après les termes de l'outrage que d'après les circonstances de fait.

Cependant M. Garraud nous propose le critère suivant, reproduit d'ailleurs par la majorité des auteurs, qui nous permet d'établir cette distinction (4) : « Les seules menaces verbales qui relèvent de l'article 223 sont celles qui ne sont pas conçues en termes méprisants ou injurieux et dont le caractère outrageant est contenu dans la menace même. Ainsi, dire à un magistrat dans l'exercice de ses fonctions : « Si vous avancez « je vous tue », c'est l'outrager par menaces verbales et tomber sous le coup de l'article 223. Lui dire : « Si « vous avancez je vous f... ma botte dans le derrière », c'est l'outrager par paroles et tomber sous le coup de l'article 222. »

Ceci s'induit d'ailleurs de ce principe que la menace exprimée dans des paroles outrageantes, aggravant en quelque sorte l'outrage par paroles, ne saurait avoir pour conséquence de la soustraire aux peines de l'article 222 pour ne lui faire encourir que les peines, beaucoup plus douces, de l'article 223.

**§ 3. — Délimitation du domaine d'application
des articles 223 et suivants
et de celui des articles 305 à 308 du Code pénal**

La distinction des domaines respectifs d'application des articles 222 et suivants d'une part, 305 à 308 du

(4) GARRAUD, *op. cit.*, 1642, *Juris-Classeur pénal*: outrage, 43-44, BARBIER, *op. cit.*, n° 624; J. DE CAMBIAIRE, *op. cit.*, p. 100.

Code pénal, auquel il faut ajouter l'article 436 et l'article 18 de la loi du 15 juillet 1845, repose sur les principes suivants: alors que les menaces prévues par les premiers textes ont pour but principal d'outrager la personne qui en est l'objet, celles réprimées par les seconds sont destinées à provoquer sur cette personne une contrainte morale.

D'autre part, le législateur a exigé, pour que ces menaces soient punissables, qu'elles soient accompagnées d'un ordre ou d'une condition et, dans ce cas, elles sont répréhensibles, qu'elles soient adressées à un simple particulier ou à un agent de l'autorité.

En conséquence, et si nous conservons la distinction entre les menaces verbales et écrites, nous aboutissons aux conclusions suivantes:

1° Les menaces sont écrites:

Si elles constituent des menaces d'attentats contre les personnes ou les biens, la pénalité varie selon qu'elles sont ou non accompagnées d'un ordre ou d'une condition. Mais si elles portent menaces de violences ou voies de fait, l'ordre ou la condition sont nécessaires pour qu'elles soient punissables. Dans ce cas comme dans l'autre aucun doute n'est possible: l'article 223 ne visant que les menaces verbales, il ne saurait recevoir application.

2° Les menaces sont verbales:

Accompagnées d'un ordre ou d'une condition, elles tombent, sans nul doute, sous le coup des articles 305 et suivants, un magistrat ne pouvant, en raison de sa qualité, être moins protégé qu'un simple particulier.

Mais, au contraire, si ces menaces ne sont accompagnées d'aucun ordre ou condition, elles ne sont pas réprimées par les articles 305 et suivants du Code pénal; mais, de toute évidence, par les articles 222 ou 223 et suivants en tant qu'outrage par paroles ou qu'outrage par menaces.

CHAPITRE VI

La menace, élément constitutif du délit de chantage

L'article 400 du Code pénal, dans sa première rédaction, ne réprimait que le crime d'extorsion, et seules des menaces graves, faisant craindre à la personne des violences physiques considérables, étaient susceptibles d'être réprimées par ce texte (1). D'autre part, la menace d'imputation d'un fait faux, dans le but de se procurer un profit illégitime, devait être considérée comme une tentative d'escroquerie tombant sous l'application de l'article 405 du Code pénal (2). Mais la menace de la révélation d'un fait vrai, fut-ce dans une intention criminelle, restait sans sanction. La loi du 13 mai 1863 combla ces lacunes de notre droit répressif en réprimant le fait « d'extorquer ou de tenter d'extorquer à l'aide de la menace écrite ou verbale, de révélations ou d'imputations diffamatoires, soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou remise

(1) GARÇON, *op. cit.*, art. 400, n° 24.

(2) Cass., 4. février 1842 (P. 42, 2, 419); 20 mai 1858 (S. 58, 1, 486; D. 58, 1, 225).

d'écrits contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge ». Ce délit a reçu la qualification consacrée de « chantage ». Le décret-loi du 16 juillet 1935 a porté la peine d'amende encourue par le coupable de 1.000 francs à 10.000 francs, alors que dans le texte de 1863, elle n'était que de 50 francs à 3.000 francs.

L'exposé des motifs de la loi du 13 mai 1863 (3) nous montre bien quelle sorte de menaces le législateur a eu pour but de réprimer. Il s'exprime ainsi: « Désormais la confiance peut renaître dans le cœur de l'innocente que des apparences trompeuses avaient exposées à une condamnation scandaleuse, du condamné repentant qui avait expié son délit en subissant sa peine ou du coupable d'une de ces fautes dont la prudence de la loi a abandonné le jugement à la conscience et à la morale: la nouvelle loi atteindrait en effet la menace brutale ou habilement dissimulée, directe ou indirecte, expresse ou cachée sous des réticences transparentes, qu'elle ait ou non obtenu le résultat que s'est proposé l'agent de l'extorsion. »

Des termes mêmes de l'article 400, §2 du Code pénal, il résulte que la menace est l'élément essentiel du délit de chantage. Il appartient au juge du fait d'apprécier si les agissements de l'inculpé présentent les caractères d'une menace (4). Nous allons nous efforcer de préciser ces caractères afin d'établir à quelles conditions une menace est susceptible de tomber sous le coup d'application de ce texte.

(3) Rapport de la loi du 13 mai 1863 au D. P. 1893, 4, p. 91, n° 117.

(4) Cass., 29 déc. 1899, D. 1900, 1, 367; 7 déc. 1901, D. 1904, 1, 159.

Pour procéder à cette étude, qui pose d'ailleurs de multiples problèmes, nous allons examiner sommairement dans un premier paragraphe la forme qu'elle doit revêtir et son degré de précision; dans un second, les personnes à qui cette menace doit être adressée et à quel moment elle doit être proférée pour être punissable;

Enfin, dans un dernier paragraphe, les faits sur lesquels elle doit porter.

§ 1. — **Forme et degré de précision de la menace.**

La généralité des termes de l'article 400, § 2, permet de réprimer la menace sous toutes ses formes. Elle peut être verbale ou écrite, pourvu qu'elle ait eu pour résultat de contraindre la victime à acheter le silence de l'auteur, dans la crainte de la révélation ou de la publication d'un fait diffamatoire.

Mais la mission du juge, qui consiste à apprécier si les agissements du prévenu constituent une menace, sera particulièrement délicate. Celle-ci peut revêtir, en effet, des formes diverses ou se dissimuler sous des apparences multiples. Les moyens d'instruction dont dispose le magistrat, seront généralement insuffisants pour lui permettre de reconnaître si elle est suffisamment caractérisée pour constituer l'élément essentiel du délit de chantage. Cette appréciation pourra, dans certains cas, relever uniquement du domaine de la psychologie. Il semble donc qu'il est impossible d'établir, à ce sujet, un critérium très sûr. Cependant, la jurisprudence, à l'occasion de certaines décisions d'espèces, nous fournit des principes assez généraux. C'est ainsi que la Cour

d'appel d'Angers a décidé qu'une allégation mensongère n'impliquait pas la pensée manifeste et sans équivoque d'une menace de révélations ou d'imputations diffamatoires (5). Par contre, la Cour de Cassation a affirmé qu'était suffisante, pour justifier l'application de l'art. 400, § 2 du Code pénal, une menace implicite, mais manifeste, sans équivoque possible (6). De même, dans un arrêt du 10 décembre 1886 (7), la Cour Suprême a posé les principes suivants: « La menace n'a besoin d'être ni directe, ni expressément proférée. Pour être indirecte ou dissimulée sous les artifices de langage, elle n'en existe pas moins. » Peut également être caractérisée la menace déguisée sous certaines réticences, si elle n'en est pas moins facile à comprendre pour la victime (8) ou celle qui fait allusion aux faits diffamatoires et contient des réticences transparentes (9).

Nous pouvons donc, en nous appuyant sur ces quelques principes, résumer ainsi l'opinion de la jurisprudence sur ces points: il n'est pas besoin que la menace soit formelle, elle peut être implicite; le juge possède la plus grande latitude d'appréciation et, pour que sa clairvoyance ne soit pas abusée, il lui sera utile d'analyser d'une façon complète et précise les circonstances de la cause (10). Cette jurisprudence ne fait d'ailleurs que confirmer les termes mêmes de l'exposé des motifs

(5) Agen, 16 mars 1894, D. 1894, 2, 535.

(6) Cass., 4 juillet 1874, D. 1875, 1, 268.

(7) S. 1888, 1, 399 et D. 1887, 1, 364.

(8) Cass. 10 mars 1893, D. 95, 1, 302.

(9) Cass., 18 avril 1885, B. 116.

(10) BONHOMME (G.), *Du chantage*. Thèse Caen, 1905.

de l'article 400, § 2 du Code pénal, dont nous avons rapporté plus haut les passages essentiels.

**§ 2. — A qui la menace doit-elle être adressée
et à quel moment doit-elle être formulée ?**

La jurisprudence et la doctrine s'accordent pour admettre que l'article 400, § 2 du Code pénal « n'exige point, pour caractériser le délit de chantage, que la menace d'imputations ou de révélations diffamatoires ait été adressée à la personne visée par ces imputations ou révélations et paraisse ainsi avoir l'intérêt le plus direct à en éviter la divulgation ». Par exemple, on menace une mère de dénoncer un faux commis par son fils, si elle ne verse pas une somme d'argent (11). Une telle menace peut être aussi coercitive, sinon plus, que dans le cas où celui qui la profère s'adresse directement à la personne dont l'honneur et la considération peuvent être entachés. L'exposé des motifs de la loi du 13 mai 1863, qui contient la phrase suivante, l'indique clairement: « Ce n'est pas toujours à l'auteur de la menace que s'adresse l'extorsion, c'est quelquefois à sa famille. » Faire ainsi appel à de nobles sentiments de pitié filiale ou d'amitié est un acte lâche et vil qui ne saurait échapper à la répression.

Par ailleurs, il faut que la menace soit antérieure ou du moins concomitante à l'extorsion. M. Garraud le fait remarquer en disant que « cela est toute évidence,

(11) Cass., 25 avril 1896, S. 96, 1, 535; D. 98, 1, 92. En ce sens: BONHOMME, Thèse précitée, *loc. cit.*; MELLOR, *Le chantage*, Paris, 1937, p. 235.

puisque c'est la contrainte sur la volonté pour obtenir des fonds qui constitue le délit » (12). Ceci ressort nettement d'un arrêt de la Cour de Cassation du 2 avril 1897 (13) s'exprimant en ces termes: « Attendu que l'arrêt attaqué constate que par lettre du 1^{er} juin, G... réclamait seulement la réparation d'un préjudice qui lui avait été ou qu'il croyait lui avoir été causé ; qu'ainsi il agissait de bonne foi et ne poursuivait pas un gain illégitime; attendu que de ces constatations de fait qui sont souveraines, il résulte que deux des éléments du délit ne se rencontrent pas dans la lettre du 1^{er} juin; attendu d'autre part que l'entrevue du 30 juin était postérieure au dépôt de la plainte, la condition mise par G... à son désistement, ne pouvait, quelque blâmable qu'elle soit d'ailleurs, constituer une menace de révélation ou imputation diffamatoire, puisque ces révélations ou imputations étaient un fait déjà accompli. »

§ 3. — Faits sur lesquels doit porter la menace.

Le législateur exige que la menace annonce « une imputation ou une révélation diffamatoire » (14). Si l'on se reporte à l'art. 29 de la loi du 29 juillet 1881, définissant la diffamation, nous constatons que cet article considère comme telle toute imputation ou révélation « d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne auquel le fait est im-

(12) GARRAUD, *op. cit.*, t. 6, p. 267. En ce sens: MELLOR et BONHOMME, *op. et loc. cit.*.

(13) Cass., 2 avril 1897, D. 98,1, 150; Cass. 21 juillet 1933, B. 159.

(14) Trib. Corr. Seine, 28 avril 1938, G. P. 1938, 2, p. 252.

puté ». Cependant, les règles complexes concernant la diffamation régie par la loi sur la presse, ne sauraient recevoir ici application. Les conditions particulières de publicité et de prescription déterminées par cette loi, ne sont pas exigées en matière de chantage. Peu importe que la révélation, objet de la menace, réunisse ou non les caractères du délit de diffamation. Il lui suffit, pour devenir un élément constitutif du chantage, de correspondre à la définition contenue dans l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881, c'est-à-dire porter sur les faits susceptibles de nuire à l'honneur ou à la considération (15). Le juge du fait devra apprécier, sous le contrôle de la Cour de Cassation, si la menace peut rentrer dans le cadre de cette définition et il a à sa disposition, pour le faire, certains principes généraux qui ont été affirmés tant par la jurisprudence que par la doctrine. Nous allons les rapporter brièvement:

Il n'y a pas lieu tout d'abord de rechercher si les faits visés dans la menace sont vrais ou faux (16). Les travaux préparatoires de la loi du 13 mai 1863 nous le prouvent en s'exprimant ainsi: « On s'accorde à reconnaître que le chantage, qui procède par la révélation d'un fait vrai, ne tombe pas sous l'application de la loi. Pour celui qui procède par la menace de l'imputation d'un fait faux, on trouve ça et là quelques monuments de jurisprudence...; mais la jurisprudence est parfois variable..., tranchons les doutes, comblons les lacunes... » La contrainte morale produite par la menace

(15) BONHOMME, Thèse précitée, p. 41.

(16) Cass., 19 juillet 1895 (D. 1900, 1, 567); Trib. Corr. Seine, 6 février 1930, *Gaz. Trib.*, 22 mars 1930,

peut, sans aucun doute, s'exercer avec la même intensité, qu'il s'agisse de la révélation d'un fait inexact ou d'un fait vrai, tel qu'une condamnation encourue.

Par ailleurs, il est indispensable que la menace se soit référée à un fait déterminé. Il n'y a pas de chantage par exemple, si l'auteur s'est borné à dire ou à écrire : « Je saurai bien vous faire marcher », sans qu'il ait annoncé à quel sujet (17).

Cependant, il suffit que cette menace y fasse une allusion suffisante pour que la victime puisse craindre une révélation ou une imputation de la nature de celles précisées par l'article 400, § 2 du Code pénal (18). Le juge peut d'ailleurs utiliser des faits postérieurs à la menace pour s'éclairer dans son appréciation; la Cour de Cassation, dans un arrêt du 16 juin 1875, a admis ce principe en disant « qu'il n'est pas interdit, en effet, aux juges de s'appuyer sur des circonstances mêmes postérieures à l'émission de la menace en vue, non de suppléer aux éléments caractéristiques exigés par la loi pénale, mais simplement d'éclaircir ou de confirmer le sens de l'écrit incriminé » (19).

(17) GOYET, *op. cit.*, p. 487.

(18) Cass. 4 janvier 1877, S. 78, 1, 399; 10 mars 1893, D. 95, 1, 302; 4 février 1921, D. 1922, 5, 9, *Gaz. Pal.*, 1921, 1, 160.

(19) S. 76, 1, 332, D. 76, 1, 238.

CHAPITRE VII

La menace, élément constitutif du délit d'entrave à la liberté des enchères

L'article 412 du Code pénal réprime le fait d'entraver ou de troubler la liberté des enchères et soumissions par divers moyens, entre autres par le moyen de menaces.

En cette matière également, la notion de menaces doit être prise dans sa signification générale. On peut dire que constituent des menaces, tous faits de l'homme ayant pour but ou pour effet d'inspirer à autrui la crainte d'un événement dommageable (1). Elles doivent donc s'entendre non seulement de celles ayant pour objet des violences et voies de fait, mais aussi de celles ayant pour objet un mal physique ou moral et qui sont de nature à exercer une contrainte morale (2).

Une nombreuse jurisprudence confirme d'ailleurs que ce terme doit être considéré ici avec une très large

(1) Trib. Corr. Seine, 3 mars 1924, *Gaz. Trib.*, 5 août 1924.

(2) GARÇON, *Code pénal annoté*, art. 412, n° 55.

signification. Elle a trait particulièrement à des décisions rendues sur les poursuites intentées contre les prêtres et les religieux qui avaient menacé d'excommunication les acquéreurs de biens de communautés ou de fabriques, vendus aux enchères, à la suite de la loi sur la séparation des Eglises et de l'Etat (3).

Cette jurisprudence décide que la menace prévue par l'article 412, est réalisée dès qu'elle est de nature à faire une impression profonde sur l'esprit des acheteurs éventuels et à les écarter des enchères.

Cependant, il nous faut constater que l'accord n'est pas absolument unanime sur le sens qui doit être attribué au mot « menaces ». Plusieurs difficultés ont surgi, qui ne sont pas encore tranchées définitivement. Ainsi, on peut se demander si l'article 412 du Code pénal est applicable dans le cas où celui qui a proféré la menace est dans l'impossibilité de l'exécuter, soit que sa réalisation résulte de la nature des choses, soit de la volonté d'un tiers étranger à l'auteur de la menace. M. Garçon (4) répond négativement à cette question : « S'il devait en être autrement, dit-il, toute appréciation défavorable sur l'immeuble ou sur le meuble adjudgé, pourrait être considérée comme une menace, dès lors qu'elle serait capable, par la crainte d'un danger ou d'un mal, de faire sur l'esprit d'un acquéreur éventuel une impression assez forte pour le détourner de se porter adjudicataire. La limite qui sépare les sollicitations, les avis et les conseils permis, et les menaces

(3) Voir notamment : Rennes, 27 novembre 1907. G. P. 1907, 2, 649. Cass., 7 mai 1909. G. P. 1909, 1, 724. Pau, 4 janv. 1908. D. 1908, 2, 179.

(4) GARÇON, *op. cit.*, art. 412, n° 57.

défendues, est précisément que ces menaces impliquent la possibilité, pour celui qui les a proférées, de réaliser personnellement le mal qu'il fait prévoir. »

L'opinion de M. Garçon nous apparaît cependant comme trop restrictive. Il appartient en réalité au Tribunal d'apprécier, d'après les circonstances de la cause, si la menace porte ou non un trouble effectif aux enchères, et il semble bien que toutes les fois que cette menace aura abouti à une telle conséquence, le délit prévu par l'article 412 du Code pénal sera réalisé.

Ajoutons que, d'autre part, il ne peut y avoir menaces dans le fait d'annoncer l'exercice d'un droit, mais à la condition que ce droit résulte, chez l'auteur de cette menace, soit d'une certaine situation sociale ou professionnelle, soit qu'il provienne de relations contractuelles existant entre lui et la personne soi-disant menacée (5).

(5) En ce sens, *Juris-Classeur pénal*, entrave à la liberté des enchères, n° 44.

CHAPITRE VIII

La menace, élément constitutif du délit d'entrave à la liberté du travail

L'article 414 du Code pénal, au titre « de la violation des règlements relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts », prévoit les menaces comme élément constitutif du délit d'entrave à la liberté du travail.

La notion de menaces en cette matière est semblable à celle que nous avons étudiée au chapitre précédent à propos du délit d'entrave à la liberté des enchères. Elle doit s'entendre non seulement des menaces de voies de fait, mais de toutes sortes de menaces ayant pour résultat une « cessation concertée du travail ». Un simple geste suffit pour la caractériser (1) ; par exemple, la menace de mise à l'index adressée à des ouvriers qui refuseraient d'entrer dans une coalition tendant à faire renvoyer un autre ouvrier (2) ; du fait par des ouvriers de menacer le patron de cesser le travail s'il ne ren-

(1) REGNAULT (M.), *Les atteintes à la liberté du travail et les articles 414 et 415 du Code pénal*. Thèse Nancy, 1934.

(2) Cass., 5 avril 1867, B. 79.

voie pas un ouvrier non syndiqué (3) ; du fait de menacer un marin de le mettre à l'index de tous les navires s'il ne cesse pas le travail (4), etc...

Un arrêt de la Cour de Lyon du 8 juillet 1931 nous définit d'ailleurs ce qu'il faut entendre par menaces dans les termes suivants: « ...Les menaces prévues par l'article 414 doivent être de telle nature qu'un homme moralement énergique qui en fait l'objet soit amené à agir contre sa propre volonté et à faire ce qu'il ne veut pas faire parce que, par exemple, il aura des raisons sérieuses d'appréhender un attentat contre sa personne, sa famille ou ses biens ». Peu importe d'ailleurs, que ces menaces soient verbales ou écrites, ou manifestées par gestes. Peu importe également le mal que la personne visée ait à redouter. Une seule limite apparaît à la généralité de cette expression: la menace n'est pas susceptible de tomber sous le coup d'application de l'article 414 si elle annonce l'intention d'accomplir un acte licite. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour d'Appel d'Alger du 29 janvier 1921 (5) décide « que ne sont pas constitutives d'une menace au sens de l'article 414 du Code pénal, des paroles qui n'expriment que l'intention d'user d'un droit ».

(3) Cass., 17 décembre 1926, B. 315.

(4) Cass., 7 janvier 1921, B. 5.

(5) *Gaz. Pal.*, 10-11 juillet 1921.

TROISIEME PARTIE

La menace,
circonstance aggravante
de certaines infractions

Dans notre législation pénale, quatre textes prévoient la menace comme élément susceptible d'aggraver les différentes infractions qu'ils ont pour but de réprimer. Ce sont: l'article 276 du Code pénal, concernant la *mendicité*; l'article 14 de la loi du 3 mai 1844 sur la *chasse*; l'article 344, § 2 au titre des *arrestations illégales et des séquestrations de personnes*; enfin, l'article 381 du Code pénal punissant le *vol avec violence*.

Dans tous ces textes, la circonstance de menace a pour conséquence immédiate d'accroître la pénalité prévue pour la répression du délit simple. Elle augmente en effet le caractère odieux de l'infraction.

Mais elle peut également changer la nature de cette infraction et permettre de la qualifier de crime si elle consistait en un simple délit, ce qui a lieu pour le vol. Lors d'une procédure criminelle devant la Cour d'Assises, et ceci se produit si l'infraction dont s'agit est le vol ou la séquestration, la menace, circonstance aggravante, doit faire l'objet d'une question distincte de celle concernant le fait principal. S'il en était autrement, il y aurait certainement nullité pour vice de complexité.

Il y a là une différence avec la menace, élément constitutif d'une infraction, car, si celle-ci était soumise à la juridiction criminelle, la menace ne saurait faire l'objet d'une question distincte du fait principal.

La question de circonstance aggravante de menace

doit par ailleurs spécifier qu'elle consistait en menace de faire usage d'armes, s'il s'agit de vol, en menace de mort, s'il s'agit d'arrestation illégale ou de séquestration de personnes. La question doit contenir les éléments constitutifs de chaque circonstance, les conditions légales de son incrimination (1).

D'autre part, la menace, circonstance aggravante, peut revêtir deux caractères différents: elle peut être envisagée avec un caractère très général, sans qu'aucune restriction ne lui soit apportée, il en est ainsi dans les délits de mendicité et de chasse. Mais, cette notion peut également être prise en considération avec un caractère étroit et bien déterminé: l'article 344, § 2 du Code pénal ne vise que les menaces de mort et l'article 381 du même code uniquement celles de faire usage d'armes.

Nous allons étudier la notion de menace prévue par ces quatre textes législatifs dans autant de chapitres, en nous efforçant principalement de déterminer en quoi elle doit consister pour tomber sous le coup de leur application.

(1) F. HÉLIE et DEPEIGES, *Pratique criminelle des Cours et des Tribunaux*, 1^{re} partie, n° 880 *in fine*.

CHAPITRE PREMIER

La menace, circonstance aggravant de la mendicité

L'article 276 du Code pénal prévoit que « tous mendiants, même invalides, qui auront usé de menaces, etc..., seront punis d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans. »

Certains auteurs (1) prétendent que cette disposition réprime non un délit de mendicité aggravée par un fait de menace, mais plutôt un délit spécial de mendicité. En effet, affirment-ils, les faits punis par cet article ne sont pas les délits de mendicité prévus par l'article 274 et par l'article 275 du Code pénal auxquels s'ajouterait l'une des circonstances aggravantes qu'il énumère. On ne retrouve pas, pour former le fait principal, tous les éléments constitutifs des articles 274 ou 275. Ce sont donc des délits « *sui generis* » ayant leurs éléments constitutifs propres.

Discuter cette opinion serait dépasser le cadre de notre étude et il nous a paru préférable de considérer,

(1) R. P. D., Mendicité, n° 38; GARÇON, *op. cit.*, art. 276-2,

avec la grande majorité de la Doctrine (2), que les menaces constituent une circonstance aggravante du délit de mendicité.

L'article 276 a son origine dans l'article 6 de la Déclaration royale du 18 juillet 1724 où il était dit : « Les mendiants qui seront arrêtés demandant l'aumône avec insolence.. seront condamnés (les hommes valides) aux galères au moins pour cinq années, et, à l'égard des femmes ou des hommes invalides, au fouet dans l'intérieur de l'hôpital, et à une détention à l'hôpital général à temps ou à perpétuité, suivant l'exigence des cas. »

Il est indifférent, pour l'application de l'article 276, qu'il y ait habitude de mendicité, que le mendiant soit valide ou invalide et que le délit soit commis dans des lieux où des dépôts sont ou non existants. Les distinctions fondamentales prévues dans les articles 274 et 275 du Code pénal ne s'appliquent plus ici.

En quoi doit donc consiste la menace pour constituer la circonstance aggravante prévue par ce texte ? Elle doit être entendue avec une signification très générale. Elle pourra être dirigée contre la personne, contre ses biens ou même contre un tiers. Un simple geste, dont la signification n'est pas douteuse, sera susceptible de la caractériser. Mais les injures et les propos grossiers ne suffiraient pas pour réaliser cette circons-

(2) GARRAUD, *op. cit.*, n° 1785 ; R. D., Vagabondage-Mendicité, n° 117-118 ; LABORI, *Répertoire de Droit Français*, n° 8 ; BLANCHE, *op. cit.*, art. 276, n° 333 ; CHAUVEAU et HÉLIE, *op. cit.*, t. 3, p. 305 ; DUCURON-TUCOT, *De la répression de la mendicité*, Thèse Toulouse, 1899, p. 58 ; VIPLE (Joseph), *La répression pénale de la mendicité*, Thèse Paris, 1905, p. 61.

tance, sauf s'ils avaient été proférés de manière à devenir une menace. Cette différence s'explique facilement: la menace a pour but de contraindre la volonté et de forcer, en quelque sorte, la charité; elle équivaut, dans une certaine mesure, à l'emploi d'une voie de fait. La loi devait punir le mendiant qui a recours à la force brutale (3).

(3) GARRAUD, *op. cit.*, t. 5, n° 1785.

CHAPITRE II

La menace, circonstance aggravante du délit de chasse

L'article 14 de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse, prévoit que les peines énoncées dans les articles 11, 12 et 13 de cette même loi seront doublées si le délinquant a usé de menaces pour commettre différents délits réprimés par ces textes, et cet article ajoute: « sans préjudice, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par la loi ».

La menace doit par conséquent être envisagée en cette matière dans un sens très large: peu importe qu'elle soit grave ou légère, peu importe aussi, la qualité de la personne menacée (1).

À partir de quel degré de gravité les menaces seront-elles susceptibles d'être réprimées par ce texte? L'expression finale: « sans préjudice, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par la loi », nous indique qu'il ne doit s'agir, dans la plupart des cas, que de menaces sans gravité. En effet, les menaces les plus graves

(1) COLIN et RIBADEAU-DUMAS, *Manuel de la Chasse*, p. 287; R. D., Chasse, n° 306; CARPENTIER, *Répertoire du Droit français*, Chasse, n° 1605,

tomberont sous le coup d'application des textes du Code pénal (en particulier de l'article 307 réprimant la menace verbale avec ordre ou sous condition), qui prévoient des pénalités plus fortes que le double des peines portées aux articles 11, 12 et 13 de la loi du 3 mai 1844. Ainsi, il a été jugé que la menace qu'un individu surpris en délit de chasse a faite à un adjoint revêtu de ses insignes, sous condition de s'abstenir de verbaliser, entraîne l'application de l'article 307 du Code pénal.

Signalons, dans un autre ordre d'idées, que l'article 6-4° de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse, permet au préfet de refuser le permis de chasse à tout individu qui aura été condamné pour délit de menaces écrites ou verbales avec ordre ou sous condition.

CHAPITRE III

La menace, circonstance aggravante de l'arrestation illégale et de la séquestration de personnes

L'article 344 du Code pénal, dans son alinéa 2, prévoit pour l'individu qui se rend coupable du crime d'arrestation illégale ou de séquestration de personnes, la peine de travaux forcés à perpétuité « si l'individu arrêté, détenu ou séquestré a été menacé de mort ».

Le Code pénal primitif édictait dans ce cas la peine de mort. La loi du 28 avril 1832 a modifié cette disposition en se contentant de ne prononcer cette peine que si le coupable a soumis sa victime à des tortures corporelles.

La notion de menace en cette matière ne présente aucune difficulté. Cette circonstance aggravante n'est réalisée que s'il s'agit de menaces de mort. Toute autre menace, si grave soit-elle, n'aurait pas pour effet d'aggraver la pénalité encourue par le délinquant.

Par ailleurs, la doctrine est unanime à affirmer qu'une menace de mort constitue une circonstance ag-

gravante, à quelque moment qu'elle se produise, que ce soit au moment de l'arrestation ou au cours de la séquestration (1).

Il est indifférent également qu'elle soit écrite ou verbale et, dans ce dernier cas, il n'est point besoin qu'elle soit accompagnée d'un ordre ou d'une condition. Les distinctions prévues dans les articles 305 et suivants ne sauraient ici recevoir application.

La tentative d'arrestation ou de séquestration illégale, avec menaces de mort, est punie comme le crime lui-même (2).

Remarquons en terminant que le législateur semble avoir voulu en cette matière, réprimer dans la menace, non pas tant la violence morale que la torture morale dont elle est génératrice. Il a voulu punir un acte de cruauté (3). D'ailleurs, si le coupable a réalisé sur la personne menacée un commencement d'exécution de ses menaces, il devient susceptible d'encourir la peine de mort prévue par l'alinéa 3 de l'article 344.

(1) GARRAUD, *op. cit.*, t. 5, n° 2193; *R. P. D.*, Liberté individuelle, n° 125; GARÇON, *op. cit.*, art. 341, n° 54; BLANCHE, *Traité sur le Code pénal*, t. 5, n° 244; CHAUVEAU et HÉLIE, *op. cit.*, t. 5, p. 345.

(2) *R. P. D.*, n° 125.

(3) CHAUVEAU et HÉLIE, *op. cit.*, t. 5, p. 345.

CHAPITRE IV

La menace, circonstance aggravante du vol

En retenant la violence comme circonstance aggravante du vol, le législateur a envisagé celle-ci dans un sens restreint. Il doit s'agir de violence physique; elle ne saurait consister en une simple menace et l'acte doit avoir atteint matériellement la victime.

Il est cependant un cas où la menace est assimilée à la violence et constitue par elle-même une circonstance aggravante du délit de vol. Cette hypothèse est prévue par l'article 381, § 5 du Code pénal, où le délinquant a menacé sa victime de faire usage de ses armes. C'est le cas classique où celui-ci met son couteau sous la gorge d'une personne ou la menace d'un revolver en lui demandant: « La bourse ou la vie. » Les autres menaces, quelle que soit la gravité du péril que pourrait redouter la personne menacée, ne saurait constituer une circonstance aggravante de ce délit.

Peu importe d'ailleurs la façon dont est exprimée la menace d'user des armes: elle est généralement verbale,

mais elle peut être aussi formulée dans un simple geste, celui de les brandir.

D'autre part, cette circonstance doit être relevée s'il s'agit d'un vol commis en chemin de fer, réprimé par l'article 383 du Code pénal; en effet, ce texte élève la peine quand ce délit est accompagné d'une ou de deux circonstances prévues par l'article 381.

Une difficulté s'élève à propos de l'article 382 du Code pénal qui réprime le vol avec violence, mais qui n'assimile pas littéralement, comme le fait l'article précédent, la violence à la menace de faire usage d'armes.

La presque unanimité de la doctrine et la jurisprudence admettent que le vol commis uniquement avec menace de faire usage d'armes est susceptible d'entraîner pour son auteur, la peine des travaux forcés à temps comme le vol avec violence simple (1).

La seule question qui pourrait embarrasser le juge, lorsqu'il aurait à se prononcer sur l'existence de cette circonstance aggravante, serait celle de savoir quand il y a, en réalité, menace d'user d'armes. Cette difficulté n'existera évidemment pas s'il s'agit d'armes proprement dites, tels que poignard, revolver, matraque, etc.

Mais la jurisprudence et la doctrine sont d'accord pour admettre que cette circonstance aggravante est réalisée quand il y a menace d'instrument qui ne devient arme que par l'usage qui en est fait, car le coupable, par le fait même de cette menace, manifeste

(1) En ce sens: GARRAUD, *op. cit.*, n° 2485, note 5; GARÇON, *op. cit.*, 381, n° 29; CHAUVEAU et HÉLIE, t. 5, 2120; R. P. D., vol. 173, Cass., 18 mai 1820, B. 75, S. P. et D. Chr. — *Contra*: Carnot.

l'intention de se servir de cet instrument en tant qu'arme, ce qui suffit pour lui imprimer ce caractère (2). Il semble même qu'il faille assimiler au vol avec violence, le vol commis avec menace de faire usage d'une arme dont on n'est pas porteur, car l'intimidation et la contrainte morale produites par une telle menace sur la personne qui en est l'objet peuvent être identiques, que l'arme soit apparente ou cachée.

(2) GARÇON, *op. cit.*, 381, n° 30; *Juris-Classeur pénal*, vol., n° 13; *R. P. D.*, 174; DIDAY, Thèse précitée, p. 101.

QUATRIEME PARTIE

La répression des menaces
en tant que constituant un délit distinct

Nous nous étendrons principalement sur l'étude des menaces, d'attentat contre les personnes, consacrant uniquement un appendice à l'examen des menaces d'attentat contre les propriétés, qui ne sont envisagées qu'exceptionnellement par notre législation pénale. Les textes qui les incriminent renvoient d'ailleurs aux articles 305 et 307 du Code pénal pour certains de leurs éléments.

Les articles 305 à 308 du Code pénal sont suffisamment explicites pour permettre d'énoncer les éléments constitutifs des différentes infractions qu'ils prévoient, ainsi que les pénalités qu'ils font encourir. Nous les avons rapportés d'ailleurs à l'occasion de notre étude historique de la répression des menaces. Cependant, rappelons, pour mémoire, les éléments constitutifs de ces différents délits:

Article 305. — L'incrimination prévue par cet article est constituée par les éléments suivants:

- 1° La menace doit être faite par écrit;
- 2° Elle doit annoncer un attentat contre les personnes punissables de peines perpétuelles;
- 3° Elle doit être faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué ou de remplir toute autre condition.

Article 306. — Le délit réprimé par ce texte comporte les mêmes éléments constitutifs que le précédent:

Il faut un écrit, la menace doit avoir annoncé un attentat contre les personnes, punissable de peines perpétuelles, mais, cette fois, l'ordre ou la condition ne sont pas exigés.

Article 307. — Pour que l'infraction prévue par cet article soit punissable, il faut :

1° Un fait de menaces non plus écrites, mais verbales;

2° Que celles-ci annoncent des attentats punissables de peines perpétuelles;

3° Que ces menaces soient faites avec ordre ou sous condition.

Article 308. — Le délit doit comporter les éléments suivants :

1° Une menace verbale ou écrite, peu importe;

2° Cette menace doit annoncer non plus des attentats prévus par l'article 305, mais de simples violences et voies de fait;

3° Elle doit avoir été faite avec ordre ou sous condition.

La différenciation des menaces en ces quatre catégories repose donc sur les trois distinctions fondamentales suivantes :

1° Sur celle des menaces écrites ou verbales;

2° Sur celle des menaces avec ordre ou sous condition et des menaces simples;

3° Sur la distinction des menaces d'assassinat, d'empoisonnement ou de tout autre attentat contre les personnes, punissable de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation et des menaces de violences et voies de fait.

Cette dernière distinction ne donnant lieu à aucune difficulté, nous allons examiner les deux précédentes dans deux chapitres, en insistant sur certaines questions qui peuvent être soulevées à leur sujet. Dans un troisième chapitre, nous étudierons le délicat problème de la nature et du caractère des menaces, ainsi que le fondement de leur répression.

CHAPITRE PREMIER

La distinction des menaces écrites et verbales

Le législateur a estimé que la menace écrite présentait un caractère beaucoup plus grave, beaucoup plus sérieux que la menace verbale, généralement proférée dans un moment de colère. Aussi, dans ce dernier cas, les pénalités édictées sont-elles beaucoup moins sévères.

L'expression « menace par écrit » doit être entendue d'une façon très générale et il faut admettre qu'elle vise toutes sortes d'écrits.

Dans la plupart des cas, la menace est insérée dans une lettre missive, mais elle peut être exprimée de toute autre manière par n'importe quel mode d'écriture. Par ailleurs sa publicité par voie de presse est indifférente, et même si elle a été publiée dans un journal, son auteur n'en tombe pas moins sous le coup des articles 305, 306 ou 308.

A propos de cette distinction des menaces écrites et des menaces verbales, plusieurs questions se posent que nous allons examiner dans autant de paragraphes :

Dans un premier paragraphe nous nous demanderons s'il faut pousser la généralisation de la notion de

la menace par écrit au point d'incriminer celles faites par dessins ou par symboles. Puis, dans un second, nous nous poserons la question de savoir si les menaces formulées par de simples gestes sont répréhensibles.

En troisième lieu nous examinerons si la menace doit obligatoirement avoir été adressée directement à la personne menacée pour tomber sous le coup de la loi pénale.

Enfin, dans un quatrième paragraphe, nous envisagerons la question de compétence en matière de menaces écrites, c'est-à-dire celle de savoir quel sera le tribunal compétent pour connaître de cette sorte de délit : le tribunal du lieu de réception de l'écrit contenant la menace ou celui de son expédition.

§ 1. — Les menaces par dessins et symboles doivent-elles être considérées comme menaces par écrit ?

Les menaces par dessins sont très fréquentes et peuvent revêtir les formes les plus diverses. Cependant notre loi pénale ne les prévoit pas comme pouvant constituer une forme de menace, délit « sui generis ». Elle les incrimine pourtant, tout comme les écrits, à l'occasion de certains autres délits comme l'outrage, l'injure et la diffamation.

Mais la plupart des auteurs sont d'accord pour reconnaître qu'elles sont punissables si dans ces dessins on peut voir « des signes hiéroglyphiques dont la signification évidente ne peut tromper personne sur la nature de l'attentat annoncé ». « En effet, dit M. Garraud, la loi punit la menace anonyme tout comme la

menace signée, d'autre part, des signes hiéroglyphiques ainsi tracés constituent une véritable écriture. »

Ceci nous permet-il ceependant d'aller encore plus loin dans la voie de la généralisation et d'incriminer les menaces faites par symboles, comme par l'envoi d'un poignard, d'une boîte où se trouvent des allumettes, ou par le dépôt sur le seuil d'une maison de matières inflammables?

Ces menacés ne sont pas incriminées, ni même incriminables par elles-mêmes en l'état actuel de notre législation.

M. Garraud prétend que c'est avec juste raison que la loi française passe sous silence ce genre de menace, « car, dit-il, de deux choses l'une, ou la menace symbolique est précédée, accompagnée ou suivie d'une menace écrite ou verbale faite en termes vagues, ambigus, mais que le symbole explique ou précise, et c'est alors la menace écrite ou verbale qui pourra être punie, ou elle est faite isolément, et alors elle nous paraît trop vague pour pouvoir être spécialement incriminée par la loi » (1).

Mais il semble préférable de nous ranger à l'opinion de M. Garçon qui voit, dans le défaut d'incrimination de la menace par symbole, une lacune de notre législation pénale (2). En effet, ce genre de menace en lui-même peut avoir un sens très clair fixé souvent par des coutumes locales bien établies et être de nature à troubler vivement la personne qui en est l'objet.

Le Code pénal belge, comme nous le verrons, punit

(1) GARRAUD, *op. et loc. cit.*, n° 1959 b.

(2) GARÇON, *C. P. annoté*, art. 305 et suiv., n° 23.

les menaces par emblèmes, c'est-à-dire, soit par dessin, soit par un symbole quelconque, dans son article 329 ainsi conçu :

« La menace par gestes ou emblèmes d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable de la peine de mort ou des travaux forcés, sera punie d'un emprisonnement de 8 jours à 3 mois et d'une amende de 26 à 100 francs. »

De même l'article 339 du Code pénal italien réprime les menaces formulées par symboles avec une particulière sévérité.

§ 2. — Les menaces formulées par de simples gestes sont-elles répréhensibles ?

Le législateur, en envisageant la répression des menaces sous leurs divers aspects, a négligé de prendre en considération les menaces qui seraient faites par un simple geste, par exemple, en mettant en joue une personne avec une arme à feu, en s'avancant vers elle un couteau à la main, ou en lui montrant le poing. S'ensuit-il que leur auteur ne puisse jamais tomber sous le coup de la loi pénale ?

Il est bien certain que, généralement, un simple geste non accompagné de paroles est susceptible d'interprétations trop diverses pour qu'il puisse donner lieu à répression.

Cependant, il peut arriver que des menaces formulées de cette façon méritent d'être punies.

Ceci est, sans nul doute, une lacune de la loi française ; la législation belge, nous l'avons vu, réprime ce genre de menaces.

La jurisprudence, en envisageant la notion de violences et voies de fait d'une façon très large et en n'exigeant pas que la personne soit directement atteinte sur son corps par l'agresseur, a permis de réprimer certaines menaces de ce genre en punissant, comme violences et voies de fait tous les actes de menaces s'ils sont de nature à causer une vive impression. C'est ainsi que la Cour de Cassation a jugé que le fait de s'avancer vers quelqu'un et de brandir une fourche en le menaçant de cet outil constituait le délit de violences; de même le délit de violences et voies de fait est constitué par le fait de menacer une personne d'un revolver.

La menace formulée par un simple geste peut par ailleurs tomber sous le coup des articles 228 et 230 du Code pénal, qui répriment les violences et voies de fait commises sur la personne de magistrats ou autres fonctionnaires.

En effet la Cour de Cassation admet que « les violences et voies de fait punies par ces articles doivent s'entendre également, non seulement des voies de fait qui atteignent matériellement la personne, mais aussi de celles qui sont de nature à impressionner vivement et à provoquer une sérieuse émotion; il en est spécialement ainsi du fait de coucher en joue avec un fusil un gendarme dans l'exercice de ses fonctions ».

La loi ne fait par ailleurs aucune différence entre l'écrit anonyme et celui qui porte une signature; en effet l'article 305 punit « quiconque aura menacé par écrit anonyme ou signé ». Car la menace est aussi grave en elle-même dans un cas que dans l'autre.

§ 3. — La menace doit-elle être adressée directement à la personne menacée?

Cette condition pourrait paraître de prime abord nécessaire comme en matière d'outrage. Cependant, la jurisprudence déclare que le délit de menaces est réalisé bien que d'une part, s'agissant de menaces écrites, celles-ci étant contenues dans une lettre adressée à des tiers qu'elles ne concernaient pas, leur auteur les avaient écrites dans l'intention que sa lettre fût communiquée aux personnes visées et que cette communication ait eu lieu effectivement (1); et d'autre part, s'agissant de menaces verbales et ayant été prononcées devant un tiers, elles aient pu parvenir et soient en réalité parvenues à la connaissance de l'individu qu'elles concernaient (2).

La jurisprudence est même allée plus loin: la Cour de Cassation dans un arrêt du 20 juillet 1882 (3) a jugé, en raison de la généralité des termes des articles 305 et 306, qu'il n'était pas nécessaire que l'écrit contenant les menaces ait été effectivement communiqué à la personne et qu'il suffisait que, dans les prévisions de l'auteur, et vu les circonstances dans lesquelles ils étaient formulés, l'écrit ou les paroles aient été destinés à parvenir à la connaissance de la personne visée, sans qu'il soit besoin que cette communication ait eu lieu en réalité.

Cette jurisprudence de la Cour de Cassation fut bientôt suivie par les autres juridictions; nous pouvons relever en ce sens un jugement du Tribunal

(1) Toulouse, 5 avril 1873, D. 74, 2, 85; S. 73, 2, 295, p. 73, 1232.

(2) Orléans, 3 mai 1852, *Journal du Palais*, 1852, 1, 58.

(3) S. 84, 1, 350, D. 83, 1, 46.

correctionnel de Meaux du 25 mai 1883 (4), un arrêt de la Cour d'Appel de Rennes du 1^{er} novembre 1900 (5), un arrêt de la Cour d'Appel de Besançon du 17 mai 1906 (6) et tout récemment un jugement du Tribunal correctionnel de Bar-le-Duc du 4 novembre 1936 (7) qui s'exprimait ainsi : « Il importe peu que les menaces de mort ne soient pas parvenues à la connaissance des personnes visées en raison de la généralité des termes des articles 305 et 306 du Code pénal, il suffit que la menace soit destinée à parvenir à la connaissance de ces personnes. »

Par ailleurs, dans un arrêt du 20 juillet 1935 (8), la Cour de Cassation a décidé que le délit était caractérisé dès l'instant que la menace tendait à obliger celui devant lequel elle était proférée à intervenir simplement auprès de l'intéressé, et sans qu'il y ait lieu de rechercher quelle influence cette intervention pouvait exercer sur la décision de celui-ci.

§ 4. — Quel sera le lieu de commission du délit en matière de menaces réalisées par l'envoi d'un écrit à la personne menacée?

Lorsque le délit de menace a été réalisé à l'aide d'un écrit, une question se pose tout d'abord, celle de la détermination du lieu de commission du délit qui entraînera celle du Tribunal compétent pour en connaître.

(4) *Gaz. Trib.*, 83, 2, 120.

(5) *J. des Parq.*, 1902, 2, 25.

(6) *S.* 1907, 2, 263.

(7) *Gaz. Palais*, 1936, 2, 863.

(8) *D. H.* 1935, p. 510.

Cette question est très controversée et la jurisprudence la concernant a évolué. Elle présente d'ailleurs d'incontestables difficultés.

Dans une première série d'arrêts, elle décida que le délit était commis au lieu d'expédition de l'écrit (9).

Mais à l'occasion de décisions plus récentes, la Cour de Cassation a affirmé que les menaces de mort résultant d'un écrit expédié d'un lieu à un autre étaient commises au lieu où la correspondance était reçue par le destinataire (10).

Cette jurisprudence est très discutée et la doctrine qui étudie la question semble suivre l'opinion primitive des tribunaux et admettre que le délit est réalisé au lieu d'expédition (11).

En effet, si en faveur de l'opinion contraire à la précédente, on peut dire que c'est au lieu de réception de l'écrit contenant les menaces que se produit l'effet du délit et qu'est troublé l'ordre public, par contre, on peut objecter que cette théorie semble confondre l'effet de l'infraction avec ses suites; il peut arriver par exemple que, si le destinataire se déplace entre le moment de l'envoi et celui de la réception, le délinquant soit soumis à la compétence d'une loi que celui-ci n'a pas eu l'intention de violer (12).

Mais, entre ces deux thèses opposées, nous estimons pouvoir adopter une position transactionnelle. En ad-

(9) MANGIN, *Traité de l'Action Publique et de l'Action Civile*, t. I, n° 60; ROUX, note sous S. 1911, 1, 177.

(10) Cass. crim., 31 janvier 1822 (S. et Chron.), 22 juin 1826 (S. et P. du 27 mars 1906, S. 1911, 1, 177).

(11) Cass., 10 juillet 1913 (*Bulletin. Crim.*, n° 338). Cass., 20 octobre 1927 (S. 1930, 1, 117, et *Gaz. Palais*, 1927, 2956, et B. 225, p. 445).

(12) Voir note sous S. 1930, 1, 117.

mettant indifféremment la compétence possible soit du Tribunal du lieu d'émission de la lettre missive, soit du Tribunal du lieu de sa réception, nous ne violons aucune règle de compétence *ratione loci*. Nous pouvons, pour les motifs exposés plus haut, donner une certaine préférence au Tribunal du lieu de l'expédition, mais rien n'empêche d'admettre dans certaines circonstances que le Tribunal du lieu de la réception sera également compétent et ce, pour la commodité de la répression.

Par ailleurs, cette question de compétence territoriale peut être envisagée plus spécialement sous l'angle du Droit pénal international. Dans quelles conditions une juridiction française peut-elle connaître du délit de menaces?

Les principes généraux qui régissent la compétence en Droit pénal international doivent évidemment être appliqués en notre matière. Cette question a d'ailleurs donné à la jurisprudence l'occasion de rendre certaines décisions d'espèces particulièrement intéressantes et qui, par la même occasion, s'appliquent à ce que nous avons dit dans le paragraphe précédent.

Ainsi, par application de ce principe que si l'infraction contre un étranger a été commise en France, les tribunaux français deviennent compétents pour en connaître alors même que l'étranger ne résiderait pas en France, il a été décidé que le fait d'adresser de France à un étranger, dans un pays étranger, une lettre contenant des menaces de mort, avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, pouvait être poursuivi en France (13).

(13) Cass., 31 janv. 1822, S. et P. chronologique précité.

En vertu de la même règle, il fut également jugé que l'auteur d'un écrit anonyme contenant menace d'attentat contre les personnes, est justiciable des tribunaux français, par cela seul que la lettre a été écrite et émise en France, bien que celui à qui la lettre était adressée habitât en pays étranger (14).

Ces exemples peuvent d'ailleurs illustrer cette autre règle de droit pénal international selon laquelle les crimes commis par des étrangers peuvent être poursuivis en France lorsqu'ils y ont été préparés ou qu'ils s'y sont achevés, et si les faits par lesquels le délit a été, soit préparé, soit consommé en France, sont punissables par la loi française.

(14) Cass. d'assises du Nord, 7 août 1843, Rép. P. D. compétence, n° 130.

CHAPITRE II

La distinction des menaces simples et des menaces avec ordre ou sous condition

Notre législation pénale, en élaborant le système de répression des menaces, tient particulièrement compte de l'élément d'ordre ou de condition pour deux raisons :

D'une part, l'adjonction d'un ordre ou d'une condition à une menace, qu'elle soit écrite ou verbale, la rend susceptible de causer à la personne qui en est l'objet une intimidation beaucoup plus grande qu'une menace simple, car dans le premier cas, le coupable manifeste ses prétentions d'une façon précise.

D'autre part, cet élément révèle que l'auteur des menaces obéit, en les proférant, non pas à une simple impulsion ou mouvement de colère, mais à un mobile de cupidité, d'extorsion, qui exige une répression sévère.

Cette expression « menace avec ordre ou sous condition » doit être entendue d'une façon très compréhensive. Le législateur nous l'indique d'ailleurs dans l'article 305, où, après nous avoir donné l'exemple précis « d'ordre de déposer une somme d'argent dans

un lieu indiqué », il se hâte d'employer les termes très généraux « ou de remplir toute autre condition ». De plus, dans les articles suivants, il emploie l'expression consacrée de « menaces avec ordre ou sous condition ».

Pour procéder à l'étude de cet élément d'ordre ou de condition, nous allons consacrer trois paragraphes aux différentes questions qui se posent à l'occasion de son application.

Dans un paragraphe premier nous examinerons si la menace est punissable bien que l'ordre ou la condition aient été imposés à une personne autre que la personne menacée.

Dans un second paragraphe nous nous demanderons si la condition de ne pas faire ou de s'abstenir rend la menace punissable au même titre que la menace de faire un acte déterminé.

Enfin, dans un dernier paragraphe, nous nous poserons la question de savoir si, l'ordre donné ou la condition imposée étant légitimes, l'auteur des menaces peut encourir cependant les pénalités prévues par les articles 305 et suivants du Code pénal.

§ 1. — L'ordre ou la condition doivent-ils être remplis par la personne menacée elle-même ?

Il faut admettre en premier lieu que si l'ordre ou la condition sont soumis à un événement extérieur indépendant de la volonté de la personne menacée, ou si cet événement est irréalisable, ces éléments ne sont plus établis au sens des articles 305 et suivants du Code pénal. La jurisprudence et la doctrine sont d'ailleurs

muettes sur cette question. Mais si nous nous reportons à l'étude de la menace, élément constitutif de certaines infractions, il nous paraît impossible, en raisonnant par analogie, de soutenir le contraire (1), car dans un cas semblable il n'y aurait plus à proprement parler contrainte, pression sur la volonté.

En second lieu, les termes mêmes de l'article 305 qui emploie ces mots: « déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué ou remplir toute autre condition », nous indiquent que le législateur exige de la personne menacée une certaine activité personnelle, et une menace basée sur un ordre ou une condition hypothétiques exclut toute idée d'activité de la part du tiers menacé (2).

Nous devons nous demander également si ces éléments d'ordre ou de condition doivent être considérés comme réalisés, bien qu'ils soient imposés à un tiers autre que la personne menacée? La solution de cette question nous a été donnée récemment par la jurisprudence à l'occasion de deux décisions.

Tout d'abord, la Cour de Cassation, dans un arrêt du 20 juillet 1935 (3), a décidé que « devait être cassé l'arrêt qui, après avoir constaté que le prévenu a déclaré au fils d'une personne avec laquelle il était en procès: « Si vous faites ce procès, et si vous le gagnez, « vous aurez deux balles dans la peau », l'a néanmoins relaxé, motif pris de ce que la condition était irréalité

(1) Voir ce qui a été dit à ce sujet à propos de la menace, élément de la corruption de fonctionnaires et d'entrave à la liberté des enchères et du travail, *supra*, p. 63 et suiv.; 91 et suiv.; 95 et suiv.

(2) DIDAY, Thèse précitée, p. 58.

(3) *Dalloz hebdomadaire*, 1935, p. 510.

sable puisqu'elle ne dépendait pas de la volonté de celui auquel la menace était adressée ». En effet, ajoute cet arrêt, « le délit était caractérisé dès l'instant que la menace tendait à obliger celui qui en était l'objet à intervenir auprès de sa mère pour qu'elle renoncât à poursuivre son procès, sans qu'il y ait lieu de rechercher quelle influence cette intervention pouvait exercer sur la décision de celle-ci ».

Le Tribunal correctionnel de la Seine a également statué dans une espèce semblable par jugement du 12 octobre 1937 (4).

Il s'agissait de poursuites engagées contre une dame E... sous la prévention de menaces verbales de mort avec ordre ou sous condition, pour avoir proféré à l'égard d'une certaine dame M... les paroles suivantes: « Si le propriétaire ne peut pas mettre Mme M... à la porte, je m'en chargerais à coups de revolver; je la desdrais elle et ses quatre morues. »

Le Tribunal relaxa la dame E... des fins de la poursuite, alléguant que les éléments constitutifs du délit prévu par l'article 307 n'étaient pas réunis, pour ce motif que: « La condition, élément nécessaire du délit prévu par l'article 307, doit avoir pour but de contraindre la personne menacée à faire ou à s'abstenir de faire un acte qui profite à l'auteur des menaces; mais, en l'espèce, la condition renfermée dans la menace susvisée devait être réalisée, non par la dame M..., mais par un tiers, le propriétaire de l'immeuble, aux oreilles

(4) *Gaz. Pal.*, 1937, 2, 708; D. 1938, 2, 139.

de qui la menace n'avait pas été portée et n'était pas destinée à l'être. »

De ces deux décisions, il nous faut conclure que l'ordre ou la condition doivent être accomplis personnellement par la personne menacée. Mais ces éléments peuvent être réalisés si la menace produit cependant une contrainte morale dans l'esprit de la personne qui en est l'objet, aboutissant, par exemple, à son intervention pressante et décisive auprès de l'individu par qui l'ordre ou la condition doivent être remplis. C'est au juge qu'il appartiendra d'apprécier si la menace est suffisamment grave pour produire cette contrainte.

§ 2. — La menace d'une chose juste est-elle punissable?

Cette question peut être envisagée sous deux aspects. Nous pourrions tout d'abord nous demander si le fait de menacer une personne de faire usage d'un droit pour obtenir satisfaction est un acte licite. Aucune difficulté ne saurait exister à ce sujet. Il faut répondre incontestablement à cette question par l'affirmative. Mais il existe un aspect sensiblement différent de ce problème, beaucoup plus délicat à préciser et à résoudre :

Il peut arriver qu'un individu use de menaces comme moyen de défendre un droit et l'ordre donné ou la condition imposée peuvent être légitimes. Ainsi, dit M. Garraud (5), un individu menace par écrit un de ses voisins de le tuer, si ce voisin continue de traverser une propriété sur laquelle il n'a aucun droit de passage; ou d'incendier sa maison, s'il refuse de lui payer

(5) *Op. cit.*, n° 1962,

une créance échue depuis longtemps et qu'il lui réclame vainement.

Dans ces deux cas, la défense et l'ordre sont licites en eux-mêmes ; leurs auteurs ne font que défendre leurs droits. S'ensuit-il qu'affirmer ainsi son droit en usant de menaces soit également légitime (6) ?

Il n'y a sur ce point aucun doute en jurisprudence, et, en principe, la menace avec ordre ou sous condition, même de faire une chose juste ou de faire respecter le droit de celui qui la profère, n'en est pas moins punissable.

La Cour de Cassation a admis cette opinion en annulant, sur le pourvoi du ministère public, un arrêt de la Cour de Bastia qui avait jugé le contraire (7). Voici les principaux motifs de cet arrêt : « Attendu que l'article 307 du Code pénal, non plus que l'article 305, auquel il se rattache, n'exige point, pour que la menace avec ordre ou sous condition soit punie, ainsi que l'a jugé la Cour de Bastia dans l'arrêt attaqué, que l'ordre soit injuste et que la condition soit préjudiciable au droit de celui à qui la menace est adressée ; qu'on ne pourrait admettre une telle restriction sans méconnaître le caractère du délit dont il s'agit ; qu'en effet, quoique dans certains cas il puisse être considéré comme une sorte d'extorsion, il est cependant classé dans le Code pénal parmi les délits contre les personnes ; qu'il porte atteinte à la liberté et à la sécurité des

(6) Cette question pourrait être envisagée au point civil sous l'angle de la théorie de l'abus du droit.

(7) Cass., 18 septembre 1851, D. 51, 5, 35, 6 ; S. 52, 1, 222 ; P. 52, 2, 550.

citoyens; qu'il ne saurait dépendre du plus ou moins de fondement du droit dont l'exercice serait troublé par la menace; qu'il n'est jamais permis de se faire justice à soi-même et que la menace qui révèle l'intention de recourir au crime doit être réprimée pour le prévenir. »

La jurisprudence postérieure continue à adopter cette solution.

Mais ce principe ne peut cependant être considéré comme absolu et certaines réserves doivent lui être apportées dans des cas exceptionnels. Ainsi que la Cour de Cassation l'a exprimé dans l'arrêt précité en disant: « Que, sans doute, si l'auteur de la menace n'y a eu recours que pour la défense d'un droit légitime, il peut y avoir là un motif d'atténuation du délit; que même suivant les circonstances, les tribunaux peuvent être conduits à ne pas reconnaître chez l'auteur de la menace l'intention coupable, condition nécessaire à tous les délits; mais qu'il ne s'agit pas d'une appréciation morale, mais d'une distinction à établir dans l'article 307 qui n'est pas dans son texte et que l'esprit repousse. »

Cependant, M. Garçon (8) constate que cette dernière partie de l'arrêt n'est pas exempte de vices.

En effet, dit cet auteur, « si on prenait ces termes à la lettre, on pourrait croire que la Cour de Cassation entend nier le droit supérieur de légitime défense et ne voir dans la menace à laquelle on a recours pour défendre le droit, qu'une cause d'atténuation du délit.

(8) GARÇON, *op. et loc. cit.*, n° 44.

Telle n'a pu être la pensée de la Cour de Cassation. En effet, la légitime défense est un fait justificatif de toutes les infractions pénales (9).

Il est bien évident que, s'il est permis dans certaines circonstances de porter des coups et même de donner la mort pour défendre soi-même ou autrui, à plus forte raison peut-on dans ces mêmes circonstances se borner à menacer l'agresseur.

Il est même souhaitable, déclare M. Garçon, que cette menace précède l'attentat à la vie de l'agresseur; elle sera un avertissement préalable que la personne injustement menacée est résolue à faire usage de son droit. Quelques criminalistes, notamment MM. Chauveau et Hélie (10), semblent même aller jusqu'à penser que lorsque la menace de mort suffit pour arrêter l'agresseur qui tente de pénétrer la nuit par escalade dans le domicile d'autrui, l'homicide inutilement commis pour empêcher cette introduction ne saurait plus être considéré comme couvert par la présomption actuelle de légitime défense.

La Cour de Cassation, dans l'arrêt précité, semble confondre le défaut d'intention avec le fait justificatif.

Dans une espèce semblable, il semble que le délit ne se trouve pas atténué mais justifié, et qu'il n'est pas nécessaire d'ailleurs de faire intervenir ici le défaut d'intention (11).

La criminalité de la menace doit donc être exclue

(9) GARRAUD, *op. cit.*, t. 298. — GARÇON, *op. cit.*, sous art. 328.

(10) *Op. cit.*, t. 4, n° 1339.

(11) *Sic* GARRAUD; GARÇON; FUZIER-HERMANN, *Répertoire supplément*, Menace, n° 30-3.

dans ce cas, non à cause du défaut d'intention, mais parce que l'auteur a agi en état de légitime défense.

Le Tribunal correctionnel de la Seine, dans un jugement Maurras du 29 octobre 1926 (12) a reconnu implicitement que la menace de mort était justifiée si on établissait la légitime défense, dans les circonstances suivantes:

Un journaliste avait écrit au Ministre de l'Intérieur une lettre qui avait été publiée en même temps par voie de presse et dans laquelle on trouvait les mots suivants : « Ceux qui veulent résister, vous les désarmerez. C'est possible! Mais voici le certain: il restera une balle pour vous abattre, vous! Il vous suffira d'essayer de nous désarmer et de nous livrer à vos bourreaux chinois, vous subirez la peine à laquelle vous vous serez condamné.

« C'est sans haine comme sans crainte que je donnerai l'ordre de verser votre sang de chien, s'il vous arrive d'abuser de la force publique, pour ouvrir les écluses de sang français!... »

Le jugement condamna ce journaliste pour menaces de mort sous condition parce que, « n'ayant pu préciser les prétendus desseins criminels » du Ministre de l'Intérieur, il n'établissait pas « qu'il était en état de légitime défense ».

Cependant ce jugement n'en est pas moins en lui-même sujet à critique, car, pour mettre en accord ses motifs avec le principe qu'il établissait, il aurait dû se borner à affirmer que le désarmement général et néces-

(12) S, 1927, 2, 5,

sairement illégal visé par l'auteur des menaces, était suffisamment grave pour justifier une menace.

Cette décision, en effet, rattache exclusivement l'état de légitime défense aux « desseins criminels » de la personne menacée.

Or, en l'espèce, la question de l'intention dans laquelle le désarmement serait accompli n'aurait pu se poser que si le Ministre de l'Intérieur avait eu un moyen légal d'y faire procéder et si l'exécution de la menace avait été subordonnée à un désarmement légal en la forme, mais illégal dans l'intention de celui qui l'aurait ordonné.

Or, dans ce cas, le prévenu semble bien avoir visé un acte illégal, un abus de la force publique, et d'autre part, le Ministre de l'Intérieur n'a aucun pouvoir légal lui permettant de faire procéder au désarmement des citoyens.

L'article 10 du Code d'Instruction criminelle ne confère en effet ce pouvoir qu'aux préfets (13).

La jurisprudence a décidé, par application du principe défini par cet arrêt, que ne constituait pas une menace punissable, l'expression suivante écrite dans une lettre missive: « Si vous levez encore la main sur moi, je vous tue comme un chien que vous êtes » (14).

De même la chambre criminelle de la Cour de Cassation, rejetant le pourvoi formé contre le jugement du Tribunal de la Seine précité, a décidé que le prévenu ne pouvait prétendre que sa menace était justifiée par

(13) Voir sur ce point: FUZIER-HERMANN, *Répertoire, supplément*. Menaces, n° 30, note sous S. 1927, 2, 5.

(14) Cass., 14 décembre 1912, S. 1913, 1, 287.

la légitime défense, alors qu'en l'espèce il ne s'agissait pas de repousser un mal présent (15).

Cette jurisprudence semble donc admettre implicitement que le délit de menace peut non seulement être atténué, mais aussi être justifié. Il nous paraît même légitime de prétendre avec MM. Garçon et Garraud que cette idée doit être généralisée et que la menace doit cesser d'être punissable chaque fois qu'il existe un fait justificatif.

C'est ainsi que l'agent de l'autorité, qui, ayant mission d'arrêter un individu, le menace d'employer la force s'il offre trop de résistance, ne commet pas de délit, car il est impossible de relever contre lui aucune faute.

M. Garçon va même plus loin dans cette idée en estimant que, dans certains cas, la menace pourrait être légitimée par la force majeure ou mieux, selon cet auteur, par l'état de nécessité.

Il ne voit pas de délit dans le fait d'une personne qui, apercevant un individu sur le point d'allumer un incendie, le menacerait de mort pour éviter ce sinistre.

Malheureusement, aucune jurisprudence n'est venue consacrer définitivement cette opinion qui paraît cependant bien fondée.

Il résulte donc de toutes ces observations que, si on a pu dire qu'il importait peu que l'ordre soit juste ou injuste, c'était par une vue incomplète de la question; la menace sous condition doit cesser d'être punissable lorsque celui qui la profère agit en vertu de la loi, ou

(15) Cass. crim., 17 juin 1927. *Gaz. Palais*, 1921, 2, 769.

sous l'empire de l'état de nécessité, ou pour sa légitime défense.

Nous pouvons donc, pour donner une solution au problème que nous venons d'examiner et pour préciser les développements précédents, poser les principes suivants :

Incontestablement, la menace de recourir à un droit pour obtenir satisfaction de ses prétentions est licite ; par contre, ne saurait être légitime le fait de défendre ce droit par l'emploi d'une menace punissable, ou plus précisément de la menace d'un fait pénalement répréhensible en lui-même ; le moyen employé par l'agent étant illégitime, peu importe le but qu'il poursuit. Mais une telle menace est susceptible cependant de devenir licite si son auteur a la possibilité d'indiquer certaines causes justificatives telles que la contrainte, la défense légitime de soi-même ou d'autrui, l'exécution des ordres donnés au nom de la loi par l'autorité légitime, l'obéissance hiérarchique, etc.

§ 3. — La menace de ne pas faire, de s'abstenir, est-elle punissable ?

La menace est sous condition lorsqu'elle a pour but de contraindre la personne menacée, non seulement à faire, mais à ne pas faire, à s'abstenir. C'est, en effet, dit M. Garçon, un ordre que d'intimer la défense de faire. Tous les auteurs sont d'accord avec la jurisprudence pour adopter cette solution.

La Cour de Cassation l'a jugé ainsi dans l'espèce suivante (16) :

(16) Cass., 1^{er} février 1834, Jonyon, S. 34, 1, 266, ch.

« Le sieur Jonyon, inculpé d'avoir dit publiquement, en parlant du maire de sa commune qui avait visité ses propriétés que « s'il recommençait, il lui en arriverait mal, et pourrait rédiger son acte de décès avant de sortir de chez lui » fut condamné par un jugement correctionnel d'Auxerre du 15 octobre 1835 aux peines portées par l'article 307 du Code pénal. Il se pourvut en cassation pour fausse application de l'article 307. Il soutenait que le propos qui lui était reproché ne constituait pas la menace avec ordre ou sous condition dont parlait cet article, et que le sens de ces mots était déterminé par ceux qui terminent l'article 305. Il en résultait que la loi avait voulu seulement punir l'ordre de faire et non l'ordre de ne pas faire ou la défense de faire. Enfin, disait-il, la menace de ne pas faire était en effet la moins grave de toutes les menaces, puisqu'elle n'entraînait aucun péril prochain et imminent.

Le pourvoi fut rejeté par la chambre criminelle de la Cour de Cassation, qui admit le principe que « la menace verbale faite sous condition, prévue et punie par l'article 307 du Code pénal, comprend, dans la généralité de ses termes, la menace sous condition de ne pas faire, de s'abstenir, comme celle de faire ».

Bien que cet arrêt ait été rendu à l'occasion de l'application de l'article 307, il est incontestable que les principes qu'il établissait étaient également applicables aux menaces prévues par l'article 305.

D'ailleurs, la jurisprudence postérieure à cet arrêt n'a fait que consacrer le principe qu'il énonçait. Nous

avons relevé dans le même sens les décisions suivantes: Cassation, 6 mars 1887 (17); Bordeaux, 17 février 1834 (18); Rouen, 29 février 1844 (19); Limoges, 9 janvier 1851 (20); Toulouse, 29 juillet 1871 (21); Lyon, 14 mars 1884 (22) et, tout récemment, Cassation, 20 juillet 1935 (23).

Toutefois, la Cour d'Appel de Bordeaux a semblé faire échec à cette jurisprudence aujourd'hui constante dans deux arrêts, l'un en date du 28 janvier 1835, l'autre du 15 avril de la même année (24) en refusant de considérer comme une menace sous condition l'expression « Si vous avancez, je vous tue », et en n'y voyant qu'un simple outrage fait par gestes et menaces.

MM. Chauveau et Hélie (25) pensent qu'une telle solution est justifiée et estiment qu'une semblable menace doit être considérée comme pure et simple, la condition qui l'accompagne étant plutôt l'expression de la passion du moment, plutôt que d'une résolution préméditée.

Mais il semble qu'il est préférable de négliger ces arrêts, car ces décisions isolées sont certainement critiquables; en effet, dire à un fonctionnaire, ainsi que dans ces espèces: « Si tu avances, je te tue » c'est lui

(17) B. 87.

(18) P. chr.

(19) S. 45, 2, 363; P. 45, 1, 106. R. D., crimes contre les personnes, n° 120.

(20) S. 51, 2, 325; D. 51, 2, 325; D. 51, 2, 205.

(21) D. 72, 2, 147.

(22) D. 85, 2, 262.

(23) Précité.

(24) R. D. Presse, 802.

(25) T. 4, n° 1169.

adresser la menace de le tuer s'il remplit son devoir (26).

Quel est le fondement de cette jurisprudence ? Il varie évidemment avec les diverses théories élaborées sur le fondement de la répression du délit de menaces.

Certains auteurs déclarent qu'il importe peu que l'ordre donné prescrive ou défende de faire une chose; dans l'une et l'autre hypothèse, il y a atteinte portée, soit à la propriété, soit à la liberté d'autrui, et par conséquent un droit égal à la protection de la loi.

D'autres auteurs par contre donnent une explication différente de cette jurisprudence que l'on trouve dans les motifs d'un arrêt de la Cour d'appel de Rouen du 29 février 1844 (précité) rendu sur les conclusions de M. Blanche, ainsi qu'il le rapporte dans son *Traité sur le Code pénal*. Il y est dit notamment: « Attendu que X... dit au sieur Y...: « Viens donc, grand plat, je te « ferai sauter la boussole, j'ai le coup gauche pour toi « et le coup droit pour moi »; attendu que ces paroles renferment évidemment des menaces de mort, si la personne à laquelle elle s'adresse, enfreint l'ordre ou la condition qui lui sont intimés de ne pas avancer; que si la menace verbale proférée par X... l'a été avec ordre ou sous condition de s'abstenir, de ne pas faire, elle n'en est pas moins punissable aux termes des articles 305 et 307 du Code pénal que si elle avait contenu l'ordre ou la condition de faire; car d'une part, la loi comprend ces deux sortes de menaces dans la généralité de ses expressions, et de l'autre, une distinction entre

(26) GARÇON, *op. et loc. cit.*, n° 401. GARRAUD, *op. cit.*, note sous 1961.

ces menaces tromperait l'intention du législateur qui a dû vouloir frapper de la même peine toutes les menaces verbales de mort accompagnées d'un ordre ou d'une condition; car, soit qu'il s'agisse de faire ou de ne pas faire, elles supposent également une résolution hardie, fortement arrêtée et pouvant porter le même effroi dans celui à qui elles sont adressées, en lui faisant craindre que l'auteur de ces menaces ne soit décidé à les réaliser. »

Nous indiquons ces deux explications sans les apprécier, nous réservant d'examiner plus loin la question du fondement de la répression du délit de menaces (27).

(27) Voir *infra*, p. 155 et suiv.

APPENDICÉ

Menaces d'attentat contre les choses

Contrairement à la majorité des législations étrangères, le droit français ne réprime les menaces d'attentat contre les biens que dans deux cas exceptionnels : s'il s'agit d'une part de menaces d'incendie ou de destruction par le moyen d'explosif, d'autre part s'il s'agit de menaces de déraillement.

Nous allons étudier ces deux hypothèses dans deux paragraphes.

§ 1. — Menaces d'incendie

Le législateur a considéré la menace d'incendie comme suffisamment grave en soi pour justifier une incrimination spéciale.

En effet, elle peut constituer une atteinte sérieuse à l'ordre public, même si elle n'a pas été exécutée, et même si son auteur n'a pas eu l'intention de la réaliser. Ce genre de menaces était fréquent autrefois dans les campagnes, où il était d'usage de couvrir de chaume les habitations; elles étaient connues dans certaines ré-

gions, en Belgique notamment, sous le nom de « sommation ». Aussi les peines frappant la menace d'incendie ont toujours été sévères.

Dans l'ancien droit, rappelons-le, elles étaient souvent punies de mort (1), voire même du supplice de la roue (2).

Dans le droit révolutionnaire, ainsi que nous l'avons vu précédemment, l'article 34, section 2, titre II du Code pénal de 1791, les punissait de quatre années de fers, puis l'article 13 de la loi du 25 frimaire an VIII, réduisit cette peine à un emprisonnement de 6 mois à 2 ans.

Enfin, la loi du 12 mai 1806 édicte des pénalités contre les auteurs de menaces d'incendie sous condition: elle les punit de 4 ans de fers, et le coupable sera flétri sur l'épaule gauche de la lettre F.

Ces infractions étaient, comme nous l'avons dit plus haut, de la compétence de juridictions spéciales.

La loi pénale antérieure au Code pénal de 1810 envisageait par conséquent deux sortes de menaces d'incendie: la menace verbale par écrit sans condition qui ne constituait qu'un simple délit et la menace par écrit conditionnelle qui, elle, était élevée au rang de crime.

Le Code pénal de 1810 n'a pas conservé cette distinction. En effet, son article 436 était primitivement ainsi conçu: « La menace d'incendier une habitation ou toute autre propriété sera punie de la peine portée contre la menace d'assassinat et d'après les distinctions établies par les articles 305, 306 et 307. »

(1) JOUSSE, *op. cit.*, III, p. 662.

(2) Ordonnance criminelle de 1765.

Le rapporteur au Corps législatif expliquait cette assimilation de la menace d'incendie et de la menace d'assassinat dans les termes suivants :

« Votre commission a pensé que vous trouveriez convenable de suivre la même règle à l'égard des menaces d'incendie et de les traiter comme celles de mort.

« Les menaces de mort sont, si l'on veut, plus graves, mais celles d'incendie sont d'exécution plus facile; il y a moins de moyens de se prémunir contre leur effet et les considérations, qui réclament contre l'incendie les mêmes peines que contre l'assassinat, semblent demander que les menaces de ces deux crimes reçoivent aussi une punition semblable. »

La menace d'incendie étant punie de la même peine que la menace d'assassinat d'après les distinctions établies par les articles 305, 306, 307 du Code pénal, il en résulte les conséquences suivantes: la menace d'incendie formulée dans un écrit anonyme ou signé et avec l'ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition, sera punie d'un emprisonnement de 2 à 5 ans et d'une amende de 150 à 1.000 francs. Si cette menace n'est accompagnée d'aucun ordre ni condition, la peine sera de 1 à 3 ans d'emprisonnement et de 100 à 600 francs d'amende. Enfin, si la menace avec ordre ou sous condition n'est que verbale, la peine est réduite à un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et à une amende de 25 à 300 francs.

Ainsi, la simple menace verbale, sans ordre ni condition, n'est pas réprimée par le code comme elle l'était sous l'empire du Code pénal de 1791 et de la loi du

25 frimaire an VIII, qui ne prenaient pas en considération les modalités que pouvait revêtir celle-ci et les punissaient même si la simple menace verbale d'incendie avait été prononcée sans intention de la réaliser, sans écrit ni sommation, alors même qu'elle s'était manifestée dans la chaleur d'une querelle et sans qu'aucune circonstance eût assuré le sérieux et la gravité de cette menace.

La Cour de Cassation en avait décidé ainsi dans un arrêt du 20 mars 1807 (3).

Le législateur de 1810 a estimé que, pas plus que la menace verbale d'attentat contre les personnes, sans ordre ni condition, celle, également verbale, d'incendier, sans ordre ni condition, n'était susceptible de présenter une gravité suffisante pour pouvoir être considérée comme un délit.

Mais cette assimilation établie par le renvoi de l'article 346 aux articles 304 et suivants donne lieu à des difficultés d'application et suscite bien des controverses.

L'article 436 du Code pénal prévoyait la menace d'incendier « une habitation ou toute autre propriété ». Fallait-il entendre par là que la menace d'incendier une propriété quelconque, ou même, en envisageant les termes de l'article 436 dans un sens très large, celle d'incendier un objet quelconque, pouvait constituer l'infraction? Ou bien fallait-il que la propriété menacée figurât dans l'énumération de l'article 434?

Certains criminalistes admettent la première opinion. Ils se fondent sur les termes généraux de l'article

(3) B. 56; S. Chr.

436. En effet, disent-ils, si le législateur avait voulu restreindre la portée de cet article, il l'aurait indiqué, semble-t-il, en mentionnant par exemple qu'il n'était applicable qu'aux menaces d'incendier les habitations ou autres propriétés énumérées dans l'article 334. En ne le faisant pas, il paraît avoir entendu que la disposition serait générale et réprimerait toutes les menaces d'incendier une propriété quelle qu'elle fût (4).

Par contre d'autres auteurs combattent cette solution en lui portant la critique suivante: si l'on admettait que la menace était punissable quel que soit l'objet mobilier ou immobilier visé, on arriverait à ce résultat inadmissible que la menace motiverait l'application d'une peine correctionnelle très rigoureuse, alors que la réalisation de la menace ne constituerait que la contravention de dommage à la propriété mobilière d'autrui, punie par l'article 479 du Code pénal, d'une peine de simple police très légère. Il se produirait que la menace serait punie beaucoup plus sévèrement que le crime réalisé lui-même (5).

La loi du 2 avril 1892 modifiant l'article 346 semble avoir apporté une solution à ces controverses; la nouvelle rédaction de cet article est en effet la suivante: « La menace d'incendier ou de détruire par l'effet d'une mine ou de toute substance explosible, les objets compris dans l'énumération de l'article 435 du Code pénal, sera punie de la peine portée contre la menace

(4) *BLANCHE, op. cit.*, t. 6, n° 544. *Sic* CARNOT, sous art. 436.

(5) *Sic* CHAUVEAU et HÉLIE, VI, n° 257. Répertoire Dalloz: Dommage. Rép. PP. Dalloz. Menaces, n° 15. LE POITTEVIN, *Dictionnaire des Parq.*, 6^me édit. Menaces, n° 14.

d'assassinat et d'après les distinctions établies par les articles 305, 306 et 307. »

Il y a donc deux innovations dans ce texte :

1° En ajoutant les mots : « ou de détruire par l'effet d'une mine ou toute autre substance explosible », le législateur a voulu assimiler la menace d'explosion à celle d'incendie.

2° L'expression : « Une habitation ou toute autre propriété » a été remplacée par : « Les objets compris dans l'énumération de l'article 435 du Code pénal ».

Ce second changement paraît donc donner satisfaction aux partisans de la théorie qui envisageait la répression des menaces d'incendie comme susceptible d'extension à tous objets.

En effet, si l'on se reporte à l'article 435 du Code pénal, on s'aperçoit que celui-ci, après avoir énuméré un certain nombre de propriétés dont il réprime la destruction, ajoute à cette énumération l'expression très générale suivante : « Et tous objets mobiliers ou immobiliers de quelque nature qu'ils soient. »

Il s'ensuit que la théorie restrictive paraît erronée si l'on s'en tient à ce texte et si l'on considère que le législateur, qui n'ignorait pas les controverses anciennes, a vraisemblablement voulu les conséquences rigoureuses qu'entraînait l'extension de la répression des menaces d'incendie à celles d'incendier tous objets quels qu'ils soient.

Cependant, ces raisons, si fortes soient-elles, paraissent à beaucoup d'auteurs bien moins convaincantes si

l'on s'en tient à l'esprit de la loi et si l'on considère les conditions dans lesquelles elle fut votée.

Cette loi fut en effet une loi de circonstances, élaborée rapidement sous l'impression des attentats anarchistes. Son but n'a été en réalité que d'assurer la répression de la destruction à l'aide d'explosifs; la modification de l'article 436 a pour unique raison d'assurer l'harmonie entre les dispositions nouvelles punissant ce genre de menaces et l'article 435 qui prévoit ce mode de destruction (6).

D'autre part, avec la nouvelle rédaction, il subsiste toujours que si on l'applique à la lettre, on arrive à cette conséquence absurde que l'on peut punir la menace d'un crime plus sévèrement que ce crime lui-même s'il était consommé.

Il nous faut donc reconnaître que ces arguments paraissent convaincants et que l'on peut conclure avec juste raison: « Que la menace d'incendie n'est punissable qu'autant que les objets qui doivent être incendiés sont au nombre de ceux que l'article 434 du Code pénal protège contre l'incendie ».

Mais, la controverse est demeurée dans le domaine doctrinal et aucune de ces questions importantes ne paraît avoir été résolue par la jurisprudence, qui s'est bornée jusqu'ici à statuer sur des points secondaires. Nous n'avons pu relever en effet que des décisions ne présentant qu'un intérêt restreint à être rapportées et qui, en effet, se contentent d'apprécier si des menaces

(6) *Sic* R. P. D.; LE POITTEVIN, *loc. et op. cit.*; GARÇON, C. P. *ann.*, art. 436, n° 6 et suiv.

d'incendie formulées en termes vagues, tombent ou non sous le coup de l'article 436.

§ 2. — Menaces de déraillement.

Une disposition législative, autre que l'article 436 du Code pénal, prévoit des mesures répressives à l'égard des auteurs d'attentats contre les choses; c'est l'article 18 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer.

Cet article décide que: « Quiconque aura menacé par écrit anonyme ou signé, de commettre un des crimes prévus par l'article 16: « détruire ou déranger la « voie de fer, placer sur la voie un objet faisant obstacle « à la circulation ou employer un moyen quelconque « pour entraver la marche des convois ou les faire sortir « des rails », sera puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans dans le cas où la menace a été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué ou de remplir toute autre condition.

« Si la menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine est d'un emprisonnement de 3 à 2 ans et d'une amende de 100 à 500 francs.

« Enfin si la menace avec ordre ou condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de 15 jours à 6 mois et d'une amende de 25 à 300 francs. »

Un dernier alinéa de cet article prévoyait que : « dans tous les cas, le coupable pouvait être mis sous la surveillance de la haute police pour un temps qui ne pouvait être moindre de 2 ans ni excéder 5 ans ».

Cette disposition a été abrogée par la loi du 27 mai 1885.

Ce texte ne présentant aucune difficulté d'interprétation, il nous a paru inutile de le commenter. Remarquons simplement que les distinctions entre les menaces écrites et les menaces verbales sont conservées, mais que les pénalités sont différentes de celles édictées par le Code pour les menaces de mort et d'attentat contre les personnes, alors que, pour les menaces d'incendie, elles sont identiques.

CHAPITRE III

Caractères et nature des menaces Fondement de leur répression

La loi française, contrairement à certaines législations étrangères, pas plus qu'elle ne nous donne de définition des menaces, ne nous indique leur caractère et leur nature. Les travaux préparatoires du Code pénal, l'exposé des motifs des articles 305 à 308, les précédents historiques sont, sinon muets, du moins très peu explicites sur ce point.

C'est au juge du fait qu'il appartient de déterminer ces caractères et de décider si les propos employés contiennent réellement une menace punissable. Ce principe a été posé par un arrêt de la Cour de Cassation du 13 décembre 1863 (1).

Dans la plupart des cas, les menaces sont exprimées clairement par leur auteur et les éléments constitutifs du délit étant de toute évidence réunis, la solution est simple: elles tombent indiscutablement sous le coup de la loi pénale.

(1) D., 1864, 1, 454.

Mais il peut arriver qu'elles soient formulées dans des expressions plus ou moins vagues, ce qui ne diminue ni leur effet, ni leur gravité.

C'est généralement l'élément d'ordre et de condition qui donne lieu à difficulté.

La tâche du juge devient alors plus délicate, car il doit apprécier la gravité des menaces, décider jusqu'à quel point elles sont punissables et à partir de quel moment elles tombent sous le coup des articles 305 à 308 du Code pénal. Sa mission consiste à en interpréter les termes et la portée, et cette interprétation peut être soumise au contrôle de la Cour de Cassation (2). En conséquence, doit donc être annulé pour insuffisance de motifs, l'arrêt qui condamne un prévenu pour menaces, sans spécifier les paroles incriminées, ce qui fait que la Cour de Cassation est mise dans l'impossibilité d'exercer le contrôle qui lui appartient (3).

Par ailleurs, en envisageant la question à un autre point de vue, nous admettons bien que le délit de menaces est un délit intentionnel, et que l'auteur doit les avoir sciemment proférées; mais plus précisément, pour être punissable, doit-il avoir voulu réaliser la menace s'il n'obtenait pas satisfaction, ou avoir voulu uniquement contraindre la volonté de sa victime par ce moyen?

Ce problème pose des questions aussi nombreuses que particulières. Sur quel fondement le juge doit-il s'appuyer pour motiver son appréciation?

(2) Cass. 14 décembre 1912, B. 641.

(3) Cass., 15 mai 1920, B. 225, p. 364, et 7 août 1928, B. 240, p. 484.

La répression de quelle sorte de manquement à la loi pénale doit-il avoir en vue lorsqu'il prononce la peine?

En quoi doit consister l'intention criminelle qu'il a mission de réprimer?

Deux théories différentes donnent réponse à ces questions que nous examinerons dans les chapitres qui vont suivre.

La première de ces théories affirme que le juge, en punissant les menaces, doit réprimer la résolution de commettre le délit annoncé, car tel a été le but poursuivi par le législateur.

La seconde prétend au contraire qu'il doit viser à punir la violence morale produite par les menaces engendrant la contrainte.

Ces deux théories, outre certains arguments qu'elles invoquent, s'appuient l'une et l'autre sur une certaine jurisprudence.

§ 1. — Théorie qui vise à réprimer dans la menace la résolution criminelle de l'agent.

Cette première conception du fondement de la répression des menaces est chronologiquement antérieure à celle que nous exposerons plus loin. Elle est formulée en particulier dans les ouvrages de M. Rossi (4), dans le *Répertoire du Droit criminel* de Maurin (5), dans la note insérée sous un arrêt de la Cour de Bor-

(4) *Op. cit.*, n° 109 et suivants.

(5) Sous « Menaces », t. II.

deaux du 8 août 1867 (6), enfin dans l'ouvrage de M. Molinier (7).

Exposons donc les principales idées émises par les partisans de cette théorie :

Un acte absolument interne, un acte purement moral ne saurait être, en aucun cas, du ressort de la justice humaine, et la simple résolution criminelle, qui n'est pas parvenue à la connaissance d'autrui, ne pourrait faire encourir aucune peine. Et même, si la résolution est extériorisée, connue le principe contenu dans l'adage *Cogitationis paenam nemo patitur* interdit les poursuites et l'application d'une pénalité. Seules des mesures préventives peuvent être envisagées, et c'est seulement lorsqu'il y aura tentative de réalisation de l'infraction, c'est-à-dire que cette résolution sera manifestée par un commencement d'exécution, que la loi pénale pourra en atteindre l'auteur.

Cependant, il y a exception à ce principe lorsque la résolution criminelle s'extériorise d'une façon spécialement grave et présentant un danger social particulièrement sérieux.

La loi pénale, dit M. Molinier (8), a formulé ces exceptions en réprimant :

La proposition faite à autrui de se concerter pour commettre un délit ;

Le complot ;

Enfin, « les menaces et le chantage ».

La législation criminelle ne considère donc la menace comme un délit que lorsqu'elle révèle une résolu-

(6) S. 1867, 2, 273.

(7) *Traité de droit pénal*, p. 36.

(8) *Op. et loc. cit.*

tion bien déterminée de commettre un attentat contre les personnes ou, dans certains cas exceptionnels, un attentat contre les biens.

Et cela est d'autant plus vrai que notre Code pénal range la menace de commettre un attentat contre les personnes parmi les crimes et délits contre les personnes, entre l'homicide et les coups et blessures. Quant à celles d'attentat contre les biens, en l'occurrence, les menaces d'incendie (les menaces de déraillement sont envisagées par une loi spéciale), nous les trouvons parmi les crimes et délits contre les propriétés, réprimés immédiatement après l'incendie volontaire.

L'idée directrice de cette théorie fournit une explication à certaines particularités de notre système de répression des menaces et à certaines conditions qu'il exige pour connaître de ce délit.

C'est ainsi, par exemple, que la menace simplement verbale sans ordre ni condition n'est pas considérée comme un délit, car la loi a en vue la punition de la résolution criminelle, et ce genre de menace, généralement imprécise et vague, n'en indique aucune.

Par contre, une menace par écrit ou accompagnée d'un ordre ou d'une condition révèle une détermination criminelle bien arrêtée, car dans ces deux hypothèses elle n'est pas proférée à la légère, elle est réfléchie, elle est la preuve d'un dessein prémédité. Cette menace est susceptible d'engendrer chez celui à qui elle est adressée une alarme bien légitime, et dès lors, elle rend nécessaire l'intervention de la justice pour prévenir l'exécution du crime annoncé.

C'est aussi pour cette raison que la loi ne fait au-

cune différence entre l'écrit anonyme et celui qui est signé, car, dans ces deux cas, le projet criminel peut être identique.

Ainsi pouvons-nous exposer la première théorie qui s'efforce de nous donner un fondement à notre système de répression des menaces et répondre aux diverses questions qu'il soulève.

**§ 2. — Théorie qui prétend réprimer dans la menace
le trouble de la liberté et la contrainte morale
qu'elle produit**

C'est la théorie émise par la majorité de nos criminalistes modernes; c'est, entre autres, celle que nous trouvons exposée dans les ouvrages de M. Garçon (9), de M. Le Poittevin (10), de M. Morin (11), de M. Goyet (12); nous rencontrons également la même opinion dans le *Répertoire Dalloz* (13). Enfin, M. Garraud (14) est le plus fidèle adepte de cette théorie, suivi intégralement sur ce point par M. Diday (15).

Pour ces auteurs, le fondement de la répression des menaces par notre droit pénal ne doit pas être recherché dans la punition de la résolution criminelle de commettre l'attentat annoncé, mais dans celle de la contrainte qu'elles engendrent dans l'esprit de la personne menacée.

(9) *Op. et loc. cit.*, p. 734 et suiv.

(10) Sous « Menaces », n° 5.

(11) Note sous arrêt de la Cour de Bordeaux, 8 août 1867, *Journal de Droit criminel*, 1867, n° 8503.

(12) *Op. cit.*, n° 311, p. 227.

(13) Sous « Menaces », n° 8.

(14) *Op. cit.*, t. V, n° 1951 et suiv.

(15) Thèse précitée, p. 36 et suiv., 41 et suiv.

En d'autres termes, il ne faut pas considérer l'intention de réaliser les menaces comme un élément du délit, et la répression n'a de raison d'être que si l'on considère l'atteinte à la sécurité publique qu'elles produisent, car, dit M. Garraud (16), en s'inspirant fortement de la conception du droit allemand (17) « la menace enlève à celui contre lequel elle est dirigée, le sentiment de sécurité que l'organisation sociale a pour but d'assurer ». Ce qui doit être puni, c'est le fait de peser méchamment sur la volonté d'autrui, moyen de violence morale engendrant la contrainte de la volonté, et l'obligeant à accomplir un acte quelconque, auquel elle se serait refusée si elle avait agi librement.

C'est bien à tort d'ailleurs, affirment les partisans de cette théorie, que la législation française range la menace parmi les infractions qu'elle doit annoncer pour être punissable; elle aurait dû la rattacher, comme la plupart des législations étrangères, aux délits contre la liberté ou contre la sécurité publique.

La menace, qui semble être considérée, par les partisans de la théorie précédente, comme une sorte de tentative avant tout commencement d'exécution (si nous pouvons nous exprimer ainsi), se différencie nettement de la tentative criminelle. En effet, si on doit exiger, pour qu'il y ait tentative, un commencement de consommation du crime, par conséquent que ce crime soit réalisable, pour le délit de menace, il n'est pas nécessaire que cette menace le soit, car, seule, la

(16) *Op. cit.*, n° 1951, *in fine*.

(17) Voir sur ce point VON LITZ, *Traité de Droit pénal allemand*. Traduction française, VII, p. 121, n° 1 et suiv

contrainte morale qu'elle engendre est à prendre en considération.

Et M. Garraud conclut, de même que son disciple M. Diday (18), que, pour être punissable, la menace doit présenter deux éléments, un élément subjectif et un élément objectif:

Le premier résulte de l'intention d'effrayer par haine ou méchanceté ou dans un but d'extorsion;

Le second, du trouble réellement apporté à la sécurité d'autrui.

Ces criminalistes expliquent entre autres, par cette idée que nous venons d'exposer, la distinction des menaces écrites et verbales: ces différentes circonstances peuvent en effet donner à la menace plus ou moins de gravité et augmenter plus ou moins la crainte et l'alarme de la personne menacée. De même, si le législateur fait une distinction entre la menace pure et simple et celle qui est accompagnée d'un ordre ou d'une condition, c'est que l'ordre et la condition font de la menace un acte de violence morale plus grave, produisant un trouble plus sérieux de la liberté, une contrainte de la volonté plus grande.

§ 3. — Position de la jurisprudence sur la question des caractères, de la nature de la menace et du fondement de sa répression lorsqu'elle constitue un délit « sui generis ».

Il nous faut tout d'abord remarquer que la jurisprudence de la Cour de Cassation, susceptible de nous éclairer sur cette question, est bien peu abondante.

(18) Thèse précitée, p. 41 et suiv.

En effet, mis à part un arrêt du 20 mars 1807, donc antérieur au Code pénal, qui décide qu'une menace d'incendie est punissable bien qu'elle n'ait pas révélé l'intention réelle d'incendie, nous n'avons pu relever qu'un arrêt : Torre, du 18 septembre 1851 (19), nous donnant une réponse précise. Nous y trouvons le motif suivant: « Attendu qu'il n'est jamais permis de se faire justice soi-même; que la menace qui révèle l'intention de recourir au crime doit être réprimée pour le prévenir. »

Cette décision donne donc satisfaction aux partisans de la théorie que nous avons exposée en premier, c'est bien la punition de la résolution criminelle qu'a en vue ici la Cour Suprême et nous estimons, contrairement à M. Garçon (20) que cette phrase ne laisse aucun doute sur son opinion.

Par contre, dans un arrêt Lissageray du 8 février 1884 (21) cassant, pour d'autres motifs d'ailleurs, un arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 13 décembre 1883 (22) qui admettait que le délit de menace n'était pas caractérisé « parce qu'il ne paraissait pas que les prévenus eussent l'intention de mettre personnellement leurs menaces à exécution », la Cour de Cassation s'est dérobée. En effet nous trouvons dans cet arrêt le motif suivant indiquant bien qu'elle a évité de se prononcer: « En admettant même que l'élément de fait, dont l'existence a paru douteuse à la Cour d'Appel,

(19) S. 1852, 1, 222.

(20) *Op. et loc. cit.*, n° 32.

(21) B. 33; S. 86, 1, 84, p. 86; I. 174; D. 84, 1, 305.

(22) *Gaz. Palais*, 84, t. II, 1^{re} partie, p. 23.

fût réellement nécessaire pour caractériser le délit de menaces. »

Par conséquent, nous sommes obligés de constater que, quoi qu'en disent certains auteurs, dans les seules occasions où la Cour de Cassation s'est prononcée, elle n'a pas donné raison aux partisans de la théorie qui veulent uniquement réprimer dans la menace la contrainte morale qu'elle produit.

En effet, en faveur de l'opinion opposée nous n'avons pu relever, outre l'arrêt Lissageray cité précédemment, qu'une seule décision de Cour d'Appel; Cour d'Appel de Lyon, 18 juillet 1888, confirmant un jugement du Tribunal correctionnel de Lyon du 14 mai 1888 (2), dans lequel il est dit que « la menace de mort, faite avec ordre ou sous condition, ne tombe sous l'application des articles 305 et 307 du Code pénal qu'autant que l'ordre et la condition sont le résultat d'une résolution préméditée ».

Nous pouvons citer encore en ce sens un jugement du Tribunal correctionnel d'Agen du 21 février 1886 où l'on trouve que des menaces ne tombent pas sous le coup des articles 305 et suivants du Code pénal pour le motif « qu'elles n'impliquent pas, dans l'espèce, un dessein arrêté de celui qui les avait proférées ».

Les autres jugements donnant raison à cette théorie, ont été, nous le verrons plus loin, réformés par les cours d'appel.

(23) *Gaz. Palais*, tables 1888, p. 159; *Moniteur de Lyon*, 5 juin 1880.

Par contre, il existe de nombreuses décisions des cours et des tribunaux, motivant les pénalités qu'elles prononcent contre les auteurs de menaces en invoquant la protection de la liberté des personnes ainsi que la nécessité de réprimer la violence morale.

La première décision, qui admet d'une façon formelle cette théorie, est un arrêt de la Cour de Bordeaux du 8 août 1867, réformant un jugement du Tribunal de Bazas (24). Cet arrêt est très fortement motivé, et afin d'exposer les arguments de la jurisprudence pour justifier cette théorie, nous en reproduisons les motifs essentiels suivants: « Attendu que pour se dispenser d'appliquer à X... la peine par lui encourue d'après les faits reconnus à sa charge, le Tribunal s'est fondé sur ce que l'arme à feu dont le prévenu avait menacé Masson n'était pas chargée, la menace perdant son caractère délictueux; attendu, qu'elle ne pouvait pas être suivie d'effet et qu'elle ne renfermait pas l'intention criminelle qui est un des éléments constitutifs du délit; attendu que cette thèse est essentiellement erronée en droit; que dans le cas dont il s'agit au procès, en effet, celui d'une menace verbale avec ordre ou sous condition, la loi n'a rien exigé de plus pour l'existence du délit que la réunion de ces deux circonstances, la menace de mort ou de tout autre attentat contre la personne spécifié dans l'article 305 et l'ordre ou condition; que l'intention plus ou moins démontrée de passer de la menace à l'exécution, de la part du délinquant, n'a été nullement prise en considération, non seulement parce que la preuve de cette intention pouvait consti-

(24) S. 67, 2, 273; P. 67, 985; D. 68, 2, 164.

tuer un autre genre d'infraction plus grave, mais encore parce que la simple menace est à elle seule un délit « sui generis » qui existe par là même, et dont la répression s'explique par la nécessité de ne pas laisser impunie une violence, qui, bien que non suivie d'effet, est déjà un trouble grave à la paix publique, et peut troubler au plus haut degré celui qui en est l'objet et amener les plus regrettables résultats; que ce délit existe donc par cela seulement que le trouble a été causé indépendamment de toutes circonstances plus ou moins graves. »

Cette opinion fut admise par de nombreux arrêts, entre autres, un arrêt de la Cour d'appel de Toulouse, Rey, du 29 juillet 1871 (25), rendu dans de semblables circonstances, où nous relevons le motif suivant: « Attendu que, sans même que le fusil soit chargé, une pareille menace de mort rentre dans l'article 307 du Code pénal, si, sérieusement faite, elle peut intimider celui à qui on l'adresse, car c'est la *liberté des personnes qu'a voulu protéger le législateur*, par les dispositions de cet article. »

De même, dans un arrêt Pianelli du 14 mars 1884, rendu par la Cour de Lyon (26), réformant une décision du Tribunal correctionnel de cette ville qui avait jugé que « la menace ne peut constituer un délit que lorsqu'elle révèle chez le prévenu la résolution arrêtée de mettre à exécution le crime annoncé », nous trouvons que l'intention délictueuse, élément constitutif du délit de menace, « consiste non pas dans l'intention d'exé-

(25) D. 71, 2, 1926; P. 71, 643; D. 722, 147,

(26) D. 85, 2, 262,

cuter réellement le crime lui-même, mais dans le dessein de peser *méchamment par un moyen de contrainte morale*, sur la volonté d'autrui, pour l'obliger à un acte ou une abstention auxquels, libre, il se fût refusé ».

Enfin, tout récemment, un jugement du Tribunal correctionnel de Bar-le-Duc nous dit que « l'intention coupable, en l'espèce *l'intention d'intimider*, est seule à retenir ».

Sans insister davantage, nous voyons que la jurisprudence se range indiscutablement du côté de la théorie qui propose comme fondement de la répression du délit de menaces, la punition de la contrainte morale, l'atteinte à la liberté qu'elles engendrent et non la résolution criminelle qu'elles peuvent révéler.

§ 4. — Appréciation de ces théories.

De l'examen qui précède, nous devons conclure que la doctrine et la jurisprudence, tout au moins la jurisprudence des Cours d'Appel et des Tribunaux, puisque la Cour de Cassation n'a qu'incidemment répondu à la question, se sont stabilisées et se refusent à admettre que la punition de la résolution criminelle est le fondement de la répression des menaces.

Que devons-nous penser de cette opinion ?

Il nous faut tout d'abord constater que cette théorie a une valeur indiscutable et que des arguments de poids existent en sa faveur.

D'ailleurs cette résolution criminelle, condition nécessaire pour que la menace soit punissable, de quelle façon le juge pourra-t-il l'établir? Il n'en a pas les

moyens; la pensée est libre, personnelle, secrète; il est impossible à l'organisme judiciaire de la saisir autrement que par des présomptions.

De cette résolution criminelle, il n'y a possibilité que d'avoir un aperçu vague et confus, trop vague, trop confus pour qu'elle puisse être uniquement prise en considération et pour servir à elle seule de fondement à la répression de la menace. Par contre, l'effet que celle-ci produit sur la victime, la contrainte morale qu'elle engendre, sont des éléments beaucoup plus solides, beaucoup plus tangibles, beaucoup plus à la portée du juge, que l'acte purement moral qu'est la résolution criminelle.

D'ailleurs, punir la seule pensée criminelle aurait fréquemment cette fâcheuse conséquence d'entraîner à pratiquer une investigation morale qui ferait tomber dans l'arbitraire.

Et pourtant, une telle théorie ne manque pas d'être séduisante, car elle considère, en quelque sorte, la répression de l'infraction comme pouvant intervenir, selon les circonstances, à trois moments différents: lorsqu'elle est entièrement réalisée, lorsqu'il y a eu tentative de cette infraction, c'est-à-dire lorsque la culpabilité du délinquant s'est manifestée par un commencement d'exécution du délit; enfin, dès que la simple résolution criminelle est établie. Ainsi, s'il était dans le pouvoir de l'homme de parvenir avec certitude à connaître le projet criminel, il se produirait le résultat idéal au point de vue pénal, que le mal serait réprimé dès sa naissance et qu'il n'y aurait qu'à frapper le délinquant d'une certaine peine, peine de présomption

plutôt que châtiment, pour prévenir l'exécution du crime. Ce serait là un résultat excellent, tant au point de vue social qu'au point de vue du délinquant lui-même.

Mais cela, nous l'avons dit, n'est pas du pouvoir de l'homme; il n'a pas de moyen légitime d'arriver à cette certitude, il doit se contenter de simples présomptions.

Faut-il pour cela abandonner complètement cette idée et ne punir dans la menace que l'intimidation qu'elle produit ou mieux l'intention de produire cette intimidation?

Faut-il, en l'état actuel de notre législation, en envisageant sa répression, négliger de prendre en considération le point de savoir si le coupable a eu l'intention de réaliser l'attentat qu'il annonce? Nous ne le croyons pas.

Tout d'abord, cette intimidation, cette contrainte morale ne peuvent être produites que par une menace sérieuse; il faut que la victime soit persuadée que le coupable réalisera sa menace si elle ne s'exécute pas, sinon la menace devient « la simple jactance » dont parle l'exposé des motifs des articles 305 à 308, et elle ne tombe plus sous le coup de la loi pénale.

Or cette qualité de « sérieux » n'est généralement pas produite par une simple apparence; elle n'est pas que le fruit d'une simulation. Ce caractère est réalisé, dans la plupart des cas, non seulement si le coupable paraît avoir l'intention d'en venir à la réalisation, mais s'il l'a réellement.

D'autre part, ce fait de ne tenir aucun compte d'une résolution criminelle bien déterminée peut donner

lieu, sinon à des injustices, du moins à des inconséquences.

Il est bien évident, en effet, qu'il ne serait pas équitable d'infliger les mêmes peines à un individu qui a proféré une menace avec l'intention de la réaliser s'il n'obtenait pas satisfaction, et à un autre qui n'a eu pour but que d'effrayer.

Il y a incontestablement, entre ces deux cas, une différence dans le degré de criminalité des délinquants, et leur culpabilité ne saurait être appréciée également.

Dans le même ordre d'idées, serait-il juste, par exemple, de punir de peines semblables un individu coupable de menaces de mort, dont la victime s'est exécutée sans résistance, qui aurait tué cette dernière si elle avait esquissé le moindre refus, et un autre, qui a eu simplement l'intention d'intimider sa victime et qui, si elle ne lui avait pas obéi, s'en serait allé tout simplement? Indiscutablement non.

Il paraît d'ailleurs dangereux de perdre de vue complètement la répression de la résolution criminelle, car, si on omet de la punir, l'auteur peut, dans une autre circonstance, en venir à l'exécution.

De plus, cette objection majeure qu'il est impossible de connaître la détermination à réaliser le crime annoncé, est-elle donc si absolue? Ne peut-on faire, dans certains cas, état de certaines présomptions qui ressortiraient des circonstances de la cause, des précédents et de la réputation du coupable ou de sa mentalité?

Rien ne s'oppose à ce que ce point de vue soit admis. Le législateur nous donne d'ailleurs un exemple que nous pouvons rapprocher de notre matière, où

l'intention de commettre le crime est prise formellement en considération.

En effet, en matière d'homicide, le Code pénal fait une distinction essentielle entre les coups qui, ayant occasionné la mort, ont été portés avec l'intention de la donner, et ceux qui l'ont été sans l'intention de la donner; dans ce dernier cas, la peine est considérablement réduite.

D'ailleurs cette intention d'effrayer qu'exigent certains auteurs pour que la menace soit punissable (entre autres MM. Garraud et Diday), peut être souvent en fait confondue avec l'intention de réaliser le crime; comment distinguer ces deux intentions? La plupart du temps, il faut le reconnaître, en se contentant de présomptions, et seul, le coupable lui-même, par son aveu, sera susceptible d'éclairer avec certitude le juge sur la nature de son intention.

Enfin, cette faculté pour le juge de mettre sous la surveillance de la haute police l'auteur de menaces, quel est en réalité son fondement? Est-elle édictée par le législateur pour permettre de surveiller des individus dangereux, en considérant simplement qu'ils sont capables d'exercer sur leurs semblables une violence morale dans un but d'extorsion?

Ne serait-ce pas également, dans la plupart des cas, parce qu'il résulte des éléments de la cause, que ces individus sont capables d'en venir à l'exécution du crime en toute autre circonstance? Cela nous paraît vraisemblable. Signalons, à l'occasion, que le Code pénal polonais exige comme condition d'imputabilité des menaces, délits en elles-mêmes, non seulement qu'elles

soient capables de jeter la crainte dans l'esprit de la personne qui en est l'objet, mais aussi qu'il soit vraisemblable que le coupable exécutera l'infraction annoncée (27).

Que conclure finalement de toutes ces observations?

Incontestablement, il nous faut faire crédit au système qui propose de punir, dans la menace, l'atteinte à la sécurité publique et à la liberté des personnes qu'elle produit. L'exemple des législations étrangères nous le prouve. L'avant-projet du Code pénal français, dans les articles 398 à 401, range d'ailleurs les menaces dans le chapitre intitulé « Atteintes à la liberté des personnes ». Il serait pourtant idéal de pouvoir réprimer la résolution criminelle indépendamment des résultats qu'elle peut produire, mais nous devons, faute de mieux à vrai dire, nous en tenir à ceux-ci.

Cependant, nous estimons que, si d'après les circonstances de la cause, il est possible d'arriver à avoir, non pas la certitude, mais une solide présomption que le coupable a eu l'intention de passer à l'exécution de l'attentat, le juge ne peut, à notre avis, ne pas en tenir compte.

Comment le fera-t-il? En prononçant, selon le cas, une pénalité plus ou moins élevée, et cela rentre dans sa mission, puisqu'il doit évaluer la peine en considération du degré de culpabilité du délinquant.

(27) Voir *infra*, p. 208.

APPENDICE

Cumul d'infractions

Cette situation peut se présenter en notre matière, sous ses deux aspects: cumul réel, cumul idéal. Sans aucun doute, les principes du droit commun, qui ont donné lieu à tant d'hésitations, d'incertitudes et de controverses, doivent s'appliquer ici. Examinons cependant, sommairement, ces deux hypothèses. Le cas d'un cumul réel peut se présenter par exemple lorsque l'individu coupable de menaces de mort a exécuté ces menaces en assassinant la personne qui en était l'objet : la réalisation de ce crime ne fait pas disparaître le délit antérieurement consommé, et la Cour de Cassation a même décidé dans une espèce, où un certain intervalle de temps séparait les menaces et leur exécution, que le Tribunal correctionnel s'était à bon droit déclaré compétent pour connaître d'un tel délit et que la communauté de mobile, sous l'influence duquel le coupable avait commis le crime, n'entraînait pas la connexité des deux infractions (1).

(1) Cass., 20 juillet 1882 (S. 84, 1, 350; D. 83, 1, 46).

D'autre part, de la multiplicité des textes législatifs prévoyant la menace, il s'ensuit que celle-ci peut tomber sous le coup de plusieurs dispositions pénales. Il y a alors cumul idéal ou formel d'infractions. Différentes qualifications sont possibles et différentes peines sont susceptibles d'être appliquées. Sous quelle qualification la menace devra-t-elle être poursuivie et quelle pénalité faudra-t-il prononcer contre le coupable ?

Nous devons tout d'abord mettre à part l'hypothèse où elle constitue la circonstance aggravante d'une autre infraction. Il n'y a pas à proprement parler ici cumul idéal d'infractions, car le fait de la réunion de la menace et d'une autre infraction donne jour à un crime ou à un délit nouveau, ayant ses pénalités et ses règles de poursuites propres.

Mais la situation la plus délicate est celle où elle réunit les conditions de poursuites des articles 305 et suivants et où elle est en même temps l'élément constitutif d'une autre infraction. Dans un cas semblable, il y a véritablement cumul idéal d'infractions, qui doit être traité suivant les règles propres à cette situation. Il faut lui appliquer ce principe désormais incontesté par la doctrine française, qui affirme que le fait doit être qualifié sous sa plus haute expression pénale. La qualification la plus grave doit par conséquent être seule retenue et la peine la plus forte appliquée.

CINQUIEME PARTIE

Etude sommaire de droit comparé

Si nous comparons l'ensemble des législations pénales étrangères et la législation française en matière de menaces, nous constatons qu'elles ne diffèrent pas sensiblement en ce qui concerne la répression des menaces, éléments ou circonstances aggravantes de certaines infractions, si ce n'est sur certains points de détails. Par contre, deux conceptions apparaissent lorsque la menace est envisagée en temps que délit « sui generis » : une conception restrictive représentée par les législations françaises et belges, une conception beaucoup plus large représentée entre autres par les droits répressifs allemand, anglais (1), chinois, danois, letton, polonais, suisse (2) et surtout italien.

Alors que, dans la première conception, la menace, pour être punissable par elle-même, doit se présenter avec certaines conditions bien déterminées, dans la se-

(1) S. 24 et 25; Vict. C. 100, S. 16 et C. 97, S. 50.

(2) Code de Zurich, p. 91; du Valais, art. 272; de Schaffhouse, art. 273.

Le Code pénal suisse du 21 décembre 1937, qui n'entrera en vigueur que le 1^{er} janvier 1942, nous propose une formule particulièrement heureuse contenant la répression des menaces en tant qu'infraction distincte dans ses articles 180 et 181, du titre des « crimes et délits contre la liberté », ainsi conçus :

Art. 180. — Menaces. — Celui qui par une menace grave, aura alarmé ou effrayé une personne, sera puni sur plainte de l'emprisonnement ou de l'amende.

Art. 181. — Contrainte. — Celui qui, en usant de violence envers une personne ou en la menaçant d'un dommage sérieux ou en l'entravant dans sa liberté d'action, l'aura obligée à faire, à ne pas faire ou à laisser faire un acte, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

conde, elle est entendue avec sa signification la plus large, la plus naturelle, peut-on dire, ainsi qu'elle l'est généralement lorsqu'elle constitue l'élément ou la circonstance aggravante d'une infraction.

Pour procéder à cette étude comparative, nous examinerons dans un chapitre premier, le système répressif du droit pénal belge en cette matière, qui, nous le verrons, diffère peu du système français, mais le complète cependant sur plusieurs points de détail.

Dans un second chapitre, nous étudierons la législation pénale italienne qui envisage d'une façon beaucoup plus souple la répression de la menace, délit distinct.

Enfin dans un dernier chapitre, nous parcourerons les codes pénaux de certains autres pays: Allemagne, Chine, Danemark, Lettonie, Pologne, en nous cantonnant dans l'examen objectif de ces diverses législations.

CHAPITRE PREMIER

La répression des menaces par le droit pénal belge

La conception du droit belge, en ce qui concerne la répression des menaces, ne diffère pas sensiblement de celle de notre droit. Cependant, il nous a paru utile d'en donner un aperçu général, permettant de mettre en évidence les points sur lesquels ces deux législations sont distinctes.

Après avoir étudié les différents cas dans lesquels le droit pénal belge prend les menaces en considération, nous examinerons le caractère et la nature qui leur sont attribués par cette législation.

SECTION I

CAS DANS LESQUELS LE DROIT PENAL BELGE PREND LES MENACES EN CONSIDERATION

Comme toutes les législations, le droit pénal de Belgique réprime les menaces sous trois aspects :

En tant qu'élément constitutif de certaines infractions;

En tant que circonstance aggravante d'autres infractions;

Et en tant que délit « sui generis ».

**§ 1. — La répression des menaces
en tant qu'élément constitutif de certaines infractions
par le droit pénal de Belgique**

Plusieurs dispositions du Code pénal belge envisagent les menaces en tant qu'élément ou acte constitutif de certains délits.

C'est ainsi que l'article 269 du Code pénal belge définit le délit de *rébellion*: « Toute attaque, toute résistance avec violences ou menaces, envers les dépositaires ou agents de la force publique. »

Le texte primitif de l'article 269 ne mentionnait pas les menaces, c'est la Commission de la Chambre des Représentants qui les a ajoutées comme l'un des actes constitutifs de la rébellion.

De même l'article 276 de ce code punit « *l'outrage* par paroles, faits, gestes ou menaces, dirigé contre les agents de la force publique ».

Le rapporteur de ces deux textes à la Chambre des Représentants délimite d'ailleurs fort judicieusement leur domaine respectif en s'exprimant ainsi: « Les menaces peuvent être l'élément constitutif du délit de rébellion, lorsqu'elles ont pour but d'entraver la mission de ceux qui agissent pour l'exécution des lois, des ordres de l'autorité et des décisions de justice.

« Mais la menace est un outrage, lorsqu'elle est plus une atteinte au respect dû à l'autorité, qu'une résis-

tance à son action, ou qu'un trouble à la sécurité du fonctionnaire » (1).

D'autre part, le Code pénal belge, dans son article 470, assimile le vol avec violences au délit d'*extorsion* et punit des mêmes peines « celui qui a extorqué certains biens, certaines faveurs à l'aide de violences ou de menaces ».

Il convient de signaler qu'aucun texte législatif belge ne prévoit spécialement cette forme si courante du délit d'*extorsion*, le chantage. Mais les termes très larges de l'article 470 permettent d'atteindre les coupables de ce genre d'infraction.

Par ailleurs, le Code pénal de Belgique réprime, dans plusieurs autres articles, les menaces en tant qu'éléments ou actes constitutifs des délits suivants: du délit de *violation de domicile* prévu par l'article 439 du Code pénal, du délit d'*entraves aux adjudications, enchères et soumissions* réprimé par l'article 314 du Code pénal; et également l'article 310, modifié par loi du 24 mai 1921 (article 3), punit celui qui aura usé de voies de fait, de violences ou de menaces, pour *contraindre quelqu'un à faire partie d'une association*.

L'article 375 punit de réclusion le *viol* commis à l'aide de violences graves; l'exposé des motifs (II, n° 27) définit en ces termes cette expression de « menaces graves »:

« Les menaces graves désignent les menaces qui sont de nature à inspirer à la victime du viol la crainte sé-

(1) Rapport Chambre III, n° 10.

ricuse d'exposer sa personne ou celle de ses proches à un mal considérable et présent. »

Enfin, la menace peut être réprimée comme élément constitutif du délit de *rapt*; car « celui qui aura enlevé ou fait enlever des mineurs par violences, ruse ou menaces, sera puni des peines portées à l'article 368 du Code pénal ».

**§ 2. — La répression des menaces
en tant que circonstance aggravante
de certaines infractions en droit pénal belge**

Les menaces peuvent, en droit belge, comme en droit français, constituer tout d'abord une circonstance aggravante du délit de *mendicité*; en effet, l'article 345 du Code pénal punit d'un emprisonnement d'un mois à un an « tout individu, qui, en mendiant, aura menacé d'un attentat contre les personnes ou les propriétés ».

De même la menace est considérée comme une circonstance aggravante de l'*arrestation illégale ou arbitraire* et surtout du *vol*, qui devient, de ce fait, punissable de la réclusion.

Par ailleurs, l'art. 469 assimile au vol avec violence, le cas où le voleur, surpris en *flagrant délit*, a exercé des violences ou fait des menaces, soit pour se maintenir en possession des objets soustraits, soit pour assurer sa fuite.

Signalons enfin que, dans plusieurs cas où les menaces constituent des circonstances aggravantes de certaines infractions (vol avec menaces ou délits assimilés),

l'article 473 du Code pénal belge décide que le coupable encourt la peine de 15 à 20 ans de travaux forcés si les menaces ou les violences ont causé une maladie paraissant incurable, soit une incapacité de travail permanente, soit la perte absolue d'un organe, soit une mutilation grave.

**§ 3. — Répression des menaces
en tant qu'infraction « sui generis »
par le droit pénal de Belgique**

Le Code pénal belge, dans son titre IV « Des crimes et délits contre la sécurité publique », chapitre II « Des menaces d'attentats contre les personnes et contre les propriétés », réprime les menaces en tant que délit distinct, dans les articles 327 à 331.

L'article 327 punit le fait de « quiconque, par écrit anonyme ou signé, avec ordre ou sous condition, aura menacé d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable de la peine de mort ou des travaux forcés ».

La même menace, mais sans ordre ni condition, est prévue par l'alinéa II de cet article, et l'article 331 décide que dans ces deux cas l'interdiction et le renvoi sous la surveillance spéciale de la haute police peut être prononcé contre le coupable.

L'article 328 édicte des pénalités contre les auteurs de menaces avec ordre ou sous condition simplement verbales.

L'article 329 prévoit la menace par gestes et emblèmes d'un attentat contre les personnes ou les pro-

priétés, punissable de la peine de mort ou des travaux forcés.

Enfin, l'article 330 réprime les menaces par écrit avec ordre ou sous condition (alinéa I), ou sans ordre ni condition (alinéa II) ; dans cette dernière hypothèse la peine encourue est moins sévère, car il s'agit cette fois de menace d'attentat, contre les personnes ou les propriétés, punissable de la réclusion, alors que dans le cas prévu par l'article 327 il s'agissait d'attentat punissable de la peine de mort ou des travaux forcés.

Ce système répressif nous apparaît donc comme sensiblement identique au système français. Il nous faut cependant constater que, sur certains points, il est différent, et que sur d'autres, il est plus complet.

Tout d'abord, alors que le droit belge classe les menaces parmi les crimes et délits contre la sécurité publique, notre législation les considère comme des délits contre les personnes et les situe dans le code à une place intermédiaire entre le meurtre et les coups et blessures.

En second lieu, le droit pénal de Belgique fait varier la pénalité encourue selon que la menace par écrit, avec ordre ou sous condition d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, est punissable, soit de la réclusion, soit des travaux forcés.

Notre code ignore cette distinction.

Il convient enfin de remarquer que le droit belge ne précise pas la durée des travaux forcés lorsqu'il vise les attentats punis de cette peine.

Par ailleurs, la législation belge en la matière nous apparaît comme plus complète sur certains points, que

nous avons considérés comme des lacunes en droit français.

En effet, le Code pénal belge envisage d'une manière générale, à côté de la répression des menaces d'attentat contre les personnes, celle des menaces d'attentat contre les propriétés. alors que le droit français ne prend ce genre de menaces en considération que dans des cas tout à fait spéciaux (menaces d'incendie, de déraillement).

En troisième lieu, l'article 329 du Code pénal de Belgique réprime la menace d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable de la peine de mort ou des travaux forcés, faite par gestes ou emblèmes. La législation française est muette sur ce point et il n'est possible à la jurisprudence de réprimer ce genre de menace qu'en élargissant, comme nous l'avons vu, la notion de violences.

Ajoutons que ni l'ordre ni la condition ne sont nécessaires pour que la menace tombe sous le coup de l'article 329. Enfin, signalons une lacune de la législation belge qui n'incrimine pas expressément les menaces de violences et voies de fait.

Terminons en ajoutant que la législation pénale de Belgique, ainsi que notre droit, considère la menace comme pouvant constituer un acte de *complicité par provocation* individuelle.

En effet, dit l'article 66 du Code pénal belge : « Seront punis comme auteurs d'un crime ou d'un délit, ceux qui, par menaces, auront directement provoqué à ce crime ou à ce délit. »

Ce texte est donc peu différent de l'alinéa 1^{er} de l'article 60 du Code pénal français.

Par contre, contrairement à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881, la loi belge du 28 mars 1891 « portant répression de la provocation à des crimes et délits » ne prévoit pas expressément la menace comme acte de provocation publique à des crimes et délits.

SECTION II

CARACTERES ET NATURE DES MENACES PUNISSABLES DANS LA LEGISLATION PENALE BELGE

En ce qui concerne les menaces envisagées comme infraction distincte, la législation, la doctrine et la jurisprudence belge font preuve des mêmes hésitations et des mêmes doutes que notre droit français sur leurs caractères intrinsèques.

Le rapporteur au Sénat (VI, n° 4) s'exprime ainsi à ce sujet: « Les menaces, soit qu'on les considère comme indiquant chez celui qui les fait l'intention de les exécuter, soit comme pouvant répandre le trouble et l'inquiétude dans l'âme de celui auquel elles sont adressées, doivent nécessairement être réprimées, mais à condition qu'elles puissent faire impression sur un homme raisonnable et qu'elles se rapportent à une action punie par la loi pénale. »

Par contre, le Code pénal belge nous dit explicitement (Titre IV, Section III), dans son article 483, ce qu'il faut entendre par le terme de menaces à propos de certaines infractions, et notamment à propos du vol

avec circonstances aggravantes et d'autres délits assimilés.

« Les menaces, dit cet article, sont tous moyens de contrainte morale par la crainte d'un mal imminent. »

Le rapport à la Chambre nous illustre la distinction qui pourrait se poser à propos de cette conception, par l'exemple suivant: « Si le vol est accompagné d'une des menaces érigées en délit par les articles 327 et suivants du Code pénal sans qu'elles constituent la contrainte morale envisagée par l'article 483, il n'y aurait non pas vol avec violence, mais bien concours d'infractions, vol simple et délit de menaces ».

Le texte primitif de l'article 483 soumis à la Chambre des Représentants définissait la menace: « Tous moyens de contrainte morale par la crainte d'un mal immédiat ».

On substitua au mot « immédiat » le mot « imminent » afin de bien marquer qu'on entendait comprendre dans la définition légale toutes menaces qui ont pour effet de placer une personne dans une situation telle, que raisonnablement, humainement parlant, elle perde son libre arbitre, sa liberté d'action, de pensée, et cède à cette domination (2):

La jurisprudence décide en outre qu'il rentre dans la mission exclusive du juge du fond d'apprécier la nature et la gravité de la contrainte morale créée par la menace (3).

A propos de plusieurs infractions, d'ailleurs, il est

(2) Discours Chambre IV, n^{os} 17, 18 et 62.

(3) Cass., 2 mars 1914; Pas., 1914, 1, 129.

renvoyé pour la définition de la menace à celle donnée à ce terme par l'article 483.

C'est ainsi qu'au sujet du délit de mendicité, dont la menace constitue une circonstance aggravante, les auteurs (4) et la jurisprudence, affirment que pour définir la menace, il y a lieu de se référer à la disposition de l'article 483 du Code pénal; il n'est d'ailleurs pas besoin que ces menaces réunissent les conditions d'application des articles 483 et suivants pour être punissables.

De même, l'exposé des motifs de l'article 368 du Code pénal belge, relatif au rapt avec violences et menaces, dit que « les menaces constituent la contrainte morale, elles doivent être de nature à entraver la volonté avec une force à laquelle on ne peut résister ».

Par conséquent, sur ce dernier point également, la législation belge diffère de la nôtre, et elle est par là même plus complète, en ce sens qu'elle donne une définition précise, tout au moins en ce qui concerne plusieurs infractions, de ce qu'il nous faut entendre par le terme de « menaces ».

(4) Entre autres Goedsels: *Commentaires du Code pénal belge*, n° 1650.

CHAPITRE II

La répression des menaces par le droit pénal italien

Le Code pénal du Royaume d'Italie, publié le 19 octobre 1930 et mis en vigueur le 1^{er} juillet 1931, réprime, ainsi que toute législation, les menaces sous leurs trois aspects:

Menace, élément constitutif;

Menace, circonstance aggravante de certaines infractions;

Menace, délit « sui generis ».

Sous ces deux premiers aspects, la législation criminelle italienne ne comporte pas de particularité essentielle; cependant il nous a paru nécessaire d'en donner un aperçu permettant de la comparer avec la nôtre sur certains points de détail. Par contre, le système de répression des menaces en tant que délit distinct en droit italien est bien différent des systèmes français et belge.

Autant ceux-ci sont en effet rigides, sinon étroits,

autant celui-là est général, compréhensif et large de par sa simplicité.

**§ 1. — La répression de la menace
en tant qu'élément constitutif de certaines infractions
par le droit pénal italien**

Nombreuses sont les dispositions de cette législation qui mentionnent la menace comme acte ou élément constitutif d'une infraction.

Si, en effet, nous parcourons le Code pénal du Royaume d'Italie, nous rencontrons tout d'abord l'article 294, réprimant les « *délits contre les droits politiques de citoyens* », qui punit de la réclusion jusqu'à 5 ans « quiconque, avec menaces, empêche en tout ou partie, l'exercice d'un droit politique, ou bien détermine quelqu'un à l'exercer contrairement à sa volonté ».

Nous pouvons rapprocher cet article de l'article 109 du Code pénal français qui réprime également le fait *d'empêcher les citoyens d'exercer leurs droits civiques*.

De même, l'article 336 du Code pénal italien, analogue à l'article 179 de notre Code pénal, punit quiconque *use de menaces envers un fonctionnaire public pour le contraindre à accomplir un acte contraire à sa fonction ou pour l'influencer*.

Les articles 337 et 338 répriment *la résistance et le trouble porté à l'activité des corps administratifs et judiciaires* et l'article 339 énumère les circonstances susceptibles d'aggraver les délits précédents. Ces dispo-

sitions correspondent à celles des articles 209 et suivants du Code pénal français.

Il en est de même pour l'article 353 visant *l'entrave à la liberté des enchères*.

Mais les articles 341 et suivants ne spécifient pas que la menace peut être un acte constitutif du délit d'outrage ni de violation de domicile.

L'article 393 du Code pénal italien est, par contre, particulièrement intéressant et nous n'avons aucune disposition comparable en droit français; son alinéa 1^o est en effet conçu en ces termes:

« Quiconque, dans le but d'exercer un prétendu droit, alors qu'il pourrait recourir au juge, se fait arbitrairement raison par soi-même, à l'aide de violence ou de menaces envers les personnes, est puni, sur plainte de la victime, de la réclusion jusqu'à 1 an. »

L'alinéa 3 prévoit une augmentation de peine si la violence ou la menace a été commise avec armes.

Il y a là sans nul doute une forme de sanction pénale de notre adage « nul ne doit se faire justice à soi-même », et ce texte confirme et formule légalement le principe que la menace d'une chose juste peut être punissable.

Si nous continuons à parcourir le Code pénal italien, nous rencontrons la menace comme élément constitutif du *délit de viol* (*violenza carnale*) (art. 519); de *l'enlèvement aux fins de mariage* (art. 522); de *l'enlèvement aux fins de débauche* (art. 523); du fait de *contraindre à la prostitution* (art. 533); de la *traite des femmes et des mineurs* (art. 536).

Ces textes ne présentent aucune particularité intéressante, si ce n'est les pénalités qu'ils édictent et qui sont sensiblement plus élevées que celles prononcées par notre droit français pour les délits semblables.

Par ailleurs, la menace n'est pas visée directement contrairement à notre article 381, comme circonstance aggravante du vol; cependant, l'article 628 réprimant le délit de *rapine* peut être rapproché de la disposition précédente.

Cet article, en effet, punit « quiconque, pour se procurer à soi-même ou à autrui un injuste profit, s'empare par violence sur la personne ou par menace, de la chose d'autrui en la soustrayant à celui qui la détient » et « quiconque emploie la violence ou la menace immédiatement après la soustraction pour s'assurer à soi-même ou à autrui la possession de la chose soustraite ou l'impunité ». (Cette disposition est semblable à l'article 469, C. P. belge.)

L'alinéa 3 prévoit une augmentation de peine si la violence ou la menace est commise avec arme, par une personne masquée ou par plusieurs personnes réunies.

Quant à l'article 629 réprimant *l'extorsion*, il est conçu en ces termes : « Quiconque, par violence ou menace, en contraignant quelqu'un à faire ou à ne pas faire quelque chose procure à soi-même ou à un tiers un injuste profit aux dépens d'autrui, est puni de la réclusion de 3 à 10 ans et d'une amende de 5.000 à 20.000 livres. »

Cet article est donc exprimé en termes très généraux

et il réprime entre autres l'extorsion de l'article 400 § 1, un des modes d'escroquerie et le chantage. Nous sommes loin, comme en matière de délit de menace, ainsi que nous le verrons plus bas, de la précision, sinon de l'étroitesse dont fait preuve le Code pénal français en édictant les conditions de réalisation des infractions correspondantes.

D'autre part, ces deux textes pourraient prêter à confusion, car leurs termes sont bien peu différents; cependant, si pour la rapine comme pour l'extorsion la victime est dépouillée à l'aide de violence ou de menace, elles ont un effet différent; car, par la rapine, le coupable s'approprie directement la chose d'autrui, alors que par l'extorsion, la victime est obligée de lui remettre la chose.

Signalons par ailleurs que la menace n'est indiquée à aucun moment comme élément de complicité par le Code pénal italien.

**§ 2. — La répression des menaces
en tant que circonstance aggravante
de certaines infractions par le droit italien**

Le droit italien envisage également la menace comme étant susceptible de constituer une circonstance aggravante de certaines infractions. L'article 341 du Code pénal, à la différence de notre droit français, considère la menace, non comme un acte constitutif du délit *d'outrage à fonctionnaire ou à magistrat*, mais comme une circonstance aggravante de ce délit (articles 341 et 342).

Quant à l'article 385 réprimant *l'évasion de détenus*, il prévoit la menace comme pouvant apporter une aggravation à cette infraction à deux degrés différents. Ce texte est en effet ainsi conçu: « Quiconque étant légalement arrêté ou détenu pour une infraction, s'évade, est puni de la réclusion jusqu'à 6 mois.

« La peine est la réclusion jusqu'à 18 mois si le coupable use de violence ou de menaces envers les personnes; elle est de 2 à 5 ans si la violence ou la menace est employée avec armes ou par plusieurs personnes réunies. »

Par conséquent, en droit italien, la menace, circonstance aggravante du délit d'évasion, peut être elle-même aggravée du fait qu'elle a été proférée avec armes ou par plusieurs personnes réunies.

Ce sont là les seuls cas dans lesquels la menace est réprimée en tant que circonstance aggravante; c'est ainsi qu'elle n'est prévue spécifiquement comme telle, contrairement au droit français, ni à propos de l'arrestation illégale et de la séquestration arbitraire, ni de la mendicité, ni du vol.

Ajoutons qu'elle est considérée par cette législation comme pouvant créer un état de nécessité susceptible d'abolir la responsabilité pénale.

En ce cas, celui qui a contraint à commettre le fait punissable en usant de menaces répondra du fait commis par la personne menacée (art. 54 *in fine*).

Dans une hypothèse semblable la menace constituerait en droit français un fait de complicité.

**§ 3. — La répression des menaces
en tant que délit « sui generis »
par le droit italien**

Dans la section III, Titre XII, le Code pénal italien réprime les « Délits contre la liberté morale » (*delitti contra la liberta morale*).

Tout d'abord, dans l'article 610, il punit la menace en tant qu'élément de *violenza privata*, en édictant contre « quiconque l'emploie pour contraindre un tiers à faire, à tolérer ou à commettre quelque chose, une peine de réclusion pouvant aller jusqu'à 4 ans ». De même, l'article 611 de ce code punit de la réclusion jusqu'à 5 ans « quiconque use de violence ou de menace pour contraindre ou déterminer un tiers à commettre un fait constituant une infraction ».

Nous sommes déjà loin des conditions exigées par la législation française pour que la menace soit répréhensible. Malgré les sévères pénalités qu'ils contiennent, ces textes punissent la simple menace de faire ou de ne pas faire un acte quelconque dans le premier cas, un acte constituant un délit dans le second, sans qu'il soit besoin d'aucune autre condition.

Mais, le législateur italien va plus loin, et dans l'article 612 il incrimine la seule menace (*minaccia*) de causer un mal à autrui, sans plus.

Quelle simplicité dans ce système! Mais aussi de quelle généralité d'application est-il susceptible! Quelle initiative ne laisse-t-il pas au juge pour apprécier la menace et pour décider si elle mérite d'être punie!

Le droit pénal italien ne tient pas compte, en principe, pour connaître du délit de menace, de la manière

dont cette menace est exprimée, ni de sa forme, ni de la gravité du fait dont la victime est menacée.

Pas d'exigence d'ordre ou de condition, pas de distinction entre les menaces verbales et écrites, pas de distinction non plus selon le danger dont est menacé la victime.

Menacer autrui de la lésion d'un bien individuel de n'importe quelle nature, mais qui soit juridiquement appréciable, cela suffit pour encourir la peine de l'article 612.

Mais, pourrait-on faire remarquer, ce système à force d'être simple en devient rudimentaire et ne proportionnalise pas la répression à la gravité des menaces? Cette objection a incontestablement sa valeur; cependant, il faut considérer que la menace est susceptible de tomber sous le coup d'autres articles du Code pénal italien. D'autre part, il faut se garder de détacher de l'article 612 les articles 610 et 611 qui, somme toute, le complètent sur certains points, car les dispositions de l'article 612 ont un caractère accessoire et ne s'appliquent pas quand la menace est considérée par la loi comme élément constitutif ou comme circonstance aggravante d'une autre infraction.

Par ailleurs, les derniers alinéas de ces trois articles tiennent compte formellement de la gravité de la menace et de certaines circonstances qui sont susceptibles de l'accompagner prévues par l'article 339.

La législation italienne distingue, en effet, la menace légère et la menace grave.

C'est au juge qu'il appartient de faire cette distinction. Mais la doctrine et la jurisprudence sont d'accord

pour affirmer que la première consiste simplement dans le fait de menacer quelqu'un d'un dommage (article 612) (1) et la menace, même légère, lèse la liberté morale.

Quant à la menace grave, ou plus précisément aggravée, elle est généralement réalisée lorsqu'elle s'accompagne de certaines circonstances, en particulier celles prévues par l'article 339.

La menace est aggravée, nous indique ce texte, si « elle est commise avec armes, par personnes masquées, par plusieurs personnes réunies, par écrit anonyme ou sous forme d'images (*in modo simbolico*) ou en se servant de la force d'intimidation émanant d'associations secrètes, existantes ou supposées ».

Il est intéressant de constater que le droit italien envisage d'une façon particulièrement sévère la répression des menaces par symbole ou images et de celles formulées dans des écrits anonymes, alors qu'en droit français, la première circonstance n'est pas prise formellement en considération et la seconde est indifférente.

Remarquons également que cette différence entre la menace légère et la menace grave entraîne une différence de mode d'exercice des poursuites: la première n'est poursuivable que sur plainte de la victime, alors

(1) *Article 612.* — « Quiconque menace autrui d'un injuste dommage, est puni, sur la plainte de la personne lésée, d'une amende de 500 liras.

« Si la menace est grave ou faite de l'une des matières indiquées à l'article 339, la peine est la réclusion jusqu'à un an et la poursuite a lieu d'office. »

que, pour la seconde, le ministère public peut poursuivre d'office le coupable.

Enfin terminons cet aperçu en constatant que la législation pénale italienne, contrairement à la nôtre, ne laisse aucun doute sur la nature des menaces, délits en elles-mêmes, sur leurs caractères et sur le fondement de leur répression. Ils nous sont indiqués d'ailleurs par le législateur lui-même qui les range parmi les délits contre la liberté morale.

CHAPITRE III

Aperçu de la répression des menaces dans quelques autres législations étrangères

Dans le présent chapitre, nous nous bornerons à examiner objectivement différentes législations pénales (allemande, chinoise, lettone, danoise, polonaise), ainsi que le Code pénal international, en mentionnant les principaux cas dans lesquels les menaces sont prises en considération; nous nous contenterons de signaler, à l'occasion, certaines particularités marquantes de ces droits étrangers.

Constatons d'ores et déjà que toutes ces législations, lorsqu'elles répriment la menace comme délit en elle-même, la rangent, tout comme le droit italien, parmi les infractions contre la liberté des individus et n'exigent, pour son incrimination, que de très larges conditions.

Par contre, les menaces étant envisagées dans la plupart de ces codes pénaux comme faits constitutifs de diverses formes de contrainte ou d'extorsion dont les éléments sont peu différents, il pourra se produire des difficultés de qualification,

§ 1. — Allemagne.

Le Code pénal allemand de 1871 est toujours en vigueur dans la nouvelle Allemagne nationale-socialiste. Il a fait cependant l'objet, depuis le début du siècle, de plusieurs projets de réforme totale : l'avant-projet de 1909 (*Vorentwurf*), le contre-projet dit scientifique de 1911 (*Gegenentwurf*), enfin le projet dit de commission (*Kommizionsentwurf*) ; citons également le projet préliminaire du Reich républicain de 1925. Il va sans dire que l'hitlérisme, qui a bouleversé en quelques années tous les principes établis dans l'ancienne Allemagne, n'a pas voulu laisser en reste le domaine du droit, et dès 1933 il a chargé une commission d'élaborer un projet de Code pénal national-socialiste. Mais ce projet n'a pas encore aujourd'hui reçu application. Seules des modifications de détail, portant des principes absolument incompatibles avec le régime actuel, ont été apportées effectivement au Code pénal de 1871. Parcourons donc ce code en relevant les principales matières dans lesquelles les menaces sont mentionnées.

La législation répressive allemande considère la contrainte (*Nötigung*) comme fait de « violation de la liberté des personnes » et elle cite la menace (*Drohung*) (C. P., art. 98, 3, 2) comme moyen de la réaliser.

L'article 107 du Code pénal allemand réprime également le fait « d'empêcher, en menaçant d'une infraction, un Allemand de prendre part à une élection et d'émettre son vote dans l'exercice de ses droits civiques ». La menace est considérée comme élément cons-

titutif de la *rébellion* (Widerstand gegen die Staatsgewalt), de la *contrainte à la débauche* (article 176), du *viol* (article 177) et comme circonstance aggravante du *vagabondage spécial* (Zuhälterei) (article 181). Elle peut aussi constituer un mode de perpétration du *rapt d'hommes* (Menchenraub) (C. P., art. 234).

Quant à l'article 231, il réprime le « *trouble de la paix juridique personnelle par la menace* » (1). Alors que dans l'article 98, le législateur allemand visait à réprimer dans la menace la contrainte supprimant le libre arbitre des individus, dans l'article 231, il se propose de la sanctionner en tant que portant atteinte à la confiance qu'ont ces individus en la puissance protectrice de la paix publique. Le coupable d'un tel délit est passible d'un emprisonnement jusqu'à 6 mois ou d'une amende jusqu'à 300 marks. La nécessité du dépôt d'une plainte a été supprimée en 1876.

L'article 252 assimile au vol avec violence le fait pour le voleur, pris en flagrant délit, d'user de menaces pour rester en possession des objets volés.

Par ailleurs, le Code pénal allemand, dans ses articles 253 et suivants, réprime l'extorsion en général (*Erpressung*), sans établir les mêmes distinctions que la loi française. L'article 253, conçu dans des termes très compréhensifs, permet d'atteindre également le chantage, car il punit d'un emprisonnement d'un an au moins « quiconque, pour se procurer sans droit un profit pécunier, oblige autrui par violence ou par me-

(1) VON LISZT, *op. cit.*, t. II, p. 166. ALLFELD, *Lehrbuch des Deutschen Strafrecht*, Leipzig, p. 383, 1922. Supplément, 1928.

naces à faire ou à ne pas faire quelque chose ». Enfin, cette législation mentionne la menace comme circonstance aggravante de la mendicité dans l'article 361 du Code pénal.

§ 2. — Chine.

Si nous parcourons le Code pénal de la République de Chine du 10 mars 1928, nous rencontrons la menace mentionnée comme élément du délit *d'entrave aux fonctions publiques, de corruption de fonctionnaires publics* (art. 142, § 1 et 2) et du délit *d'entrave aux élections* (art. 149).

Dans le chapitre VII de ce même code, relatif aux *infractions portant atteinte à l'ordre public*, les menaces sont également réprimées dans les articles 156 et 157 lorsqu'elles sont proférées dans des réunions de trois personnes ou plus.

L'article 158 punit d'un emprisonnement de deux ans au plus « celui qui menace des particuliers de causer du dommage à leur vie, à leur personne ou à leurs biens, troublant ainsi la tranquillité publique », et l'article 159, « celui qui par des menaces, trouble une réunion tenue conformément aux lois ».

Le Code pénal chinois considère la menace comme circonstance aggravante de *l'évasion de prisonnier* (articles 170 et 175); l'article 240 la prévoit comme élément du *viol*, puni d'un emprisonnement de sept ans au moins; l'article 241, de *l'attentat à la pudeur*, et l'article 267, du délit « *d'entrave à l'agriculture, à l'industrie et au commerce des semences, engrais, ma-*

tières premières et autres matières nécessaires à la subsistance du public ».

Par ailleurs, l'article 318 vise à préprimer dans la menace le but qu'elle poursuit: « Celui qui par menaces ou violences, force une personne à accomplir un acte auquel elle n'est pas obligée ou l'empêche d'accomplir un acte qu'elle a le droit d'accomplir, sera puni de l'emprisonnement de trois ans au plus, ou de la détention, ou de l'amende de trois cents yuan au plus. La tentative de l'infraction prévue au présent article est punissable. »

D'autre part, l'article 319 se contente de ne considérer que l'effroi occasionné par la menace: « Celui qui effraye une autre personne au point de compromettre sa tranquillité en la menaçant de porter atteinte à sa vie, à sa personne, à sa liberté, à sa réputation, ou à ses biens, sera puni de l'emprisonnement à temps de deux ans au plus ou de la détention ou de l'amende de trois cents yuan au plus. »

Enfin, l'article 346 du Code pénal chinois mentionne la menace comme fait de perpétration du *vol avec violence* et l'article 347 décide que « sera réputé coupable de *brigandage* celui qui, à la suite d'un vol, use de menaces pour mettre en sûreté les objets volés ou pour échapper à une arrestation ».

§ 3. — Danemark.

Le Code pénal danois du 25 avril 1930, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1933, punit, dans ses articles 98 et suivants, l'individu qui, par l'emploi de menaces,

s'est rendu coupable de certains « *crimes et délits contre la sûreté de l'Etat* », et dans l'article 119, celui qui, par menaces de violences, attente à un *agent de l'autorité publique ou entrave sa mission*.

Les menaces sont considérées par ce même code comme circonstance aggravante du délit qui consiste à *empêcher la tenue de réunion publique* (art. 137), et son article 118 sanctionne d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à six années le fait « *d'abuser d'une femme en menaçant d'exercer sur elle des violences ou de la priver de la liberté ou de l'accuser d'un fait punissable ou infamant* ».

Quant à l'article 260, au chapitre « *des crimes ou délits contre la liberté des personnes* », il réprime la menace en tant que contrainte illégale. Il est conçu dans les termes suivants qui nous montrent avec quels soucis de précision, mais en même temps de souplesse, le législateur danois a envisagé la répression de ce genre de menaces.

« Est passible, pour contrainte illégale, d'amende ou de détention simple, ou d'emprisonnement pour une durée pouvant s'élever à deux ans :

« 1° Celui qui, par des violences ou menaces de violences, de dommages importants à ses biens, de privations de la liberté, ou d'une fausse accusation d'avoir commis un acte punissable ou infamant, ou de révélation de faits appartenant à la vie privée, oblige une personne à faire, à supporter ou à s'abstenir de faire quelque chose ;

« 2° Celui qui, en menaçant de dénoncer ou de révéler un fait punissable, ou d'émettre des accusations vé-

ridiques d'actes infamants, oblige une personne à faire, à supporter ou à s'abstenir de faire quelque chose, à moins que cette contrainte ne puisse être considérée comme dûment justifiée par les circonstances auxquelles se rapporte la menace. »

D'autre part, l'article 264, § 3, considère la menace comme circonstance aggravante du délit de *violation de domicile* et l'article 281 réprime le *chantage* en visant, non seulement les menaces de révélations diffamatoires, mais également de tous faits dommageables à autrui.

Enfin, la menace de recourir immédiatement à la violence, constitue un élément du délit de « *brigandage* ».

Ajoutons, pour terminer, que l'article 84, § 5, du Code pénal danois prévoit une réduction de peine pour « l'individu qui s'est laissé persuader un acte punissable par suite de la menace d'un dommage important ».

§ 4. — Lettonie.

Le Code pénal letton du 24 avril 1933, entré en vigueur le 1^{er} août de cette même année, envisage la menace comme fait de perpétration du délit d'*entrave à l'ordre et à la liberté des élections municipales et du plébiscite* (articles 77 et 81 du Code pénal). De même il réprime, dans l'article 105, le fait de « quiconque faisant partie d'un *attroupement public*, agissant en *réunion* aura contraint autrui par des menaces punissables ». Ce code prévoit également la menace comme

élément du délit de *violation de domicile* commis par un fonctionnaire public (article 125), de la *rébellion* (article 169), de la *corruption active de certains fonctionnaires* (articles 171, 172, 174 et 176).

Par ailleurs, dans son chapitre XXIX consacré aux infractions contre la liberté des personnes, le Code pénal de Lettonie punit, dans l'article 471, quiconque, par divers moyens, et notamment par menaces punissables, « *aura contraint une personne à faire ou à tolérer quelque chose au préjudice d'un droit ou d'un devoir de la personne contrainte, ou de renoncer à l'usage d'un devoir ou à l'accomplissement d'un devoir* »; dans l'article 472, celui qui aura tenté de *contraindre* une personne à commettre *un crime ou un délit*; dans l'article 473, celui qui aura *contraint un travailleur à commettre certaines infractions relatives à son travail*.

Quant à l'article 474, il est, par sa généralité, qui n'exclut pas la précision, remarquablement conçu. Il porte que « quiconque aura volontairement menacé une autre personne de vouloir la tuer ou tuer un membre de sa famille, ou les priver de leur liberté, ou commettre des voies de fait contre eux, ou incendier, faire sauter ou inonder leurs propriétés, sera puni, pourvu que ces menaces puissent exciter la crainte de la personne menacée qu'elles seront réalisées, de l'arrêt ou d'une amende de cinq cents lats au plus.

« Si lesdites menaces étaient aggravées par la personnalité de la victime, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois au plus. »

D'autre part, l'article 495 mentionne la menace

comme circonstance aggravante de l'*attentat à la pudeur* commis sur des mineurs, l'article 501 comme élément constitutif du *viol* et l'article 505 de la *contrainte à la débauche*. Enfin, les menaces punissables peuvent caractériser le délit prévu par l'article 550, réprimant le *viol avec violence*.

Remarquons en terminant que le Code letton, toutes les fois qu'il mentionne la menace, adjoint à ce concept le qualificatif de « punissable », mais à aucun moment il ne nous dit ce qu'il faut entendre exactement par l'expression de « menaces punissables ». Cependant, l'article 474, § 1, *in fine*, que nous avons rapporté plus haut, nous propose un critérium en nous indiquant que les menaces sont répréhensibles, « pourvu qu'elles puissent exciter la crainte de la personne menacée, qu'elles seront réalisées ».

§ 5. — Pologne.

Le Code pénal polonais du 11 juillet 1932, dans ses articles 114 à 117, prévoit la menace comme élément constitutif de différentes « *infractions contre les associations de droit public* » et, dans ses articles 119 et 120, de certaines « *infractions contre le vote dans les affaires publiques* ». Dans les articles 126, 129 et 130, ce code réprime la manace, fait de *corruption active de fonctionnaires ou de magistrats*. Elle est considérée également comme circonstance aggravante du délit de *libération de détenus* (art. 150, §§ 2 et 3) et de *débauche* (art. 204, § 1).

Par ailleurs, dans le chapitre XXXVI, intitulé *in-*

fraction contre la liberté, le Code pénal polonais réprime la menace de commettre une infraction, sans qu'elle soit subordonnée à la répression d'une autre infraction dont elle est l'élément constitutif ou la circonstance aggravante et sans qu'elle ait besoin d'être accompagnée d'une condition quelconque. L'article 250 de ce chapitre est en effet ainsi conçu: « Celui qui menace une autre personne de commettre un crime ou un délit à son préjudice ou au préjudice de ses proches, lorsqu'il est vraisemblable que cet avertissement sera exécuté et lorsque la menace peut exciter la crainte de la personne menacée, est puni d'un emprisonnement jusqu'à deux ans ou d'un arrêt jusqu'à deux ans. »

Remarquons que le législateur polonais, en réprimant la menace en elle-même, prend non seulement en considération l'effroi et la contrainte qu'elle produit chez la personne qui en est l'objet, mais également la réalisation éventuelle du sévice annoncé.

L'article 251 porte d'autre part: « Celui qui contraint une autre personne par violence ou par des menaces illicites à agir, à s'abstenir ou à laisser faire, est puni d'un emprisonnement jusqu'à deux ans ou d'un arrêt jusqu'à deux ans. »

Enfin les articles 258 et 259 du Code pénal polonais mentionnent la menace comme circonstance aggravante du *vol*.

APPENDICE

Code pénal international

Le professeur Francesco Consentini a élaboré, sur la base comparative des projets et des textes les plus récents des Codes pénaux, un Code pénal international. Cet ouvrage, qui synthétise sous leur forme la plus satisfaisante les dispositions législatives de diverses nations concernant la répression d'un même fait répréhensible, mentionne les menaces à plusieurs reprises, notamment dans ses articles 681 (*Entrave à la liberté des enchères*), 746 (*Satisfaction arbitraire de ses prétentions par violence sur les personnes*), 807 (*Intimidation publique*), 1043 (*Mendicité*), 1086 (*Enlèvement aux fins de mariage*), 1087 (*Enlèvement aux fins de débauche*), etc.

Par ailleurs, le Code pénal international range parmi « les infractions contre la liberté morale » certains délits dont il cite les menaces comme élément constitutif.

Tout d'abord l'article 1253 réprimant la *contrainte*, et qui est inspiré par les articles 304, 5 du Code pénal chinois, de l'article 261, 1 du Code pénal

danois, 610 du Code pénal italien et 251 du Code pénal polonais, que nous avons mentionnés plus haut; puis, l'article 1255 qui punit « la violence ou la menace pour contraindre à commettre une infraction », qui est inspiré par l'article 611 du Code pénal italien, que nous avons rapporté également. Enfin, dans l'article 1256, il réprime la *menace en elle-même* dans les termes suivants: « Celui qui, verbalement ou par écrit, menace autrui d'un injuste dommage à la personne et aux propriétés est puni, sur plainte, d'emprisonnement et-d'amende.

« Si la menace est grave ou faite dans les conditions indiquées à l'article 1253, § 2, la peine est la réclusion d'au moins trois mois.

« La peine est aggravée, si la menace est faite par le moyen d'anonyme ou en réclamant une somme d'argent ou en employant des armes. Le juge peut ordonner l'interdiction de séjour. »

Cet article est une synthèse notamment de l'article 305 du Code pénal chinois, 260, 1, et 266 du Code pénal de Danemark, 398 du projet de Code pénal français de 1934 et de l'article 250 du Code pénal polonais.

Ce texte nous propose un système répressif des menaces, délit « sui generis », particulièrement heureux et efficace, puisqu'il est à la fois large, souple et concis.

CONCLUSION

Que conclure finalement de toute cette étude? Quelle appréciation devons-nous porter sur le système de répression des menaces en droit français?

Aucune observation essentielle n'est à formuler au sujet de la sanction des menaces, fait de complicité, élément constitutif ou circonstance aggravante de certaines infractions. Dans ces différentes hypothèses, elles n'ont, en effet, aucune individualité propre et n'ont de valeur, au point de vue de la répression, que par rapport à l'infraction principale dont elles ne peuvent être dissociées.

Il n'en est pas de même lorsqu'elle sont réprimées en tant que délit « sui generis ». En cette matière notre droit présente d'importantes lacunes, en particulier celles de ne pas réprimer d'une façon générale toutes menaces de destruction des propriétés.

Mais cette critique n'intéresse qu'un point de détail. Une critique d'ensemble peut lui être adressée: indiscutablement la législation française, en accumulant les conditions d'imputabilité de la menace, en tant qu'infraction distincte, faite preuve d'étroitesse, sinon d'insuffisance. La menace, de par sa nature, exigeait un système de répression très général, très souple, laissant toute latitude au juge pour apprécier la culpabilité de l'auteur d'un fait aussi abstrait. Le législateur a péché

par excès de précision, en prenant en considération la manière dont la menace est exprimée, la gravité du fait dont la victime est menacée et la forme de la menace, et a, sans doute, été à l'encontre de l'intérêt de cette répression.

M. Hugueney (1) nous illustre d'ailleurs cette critique en commentant un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 12 octobre 1937 (2), dans les termes suivants: « Il est difficile de ne pas admirer la logique du raisonnement et pourtant il faut avouer qu'il ne satisfait pas entièrement l'esprit. M^{me} Estienne a été relaxée, parce qu'elle avait dit: « Si le propriétaire « ne met pas M^{me} Michel à la porte... » Elle aurait, dans sa fureur, employé une autre formule moins heureuse: « Si M^{me} Michel ne décampe pas... », elle aurait été condamnée! Aurait-elle été plus coupable et les deux formules ne sont-elles pas au fond deux formules équivalentes? La vérité, ce nous semble, c'est que la loi de 1863, qui est venue assouplir les articles 305 et suivants du Code pénal, *ne les a pas encore assoupli assez pour permettre au juge d'appliquer, dans chaque cas, les sanctions convenables.* » Et M. Hugueney nous renvoie à la formule plus élastique de l'article 612 du Code pénal italien, de l'article 250 du Code pénal polonais, de l'article 266 du Code pénal danois.

Il faut remarquer cependant que les menaces, si elles ne remplissent pas les conditions portées aux articles 305 et suivants, peuvent cependant, nous l'avons vu,

(1) *Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé*, 1938, n° 1, p. 173.

(2) *Précité*, p. 132.

ne pas rester dépourvues de sanction pénale. Elles sont en effet susceptibles de tomber sous le coup d'application d'autres textes qui les prévoient comme éléments constitutifs ou circonstances aggravantes de certaines infractions. De plus, elles peuvent être réprimées comme faits de violences lorsque ce terme est employé dans certaines dispositions, avec une signification extensive, et vise à la fois les violences physiques et les violences morales. D'autre part, la menace, nous l'avons dit, lorsqu'elle vicie le consentement d'une personne, peut avoir une sanction civile. Il n'en reste pas moins que notre système de répression des menaces constituant un délit « sui generis » est loin d'être satisfaisant, comparativement à la majorité des systèmes étrangers qui sont beaucoup plus souples. Le projet de Code pénal français, dans ses articles 398 à 401, donne une satisfaction partielle à ces critiques. Ces articles sont ainsi conçus :

« *Article 398.* — Quiconque aura menacé, par écrit, d'un attentat contre les personnes ou contre les propriétés, punissable de la peine de mort ou des travaux forcés à perpétuité, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 100 à 1.000 francs.

« *Article 399.* — Si cette menace a été faite verbalement, mais avec ordre de remplir une condition, le coupable sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 25 à 500 francs ou d'une de ces deux peines seulement.

« *Article 400.* — Dans les cas visés aux deux précé-

dents articles, les tribunaux pourront en outre prononcer l'interdiction de séjour pendant deux ans au moins et dix ans au plus, ou appliquer les dispositions de l'article 86 du présent code (3).

« Article 401. — Quiconque aura menacé, verbalement ou par écrit, de violences contre les personnes ou contre les propriétés, non prévues par l'article 398, si la menace a été faite avec ordre de remplir une condition, sera puni d'un emprisonnement de dix jours à trois mois et d'une amende de 25 à 100 francs ou d'une de ces deux peines seulement. »

Ce projet améliore donc sensiblement notre législation actuelle, notamment en incriminant, à côté de la menace d'attentats contre les personnes, celle d'attentats contre les propriétés, et en élaguant en partie son système compliqué. Il n'en reste pas moins que la réforme proposée nous paraît loin d'être suffisante.

Comment élaborer, à notre point de vue, un système satisfaisant de répression des menaces en dehors des hypothèses où elles constituent l'élément ou la circonstance aggravante d'une infraction?

Il nous semble que nous devons, pour ce faire, tenir compte de quatre éléments fondamentaux que nous avons eu l'occasion d'étudier dans le courant de cet ouvrage. Ces éléments sont les suivants:

L'élément matériel: le fait même de menaces;

L'illégalité de cette menace;

L'élément moral qui doit l'accompagner;

Enfin, la forme dans laquelle elle est formulée.

(3) Rapporté *infra*, p. 216.

Reprenons rapidement ces quatre éléments en indiquant, d'après ce que nous avons dit précédemment, en quoi ils nous paraissent devoir consister.

Le fait de menaces. — A notre avis, toute menace dirigée contre les personnes, leurs propriétés et même contre leur honneur ou leur réputation devrait être réprimée, en tenant compte, dans une certaine mesure, de la gravité du fait sur lequel portent ces menaces pour l'évaluation de la peine. Certaines législations étrangères emploient les termes de « menaces graves » ou de « menaces punissables » sans les définir. Il nous paraît préférable et logique de viser les menaces d'un fait qui, lui-même, est pénalement répréhensible.

L'élément moral. — Il doit consister dans le trouble apporté à la sécurité de la personne menacée, l'intention de réaliser l'infraction annoncée n'étant pas nécessaire; mais, si cette intention peut être révélée par certaines circonstances de la cause, les pénalités prononcées doivent être sensiblement aggravées.

La menace doit être injuste. — La menace de faire usage d'un droit est licite. Ce principe ne saurait être contesté. Cependant une restriction doit lui être apportée: la menace devient illicite, si, même pour obtenir la satisfaction d'un droit, on emploie des moyens que la loi réprouve. Mais, même dans un cas semblable, l'emploi de la menace peut, dans certaines hypothèses, être justifiée, par exemple par la légitime défense.

La forme de la menace. — La législation pénale doit réprimer la menace quelle que soit la forme sous laquelle

elle est formulée; mais il doit être tenu compte, pour la détermination de la pénalité encourue, de certaines formes susceptibles d'en accroître la gravité.

Serait-il possible par ailleurs d'envisager un système de prévention contre les auteurs de menaces?

Ce problème peut être posé à deux moments différents:

Tout d'abord, lorsque le juge a prononcé une condamnation: il nous paraît utile que certaines mesures telles que l'interdiction de séjour et le cautionnement soient édictées accessoirement.

Le Code pénal prévoit la mise du coupable sous la surveillance de la haute police. Cette mesure nous semble insuffisante. Le projet de Code pénal de 1934 nous propose un système préventif beaucoup plus satisfaisant dans son article 86 ainsi conçu:

« En cas de condamnation pour menace ou lorsqu'il y aura lieu de craindre qu'un condamné se livre à de nouveaux excès sur la personne ou sur les biens de la victime de son infraction, ou de la famille de celle-ci, le juge pourra l'obliger à fournir une caution garantissant sa conduite, faute de quoi le condamné ne pourra résider dans l'arrondissement où demeure sa victime et les arrondissements limitrophes.

« En cas de violation de cette défense, le condamné sera, sur la simple constatation de sa présence dans la région interdite, puni d'une peine d'emprisonnement d'un mois au moins et de six mois au plus.

« La caution consistera dans le versement à titre de garantie, soit par le condamné, soit en son nom par

un tiers, à la caisse des indemnités instituée par l'article 105, d'une somme d'argent fixée par la Cour ou le Tribunal.

« En cas de nouvelle condamnation pour infraction commise au préjudice de la victime ou de sa famille, le cautionnement sera affecté de préférence aux restitutions, dommages-intérêts et frais, adjugés aux parties lésées par cette nouvelle infraction, le surplus demeurant acquis à la caisse.

« Le cautionnement sera restitué dans les 5 ans à compter du jour où il a été fourni, si le dommage qu'il servait à prévenir ne s'est pas produit. »

Enfin, pour les délinquants d'habitude, la relégation pourrait être utilement envisagée.

D'autre part, avant tout condamnation, certaines mesures telles que la détention préventive et le cautionnement préventif, analogue à celui prévu par l'article 70 du projet de Code pénal, nous semblent devoir être efficaces.

En ce qui concerne les mesures de prévention à prendre à l'égard de certains aliénés dont l'état pathologique se manifeste par l'emploi fréquent de menaces, la seule mesure permise par la loi du 30 juin 1838 est l'internement dans un asile d'aliénés provoqué, soit par la famille, soit, à défaut, par le préfet. Il serait préférable d'y substituer une mesure de sûreté semblable à celle prévue par les articles 72 et 73 du projet de Code pénal: internement de l'agent dans une maison spéciale de sûreté pour y recevoir les soins néces-

sités par son état, lorsque le Tribunal aura reconnu qu'il constitue un danger sérieux pour la paix publique.

Terminons en formulant l'espoir de voir substituer, dans un jour prochain, ces quelques mesures à celles, si insuffisantes, de notre législation pénale actuelle.

Quant à notre système de répression des menaces en dehors des cas où elles constituent l'élément ou la circonstance aggravante d'une infraction, il serait éminemment souhaitable qu'il soit remplacé par des textes analogues aux articles 180 et 181 du Code pénal suisse du 21 décembre 1937, à l'article 260 du Code pénal danois ou à l'article 1256 du Code pénal international, qui sont beaucoup plus conformes aux intérêts bien compris de la répression de ce genre de délit.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- BARBIER. — Code expliqué de la Presse. Traité général de police de la presse et des délits de publication (1887). Complément (1895).
- BLANCHE. — Etudes pratiques sur le Code pénal, 1868.
- CHAUVEAU et FAUSTIN-HÉLIE. — Théorie sur le Code pénal, 3^e édit. (1852) et 4^e édit. (1863).
- DONNEDIEU DE VABRES. — Traité élémentaire de Droit criminel et de législation pénale comparée, 1938.
- FAUSTIN-HÉLIE et DEPEIGES. — Pratique criminelle des cours et des tribunaux, 2^e partie, Code pénal, 1928.
- FABREGUETTES (P.). — Traité des infractions par la parole, l'écriture et la presse, 1901.
- GARÇON. — Code pénal annoté, 1901-1930.
- GARRAUD. — Traité théorique et pratique du droit pénal français, 3^e édit., 1913-1935.
- GIRARD (P.-F.). — Manuel élémentaire de Droit romain, 8^e édit., revue par F. Senn, 1929.
- GOYET. — Précis de Droit pénal spécial, 3^e édit., 1937.
- JOUSSE. — Traité de la Justice criminelle en France, 1771.
- LE POITTEVIN. — Dictionnaire formulaire des parquets, 1928. Supplément, 1937.
- MANGIN et SOREL. — Traité de l'action politique et de l'action civile en matière pénale, 3^e édit., 1876.
- MOLINIÉ. — Traité de Droit pénal, 1892-1893.
- MUYART DE VOUGLANS. — Lois criminelles de France, MDCCCLXXX,

- ORTOLAN. — Résumé des éléments de droit pénal, 1867.
- PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de droit civil français, t. 6, 1930.
- ROSSI. — Traité de droit pénal, 1867.
- DU ROUSSEAU DE LA COMBE. — Traité des matières criminelles, 7^e édit., 1768.
- SERPILLON. — Code criminel ou commentaire de l'ordonnance de 1670-1784.
- VIDAL et MAGNOL. — Cours de droit criminel et de science pénitentiaire, 8^e édit., 1935.
- WALINE (M.). — Manuel élémentaire de Droit administratif, 2^e édit., 1939.

OUVRAGES SPECIAUX — THESES

- BONHOMME. — Du chantage. (Thèse, Caen, 1905.)
- BOURGEOIS. — De la corruption de fonctionnaires publics. (Thèse, Paris, 1902.)
- BRETON (A.). — La notion de violence en tant que vice du consentement. (Thèse, Caen, 1925.)
- CAMBIAIRE (J. DE). — Des outrages envers les magistrats. (Thèse, Toulouse, 1908.)
- CASSAGNE (P.). — La notion de domicile et ses effets principaux en droit pénal. (Thèse, Nancy, 1937.)
- CHAUTEN (L.). — Etude sur la complicité. (Thèse, Montpellier, 1901.)
- COLIN (P.) et RIBADEAU-DUMAS (H.). — Manuel juridique et pratique de la chasse. (Paris, 1925.)
- DIDAY (M.). — Les menaces et la loi pénale. (Thèse, Lyon, 1938.)
- DOCURONT-TUCOT (R.). — De la répression de la mendicité. (Thèse, Toulouse, 1899.)
- FOURNEAU (M.). — De la rébellion. (Thèse, Toulouse, 1911.)
- LAIGNIEL-LAVASTINE, BARBÉ et DELMAS. — La pratique psychiatrique, 2^e édit., 1929.
- MELLOR (Alec). — Le chantage dans les mœurs modernes et devant la loi. Préface de Maurice Garçon, Paris, Sirey, 1937.

PATHIAS (M.). — La rébellion, étude de droit pénal. (Thèse, Paris, 1907.)

REGNAULT (M.). — Les atteintes à la liberté du travail et les articles 414 et 415 du code pénal. (Thèse, Nancy, 1934.)

VIPLE (J.). — La répression pénale de la mendicité. (Thèse, Paris, 1905.)

DROIT ETRANGER

CASIABIANCA (Pierre DE). — Code pénal du royaume d'Italie traduit et annoté. Paris, 1932.

ALLFELD (Dr Philippe). — Lehrbuch des deutschen Strafrecht, Leipzig, 1922, et supplément 1928.

CONSENTINI (Pr Francesco). — Code pénal international. Paris, 1937.

GØDSEELS (J.). — Commentaires du code pénal belge. Bruxelles, 1928.

HAFTER (Ernst). — Schweizerisches Strafrecht, besonderer Teil, ertste Hälfte. Berlin, 1937.

LITSZT (Fr. von). — Traité de droit pénal allemand, traduction française par Lobstein. Paris, 1913.

SALTELLI (C.) et ROMANO-DI FALCO (E.). — Commento teorico-pratico del nuovo codice penale. Rome, 1930.

Code pénal de la République de Chine, traduit par J. Escarra. Paris, 1930.

Code pénal danois du 15 avril 1930, traduit par Schroll et Adigard des Gautries (publié par l'Association internationale de droit pénal). Paris, 1935.

Code pénal letton du 24 avril 1933, traduit par Paul Mintz (publié par l'Association internationale de droit pénal). Paris, 1938.

Code pénal polonais du 11 juillet 1932, traduit sous la direction de Rappaport, par Berézowski (publié par l'Association internationale de droit pénal). Paris, 1933.

RÉPERTOIRES — REVUES

CAPITANT. — Vocabulaire juridique.

DALLOZ. — Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence.

Mots: complicité; extorsion de titre et de signature; forfaiture; liberté individuelle; menaces; presse, outrage, diffamation; rébellion; surenchères; vagabondage-mendicité; violation de domicile; vol.

DALLOZ. — Répertoire pratique de législation de doctrine et de jurisprudence.

Mots: chantage; complicité; forfaiture; liberté individuelle; menaces; presse, outrage, diffamation; travail; vagabondage-mendicité; vente publique d'immeubles; violation de domicile; vol.

DERANSART. — Répertoire alphabétique des crimes, délits et contraventions.

LABORI et SCHAFFHAUEN. — Répertoire encyclopédique du droit français. 1889-1896 et supplément 1910.

Mots: chantage; complicité; corruption de fonctionnaires; enchères; liberté individuelle; menaces; mendicité; presse-outrage-diffamation; rébellion; travail; violation de domicile; vol.

FUZIER-HERMANN. — Répertoire général alphabétique du droit français. 1886-1905 et supplément 1936.

Mots: arrestations et détentions arbitraires ou illégales; chantage; complicité; corruption de fonctionnaires; enchères; menaces; mendicité; outrages, offenses; violation de domicile; vol.

DEMOGUE. — De la violence comme vice du consentement. *Revue trimestrielle de droit civil*, avril 1914, p. 435-480.

HUGUENEY. — Menaces sous condition. *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 1938, n° 1, p. 473.

RAPPAPORT. — Le futur code pénal du 3^e Reich. *Revue internationale de droit pénal*, 1935, p. 278 à 303.

MARCANTINATO. — L'avant-projet du nouveau code pénal allemand. *Revue internationale de droit pénal*, 1935, p. 360-386.

RECUEILS DE JURISPRUDENCE

Bulletin criminel.

Dalloz périodique.

Dalloz hebdomadaire.

Gazette du Palais.

Journal des Parquets.

Sirey.

Compte général de l'administration de la justice criminelle
1928 à 1932.

VU :

Nancy, le 18 novembre 1938.

Le Président de la thèse,

A. HENRY,

Professeur de droit criminel.

VU :

Nancy, le 20 novembre 1938.

Le Doyen de la Faculté de Droit,

P. SENN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 21 novembre 1938.

Le Recteur de l'Académie,

BRUNTZ,

Président du Conseil de l'Université,

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
------------------------	---

CHAPITRE PREMIER

Sanction de la menace en Droit public	13
---	----

CHAPITRE II

Sanction civile de la menace	19
--	----

PREMIERE PARTIE

Aperçu historique de la répression des menaces...	27
--	-----------

CHAPITRE PREMIER

La répression des menaces en Droit romain et en Droit français antérieur au Code pénal	31
§ 1. — Le Droit romain	31
§ 2. — L'ancien Droit français	33
§ 3. — La législation révolutionnaire	37

CHAPITRE II

La répression des menaces dans le Code pénal de 1810.....	39
§ 1. — Exposé de cette législation	41
§ 2. — Critiques formulées contre cette législation	43
§ 3. — Les modifications apportées par la loi du 13 mai 1863 aux textes primitifs du Code pénal	46

DEUXIEME PARTIE

La menace, élément constitutif de certaines infractions	51
--	-----------

CHAPITRE PREMIER

La menace, élément constitutif de complicité par provocation	57
--	----

CHAPITRE II

La menace, élément constitutif de la corruption active de fonctionnaires publics	63
--	----

CHAPITRE III

La menace, élément constitutif du délit de violation de domicile	67
--	----

CHAPITRE IV

La menace, élément constitutif de rébellion	71
---	----

CHAPITRE V

La menace, élément constitutif de l'outrage	75
§ 1. — En quoi doit consister la menace, moyen de perpétration du délit d'outrage	76
§ 2. — Distinction de l'outrage par menace verbale et par paroles	78
§ 3. — Délimitation du domaine d'application des articles 223 et suivants et de celui des articles 305 à 308 du Code pénal	79

CHAPITRE VI

La menace, élément constitutif du délit de chantage	83
§ 1. — Forme et degré de précision de la menace	85
§ 2. — A qui la menace doit-elle être adressée et à quel moment doit-elle être proférée ?	87
§ 3. — Faits sur lesquels doit porter la menace	88

CHAPITRE VII

La menace, élément constitutif du délit d'entrave à la liberté des enchères	91
---	----

CHAPITRE VIII

La menace, élément constitutif du délit d'entrave à la liberté du travail	95
---	----

TROISIEME PARTIE

La menace, circonstance aggravante de certaines infractions	97
--	-----------

CHAPITRE PREMIER

La menace, circonstance aggravante de la mendicité.....	101
---	-----

CHAPITRE II

La menace, circonstance aggravante du délit de chasse	105
--	-----

CHAPITRE III

La menace, circonstance aggravante de l'arrestation illégale et de la séquestration de personnes.	107
---	-----

CHAPITRE IV

La menace, circonstance aggravante du vol	109
---	-----

QUATRIEME PARTIE

La répression des menaces en tant que constituant un délit distinct.	113
--	------------

CHAPITRE PREMIER

La distinction des menaces écrites et verbales	119
§ 1. — Les menaces par dessins et symboles doivent-elles être considérées comme menaces par écrit ? ..	120
§ 2. — Les menaces formulées par de simples gestes sont-elles répréhensibles ?	122
§ 3. — La menace doit-elle être adressée directement à la personne menacée ?	124
§ 4. — Quel sera le lieu de commission du délit en matière de menaces réalisées par l'envoi d'un écrit à la personne menacée ?	125

CHAPITRE II

La distinction des menaces simples et des menaces avec ordre ou sous condition	129
§ 1. — L'ordre ou la condition doivent-ils être remplis par la personne menacée ?	130
§ 2. — La menace d'une chose juste est-elle punissable	133
§ 3. — La menace de ne pas faire, de s'abstenir, est-elle punissable ?	140
Appendice: Menaces d'attentat contre les choses	145
§ 1. — Menaces d'incendie	145
§ 2. — Menaces de déraillement	152

CHAPITRE III

Caractères et nature des menaces. Fondement de leur répression	155
§ 1. — Théorie qui vise à réprimer dans la menace la résolution criminelle de l'agent	157
§ 2. — Théorie qui prétend réprimer dans la menace le trouble de la liberté et la contrainte morale qu'elle produit	160
§ 3. — Position de la jurisprudence sur la question des caractères, de la nature de la menace et du fondement de sa répression lorsqu'elle constitue un délit « sui generis »	162
§ 4. — Appréciation de ces théories	167
Appendice: Cumul d'infractions	173

CINQUIEME PARTIE

Etude sommaire de droit comparé	175
--	------------

CHAPITRE PREMIER

La répression des menaces par le droit pénal belge	179
Section I. — Cas dans lesquels le droit pénal belge prend les menaces en considération	179
§ 1. — La répression des menaces en tant qu'élément constitutif de certaines infractions par le droit pénal de Belgique	180
§ 2. — La répression des menaces en tant que circonstance aggravante de certaines infractions en droit pénal belge	182
§ 3. — Répression des menaces en tant qu'infraction « sui generis » par le droit pénal de Belgique	183
Section II. — Caractères et nature des menaces punissables dans la législation pénale belge	186

CHAPITRE II

La répression des menaces par le droit pénal italien	189
§ 1. — La répression de la menace en tant qu'élément constitutif de certaines infractions par le droit pénal italien	190
§ 2. — La répression des menaces en tant que circonstance aggravante de certaines infractions par le droit italien	193
§ 3. — La répression des menaces en tant que délit « sui generis » par le droit italien	195

CHAPITRE III

Aperçu de la répression des menaces dans quelques autres législations étrangères	199
§ 1. — Allemagne	200
§ 2. — Chine	202
§ 3. — Danemark	203
§ 4. — Lettonie	205
§ 5. — Pologne	207
Appendice: Code pénal international	209
Conclusion.	211
Bibliographie	219



SOCIÉTÉ D'IMPRESSIONS TYPOGRAPHIQUES
2, Rue René d'Anjou
NANCY

